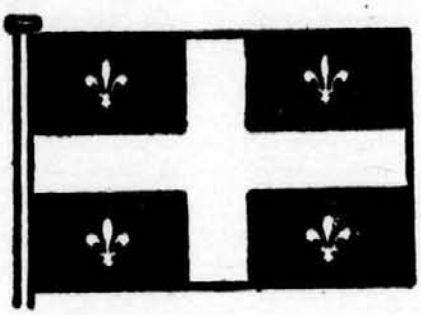


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1963

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 28, 1963

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over ayment, if any

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 1515 — 1-52-o

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 1515 — 1-52-o

Lettres patentes

Abcar Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Carl Laxer, marchand, 5611 avenue Jellicoe, Côte-St-Luc, Abraham Laxer, marchand, 5996, avenue Terrebonne, Montréal, et Mary Lankofsky, teneuse de livres, fille majeure, 6064, rue Hutchison, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Abcar Corporation », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5611, avenue Jellicoe, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Abcar Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Carl Laxer, merchant, 5611 Jellicoe Avenue, Côte-St-Luc, Abraham Laxer, merchant, 5996 Terrebonne Avenue, Montreal, and Mary Lankofsky, book-keeper, spinster of the full age of majority, 6064 Hutchison Street, Outremont, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Abcar Corporation", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5611 Jellicoe Avenue, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3475-63 — 1184/41

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3475-63 — 1184/41

Académie Science et Beauté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Georges Serei, marchand, 5055, Victoria, Jean-Paul Ste-Marie, avocat, 5595, Philipp, tous deux de Montréal, Mme Gisèle Payant, réceptionniste, épouse contractuellement séparée de biens de H.-Jean-Paul Payant, 1444, Côte Vertu, St-Laurent, et Mme Laurette Benoit, sténographe, veuve, 1595, St-Georges, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Fonder, organiser, diriger et/ou conseiller une ou des écoles d'esthétique faciale, de visagisme et/ou de beauté, sous le nom de « Académie Science et Beauté Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3336-36 — 1183/62

Académie Science et Beauté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges Serei, merchant, 5055 Victoria, Jean-Paul Ste-Marie, advocate, 5595 Philipp, both of Montreal, Mrs. Gisèle Payant, receptionist, wife contractually separate as to property of H.-Jean-Paul Payant, 1444 Côte Vertu, St-Laurent, and Mrs. Laurette Benoit, stenographer, widow, 1595 St-Georges, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To found, organize, direct and/or counsel one or several school of aesthetic facials, beauty specialties and/or beauty, under the name of "Académie Science et Beauté Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3336-63 — 1183/62

Aéro Club de Montmagny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Bolduc, industriel, Montmagny, Viateur Duchesne, gérant de crédit, Montmagny, et Jean-Hugues Normand, entrepreneur, L'Islet, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Aéro Club de Montmagny Inc. ».

Le montant auquel sont limité les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporatio sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3179-63 — 1183/1

Aéro Club de Montmagny Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire Bolduc, industrialist, Montmagny, Viateur Duchesne, credit manager, Montmagny, and Jean-Hughes Normand, contractor, L'Islet, for the following purposes:

To organize and manage a social and sporting club, under the name of "Aéro Club de Montmagny Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3179-63 — 1183/1

Les Agences Provinciales (Laurentides) Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Paul Prud'Homme, commerçant, Cécile Bélanger, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Prud'Homme, tous deux de 784, rue Labelle, et Claude Prud'Homme, commis pharmacien, 287, rue de Martigny, tous trois de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire le commerce de remèdes brevetés, sous le nom de « Les Agences Provinciales (Laurenti-

Les Agences Provinciales (Laurentides) Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Prud'Homme, trader, Cécile Bélanger, secretary, wife contractually separate as to property of the said Paul Prud'Homme, both of 784 Labelle St., and Claude Prud'Homme, drugstore clerk, 287 de Martigny St., all three of St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on business dealing in patented remedies, under the name of "Les Agences Pro-

des) Incorporée », avec un capital total de $200,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 784, rue Labelle, St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 1652-63 — 1183/124

Ahuntsic Air Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: J.-Claude Bureau, avocat, 12365, Crevier, Montréal, Marcel Hamelin, notaire, 12086, boul. L'Acadie, Montréal, et Claudette Boisvert, secrétaire, 10142, St-Firmin, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en excavation, sous le nom de « Ahuntsic Air Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3446-63 — 1184/42

Alba Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Allan Aronoff, marchand, Mme Leiba Aronoff, ménagère, épouse dudit Allan Aronoff et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4607, rue Michel-Bibaud, et Isidor Raymond Hart, notaire, 4908, avenue Ponsard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Alba Corporation », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4607, rue Michel-Bibaud, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3482-63 — 1184/17

Alco Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Henry S. Pesner, comptable agréé, 4721, avenue Dornal, Henry L. Silverstone, avocat, 4 est, rue Notre-Dame, et Nina D. Francis, secrétaire, célibataire, 475, avenue Ogilvy, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

vinciales (Laurentides) Incorporée", with a total capital stock of $200,000, divided into 15,000 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 784 Labelle St., St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the province.

4141 1652-63 — 1183/124

Ahuntsic Air Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Claude Bureau, advocate, 12365 Crevier, Montreal, Marcel Hamelin, notary, 12086 L'Acadie Blvd., Montreal, and Claudette Boisvert, secretary, 10142 St-Firmin, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as contractors in excavation, under the name of "Ahuntsic Air Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3446-63 — 1184/42

Alba Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Aronoff, merchant, Mrs. Leiba Aronoff, housewife, wife of the said Allan Aronoff, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4607 Michel-Bibaud Street, and Isidor Raymond Hart, notary, 4908 Ponsard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Alba Corporation", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4607 Michel-Bibaud Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3482-63 — 1184/17

Alco Supplies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henry S. Pesner, chartered accountant, 4721 Dornal Avenue, Henry L. Silverstone, advocate, 4 Notre-Dame Street East, and Nina D. Francis, secretary, spinster, 475 Ogilvy Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de papeterie, fournitures de bureaux, et accessoires pour la classe, sous le nom de « Alco Supplies Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6414, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3461-63 — 1184/43

To deal in stationery, office supplies and school supplies, under the name of "Alco Supplies Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6414 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3461-63 — 1184/43

Amerex Distributing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Nelson Lehman, 6287, Lennox, Melach Lehman, 2860, rue Ekers, tous deux administrateurs, Lazarus L. Tinkoff, 5117, avenue Lacombe, et Donald W. Seal, 5790, Northmount, ces deux derniers avocats, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; et d'animaux, minéraux, pierres précieuses et semi-précieuses et perles, oeuvres d'art, produits chimiques et cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Amerex Distributing Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 7,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Ontario, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3366-63 — 1183/28

Amerex Distributing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nelson Lehman, 6287 Lennox, Melach Lehman, 2860 Ekers Street, both executives, Lazarus L. Tinkoff, 5117 Lacombe Avenue, and Donald W. Seal, 5790 Northmount, the latter two attorneys, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products thereof, animals, minerals, precious and semi-precious stones and pearls, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Amerex Distributing Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 7,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3366-63 — 1183/28

Les Amis du Baseball de Kénogami Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Marcellin Ouellet, 1, rue Bourassa, Claude Basque, 148, rue Bourassa, Marcel Ouellet, 17, rue Bellevue, tous trois machinistes, et Jean Marchand, pharmacien, 243, rue King Georges, tous quatre de Kénogami, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique du baseball et la formation de clubs de baseball dans les limites de la cité de Kénogami, sous le nom de « Les Amis du Baseball de Kénogami Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera 148, rue Bourassa, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3290-63 — 1182/65

Les Amis du Baseball de Kénogami Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcellin Ouellet, 1 Bourassa St., Claude Basque, 148 Bourassa St., Marcel Ouellet, 17 Bellevue St., all three machinists and Jean Marchand, pharmaceutist, 243 King Georges St., all four of Kénogami, for the following purposes:

To promote Baseball practice and the formation of baseball clubs in the limits of the city of Kénogami, under the name of "Les Amis du Baseball de Kénogami Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at 148 Bourassa St., Kénogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3290-63 — 1182/65

Annlee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Leon Aronoff, marchand, Ann Aronoff, ménagère, épouse dudit Leon Aronoff, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 450, avenue Morrison, Mont Royal, et Isidor Raymond Hart, notaire, 4908, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Annlee Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 450, avenue Morrison, Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3481-63 — 1184/45

Annlee Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leon Aronoff, merchant, Ann Aronoff, housewife, wife of the said Leon Aronoff, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 450 Morrison Avenue, Mount Royal, and Isidor Raymond Hart, notary, 4908 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Annlee Inc." with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 450 Morrison Avenue, Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3481-63 — 1184/45

Les Appartements Lamo Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: Ovide Laflamme, avocat, 43, Pont Briand, Ste-Foy, Arthur Bussières, comptable, 135, St-Olivier, Québec, et Gaston Desjardins, avocat, 3196, Marsolet, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Appartements Lamo Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1296, rue Richard Turner, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3474-63 — 1183/125

Les Appartements Lamo Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ovide Laflamme, advocate, 43 Pont Briand, Ste-Foy, Arthur Bussières, accountant, 135 St-Olivier, Quebec, and Gaston Desjardins, advocate, 3196 Marsolet, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business in real estate and construction, under the name of "Les Appartements Lamo Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1296 Richard Turner St., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day fo August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3474-63 — 1183/125

Association des Citoyens de Pointe-aux-Trembles

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Levesque, constable, Marcelle Levesque, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Levesque, tous deux de 1919, 53e avenue, Roland Dion, opérateur, 1867, 53e avenue, Marcel Bibeau, chauffeur, 14192, Forsyth, Alfred Lalonde, ingénieur représentant, 12383, Parent, Lucien Trottier, opérateur, 12385, Lagauchetière, Marcel Jetté, commis, 710, 18e avenue, André Beaulieu, constable, Emma Beaulieu, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Beaulieu, tous deux de 1936, 54e avenue, tous neuf de Pointe-aux-Trembles, et Pierre Lachapelle, marchand, 15783, Bellerive, Montréal, pour les objets suivants:

Grouper en association les citoyens de Pointe-aux-Trembles, dans le but de promouvoir leurs intérêts économiques, sociaux, professionnels, culturels et sportifs, sous le nom de « Association des Citoyens de Pointe-aux-Trembles ».

Association des Citoyens de Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Lévesque, constable, Marcelle Levesque, housewife, wife separate as to property of the said Paul Levesque, both of 1919, 53rd Ave., Roland Dion, operator, 1867, 53 Ave., Marcel Bibeau, chauffeur, 14192 Forsyth, Alfred Lalonde, representative engineer, 12383 Parent, Lucien Trottier, operator, 12385 Lagauchetière, Marcel Jetté, clerk, 710, 18th Ave., André Beaulieu, constable, Emma Beaulieu, housewife, wife separate as to property of the said André Beaulieu, both of 1936, 54th Ave., all nine of Pointe-aux-Trembles, and Pierre Lachapelle, merchant, 15783 Bellerive, Montreal, for the following purposes:

To group into an association the citizens of Pointe-aux-Trembles for the purpose of promoting their economic, social, professional, cultural and sports interests, under the name of "Association des Citoyens de Pointe-aux-Trembles".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3663-63 — 1185/137

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3663-63 — 1185/137

L'Association des Éducateurs du Centre Administratif (CECM)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Lorenzo Larouche, directeur régional, 1845, rue Beaugrand, Jeanne Mailloux, membre du bureau du personnel enseignant, 8841, rue Foucher, Benoît Bussières, directeur de district, 4318, rue Brébeuf, Wilfrid St-Pierre, directeur du bureau des caisses d'épargne scolaires, 3801, ave Maplewood, John Scullion, directeur de district, 5423, ave Coolbrook, Arthur Tremblay, sous-directeur de la section pédagogie du Service de la planification et de la construction, 10800, ave St-Charles, et André Michaud, directeur du bureau de l'éducation physique, 7471, rue de Normanville, tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

Former une association pour servir la cause de l'éducation, sous le nom de « L'Association des Éducateurs du Centre Administratif (CECM) ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 3737, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2659-63 — 1184/123

L'Association des Éducateurs du Centre Administratif (CECM)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lorenzo Larouche, regional director, 1845 Beaugrand St., Jeanne Mailloux, member of the personnel board of teaching, 8841 Foucher, Benoît Bussières, directors of the district, 4318 Bréboeuf St., Wilfrid St-Pierre, director of the school savings board, 3801 Maplewood Ave., John Scullion, director of the district, 5423 Coolbrook Ave., Arthur Tremblay, under-director of the pedagogic section of the town-planning and construction Service, 10800 St-Charles Ave., and André Michaud, director of the physical education board, 7471 de Normanville St., all seven of Montreal, for the following purposes:

To form an association to serve the cause of education, under the name of "L'Association des Éducateurs du Centre Administratif (CECM)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 3737 Sherbrooke, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2659-63 — 1184/123

L'Association des Hommes d'Affaires de Parc Extension
Park Extension Business Men's Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Antoine Somers, gérant, Banque Provinciale du Canada, 855, Jean-Talon, ouest, Learie G. B. Graham, D.C., chiropraticien, 696, Jean-Talon, ouest, Frank Ravenda, professeur de musique, 774, Jean-Talon, ouest, Nathan Polan, courtier en immeubles, 6970, ave du Parc, Gérald Aronson, pharmacien, 800, Jean-Talon, ouest, Daniel R. Chan, restaurateur, 901, Jean-Talon, ouest Arthur E. Internoscia, consultant en assurances, 7067, de l'Épée, John Pappas, restaurateur, 431, Jean-Talon, ouest, James Reha, courtier en immeubles, 7200, Hutchison, Victor Rodin, marchand, 758, Jean-Talon, ouest, Chris Poulos, marchand, 750, Jean-Talon, ouest, et Jean L. Tarte, avocat, 897, Jean-Talon, ouest, tous douze de Montréal, pour les objets suivants:

L'Association des Hommes d'Affaires de Parc Extension
Park Extension Business Men's Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Antoine Somers, manager, Provincial Bank of Canada, 855 Jean-Talon West, Learie G. B. Graham, D.C., chiropractian, 696 Jean-Talon, West, Frank Ravenda, music professor, 774 Jean-Talon, West, Nathan Polan, real estate broker, 6970 du Parc Ave., Gérald Aronson, pharmacist, 800 Jean-Talon West, Daniel R. Chan, restaurateur, 901 Jean-Talon, West, Arthur E. Internoscia, insurance consultant, 7067 de l'Épée, John Pappas, restaurateur, 431 Jean-Talon, West, James Reha, real estate broker, 7200 Hutchison, Victor Rodin, merchant, 758 Jean-Talon, West, Chris Poulos, merchant, 750 Jean-Talon West, and Jean L. Tarte, advocate, 897 Jean-Talon, West, all twelve of Montreal, for the following purposes:

Grouper en association les propriétaires, locataires, commerçants, professionnels, industriels et toute autre personne dans le quartier connu sous le nom de « Parc Extension », dans les cité et district de Montréal, sous le nom de « L'Association des Hommes d'Affaires de Parc Extension — Park Extension Business Men's Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3435-63 — 1183/94

To group into an association property owners, tenants, tradesmen, professionals, industrialists and any other person in the ward known, under the name of "Parc Extension", in the city and district of Montreal, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de Parc Extension — Park Extension Business Men's Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3435-63 — 1183/94

Association des Hôteliers du Saguenay — Lac-St-Jean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Léonce Ouellet, 77, rue Mgr-Larouche, Jonquière, Georges Dufour, 28, boulevard Renaud, Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, et Marc Desbiens, 706, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, tous trois hôteliers, pour les objets suivants:

Réunir en une seule corporation régionale, tous les hôteliers de la région du Saguenay-Lac-St-Jean, sous le nom de « Association des Hôteliers du Saguenay — Lac-St-Jean Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3171-63 — 1183/29

Association des Hôteliers du Saguenay — Lac-St-Jean Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léonce Ouellet, 77 Mgr-Larouche St., Jonquière, Georges Dufour, 28 Renaud Boulevard Rivière-du-Moulin, Chicoutimi, and Marc Desbiens, 706 Jacques-Cartier, Chicoutimi, all three hotel-keepers, for the following purposes:

To unite into one only regional corporation all the hotel-keepers of the Saguenay-Lake-St-John region, under the name of "Association des Hôteliers du Saguenay — Lac-St-Jean Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3171-63 — 1183/29

Association des Parents de St-Paul-l'Ermite

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Clovis Poirier, inspecteur, 80, rue Henri, Jeanne-Mance Brouillette Bernier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Bernier, 8, Lachapelle, Robert Roberge, contremaître, 585, Notre-Dame, Jacqueline Blanchard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Yves Lachapelle, 166, Notre-Dame, Carmen Archambault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens d'André Desjardins, 321, Lacombe, Robert Pâquet, psychologue, 204, Notre-Dame, et Fleurette Alarie, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Boucher, 65, Léveillé, tous sept de St-Paul-l'Ermite, pour les objets suivants:

Grouper en association les parents qui veulent promouvoir d'une façon particulière l'éducation des enfants agés de 4 à 6 ans, sous le nom de « Association des Parents de St-Paul-l'Ermite ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Association des Parents de St-Paul-l'Ermite

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Clovis Poirier, inspector, 80 Henri St., Jeanne-Mance Brouillette Bernier, housewife, wife contractually separate as to property of Marcel Bernier, 8 Lachapelle, Robert Roberge, foreman, 585 Notre-Dame, Jacqueline Blanchard, housewife, wife contractually separate as to property of Yves Lachapelle, 166 Notre-Dame, Carmen Archambault, housewife, wife contractually separate as to property of André Desjardins, 321 Lacombe, Robert Pêquet, psychologist, 204 Notre-Dame, and Fleurette Alarie, housewife, wife contractually separate as to property of Pierre Boucher, 65 Léveillé, all seven of St-Paul-l'Ermite, for the following purposes:

To group into an association parents who wish to promote in a special way the education of children aged from 4 to 6 years, under the name of "Association des Parents de St-Paul-l'Ermite".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Paul-l'Etmire, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3199-63 — 1183/95

The head office of the corporation will be at St-Paul-l'Ermite, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3199-63 — 1183/95

L'Association des Parents-Professeurs des Écoles Protestantes de Langue Française du Grand Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Dedier, inspecteur, 8315, 24e Avenue, app. 5, St-Michel, Gérard Pomerleau, assembleur, 126, 5e Avenue, Verdun, et Alexandre Roy, chauffeur, 10784, rue d'Auteuil, Montréal, pour les obets suivants:

Grouper en association toute personne s'occupant d'éducation et d'enseignement à tous les niveaux, de toute race ou confession religieuse, intéressés au bien-être des enfants, sous le nom de « L'Association des Parents-Professeurs des Écoles Protestantes de Langue Française du Grand Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 8315, 24e Avenue, app. 5, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3276-63 — 1183/2

L'Association des Parents-Professeurs des Écoles Protestantes de Langue Française du Grand Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Dodier, inspector, 8315, 24th Avenue, Apt. 5, St-Michel, Gérard Pomerleau, decorator 126, 5th Avenue, Verdun, and Alexandre Roy, chauffeur, 10784 d'Auteuil St., Montreal, for the following purposes:

To group into an association any person dealing with education and teaching at all levels, of any race or religious faith, interested in the welfare of children, under the name of "L'Association des Parents-Professeurs des Écoles Protestantes de Langue Française du Grand Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 8315, 24th Avenue, Apt. 5, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3276-63 — 1183/2

The Association of Employees of Armorique Co. Ltée
L'Association des Employés d'Armorique Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Hyppolite, garçon de table, 2035, rue Closse, Montréal, Hubert Marchal, barman, 1420, rue Tower, Montréal, et Monique Le Bourhis, cuisinière, fille majeure, 3534, rue Chambly, Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les relations économique et ouvrières, et les intérêts sociaux et récréatifs de ses membres, sous le nom de « The Association of Employees of Armorique Co. Ltée — L'Association des Employés d'Armorique Co. Ltée ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3579-63 — 1184/124

The Association of Employees of Armorique Co. Ltée
L'Association des Employés d'Armorique Co. Ltée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre Hyppolite, waiter, 2035 Closse Street, Montreal, Hubert Marchal, barman, 1420 Tower Street, Montreal, and Monique Le Bourhis, cook, spinster of the full age of majority, 3534 Chambly Street, Montreal, for the following purposes:

To promote the economic, labour relations, social and entertainment interests of its members, under the name of "The Association of Employees of Armorique Co. Ltée — L'Association des Employés d'Armorique Co. Ltée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st, day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3579-63 — 1184/124

Autos Bretagne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Autos Bretagne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Benoit Plante, garagiste, Sacré-Coeur, Jocelyn Langlois, secrétaire, Lucile Plante Langlois, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jocelyn Langlois, ces deux derniers de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs accessoires et parties et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Autos Bretagne Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3043-63 — 1182/78

bearing date the 29th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benoit Plante, garage-keeper, Sacré-Coeur, Jocelyn Langlois, secretary, Lucile Plante Langlois, housewife, wife contractually separate as to property of said Jocelyn Langlois, the latter two of Hauterive, for the following purposes:

To deal in motor vehicle, parts and accessories thereof and to carry on business as garage-keeper, under the name of "Autos Bretagne Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of a par value of $10 of $10 each and into 1,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3043-63 — 1182/78

/

Avery-Ira Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Sam Goldstein, marchand, Esther Rose Goldstein, ménagère, épouse dudit Sam Goldstein, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 3244, avenue Goyer, app. 10, Montréal, et Isidor Raymond Hart, notaire, 4908, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Avery-Ira Investment Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordiaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3244 avenue Goyer, app. 10, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3479-63 — 1184/47

Avery-Ira Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sam Goldstein, merchant, Esther Rose Goldstein, housewife, wife of the said Sam Goldstein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 3244 Goyer Avenue, Apt. 10, Montreal, and Isidor Raymond Hart, notary, 4908 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Avery-Ira Investment Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3244 Goyer Avenue, Apartment 10, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3479-63 — 1184/47

Bateaux de Service Sorel Ltée
Sorel Working Boats Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Clair Simard, industriel, Mme Louise G. Simard, ménagère, épouse dudit Clair Simard, tous deux de chemin Ste-Anne, et Gilles Simard, courtier, 16, rue Dupré, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de la navigation et du transport, sous le nom de « Bateaux de Service Sorel Ltée — Sorel Working Boats Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Bateaux de Service Sorel Ltée
Sorel Working Boats Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clair Simard, industrialist, Mrs. Louise G. Simard, housewife, wife of the said Clair Simard, both of Ste-Anne Road, and Gilles Simard, broker, 16 Dupré St., all three of Sorel, for the following purposes:

To carry on business in the fields of navigation and transport, under the name of "Bateaux de Service Sorel Ltée — Sorel Working Boats Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 2,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3345-63 — 1183/4

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3345-63 — 1183/4

Baxter & Poirier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: André Poirier, vendeur, Thérèse Caron, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Poirier, tous deux de 225, Hugues-Pommier, Boucherville, et Roderick Grant MacGillivray, surveillant, 516, avenue Walnut, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de « Baxter & Poirier Inc. », avec un capital total de $55,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 2975-63 — 1184/48

Baxter & Poirier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Poirier, salesman, Thérèse Caron, housewife, wife separate as to property of the said André Poirier, both of 225 Hugues-Pommier, Boucherville, and Roderick Grant MacGillivray, supervisor, 516 Walnut Avenue, St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, under the name of "Baxter & Poirier Inc.", with a total capital stock of $55,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 2975-63 — 1184/48

Benis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Joseph Shugar, épicier à sa retraite, 6525, chemin de la Côte-St-Luc, Côte St-Luc, David Shugar, marchand, 6265, avenue MacDonald, Montréal, et Isidor Raymond Hart, notaire, 4908, avenue Ponsard, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Benis Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1500, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3477-63 — 1184/15

Benis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shugar, retired grocer, 6525 Côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, David Shugar, merchant, 6265 MacDonald Avenue, Montreal, and Isidor Raymond Hart, notary, 4908 Ponsard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Benis Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common sahres of $1 each.

The head office of the company will be at 1500 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3477-63 — 1184/15

Jean Bergeron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jean Bergeron, courtier en assurance, 5305, Des Groseillers, Montréal, Yves Gauthier, notaire, 10215, boulevard Gouin, est, Rivière-des-Prairies, et Julien Plouffe, avocat, 11605, Lépine, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Jean Bergeron Inc. », avec un capital total de $10,000, idvisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Jean Bergeron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Bergeron, insurance broker, 5305 Des Groseillers, Montreal, Yves Gauthier, notary, 10215 Gouin Blvd. East, Rivière-des-Prairies, and Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Jean Bergeron Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera 50, Place Crémazie, suite 10, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3249-63 — 1183/65

The head office of the company will be at 50 Crémazie Place, suite 10, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3249-63 — 1183/65

Beverly Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Harold Lande, 698, avenue Grosvenor, Westmount, Joseph Caplan, 4855, chemin Queen Mary, Montréal, et Solomon Weber, 741, Stuart, Outremont, tous trois avocats et conseils en loi de la Reine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble, sous le nom de « Beverly Corporation », avec un capital total de $500,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $10 chacune, 34,000 actions catégorie « B » de $10 chacune et 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3370-63 — 1183/96

Beverly Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Lande, 698 Grosvenor Avenue, Westmount, Joseph Caplan, 4855 Queen Mary Road, Montreal, and Solomon Weber, 741 Stuart, Outremont, all three advocates and Queen's Councels, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Beverly Corporation", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 34,000 class "B" shares of $10 each and 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3370-63 — 1183/96

Boa Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovith, avocat, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, et John Hamilton fils, commis, 6266, avenue, N.D.G., Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Boa Realties Inc. », avec un capital total de $910, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 10 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1459, rue Metcalfe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3467-63 — 1184/50

Boa Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, advocate, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, advocate, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, and John Hamilton Jr., clerk, 6266 N.D.G. Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Boa Realties Inc.", with a total capital stock of $910, divided into 900 common shares of a par value of $1 each and 10 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1459 Metcalfe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3467-63 — 1184/50

La Boutique Knit Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1963, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en loi de la Reine, 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, avenue Mayfair, Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

La Boutique Knit Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont Avenue, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair Avenue, Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal-West, the latter three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de toutes sortes de vêtements pour dames, sous le nom de « La Boutique Knit Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 80 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3342-63 — 1183/66

To deal in all kinds of ladies' garments, under the name of "La Boutique Knit Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 80 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3342-63 — 1183/66

Bryant, Incorporée
Bryant, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Grant Hall Day, Timothy Porteous et Raymond Darley LeMoyne, avocats, de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de liqueurs gazeuses et toutes sortes de breuvages non enivrants et non alcooliques, sous le nom de « Bryant, Incorporée — Bryant, Incorporated », avec un capital total de $477,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 12,500 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune et 35,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1060, rue Cherbourg, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3409-63 — 1184/125

Bryant, Incorporée
Bryant, Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Grant Hall Day, Timothy Porteous and Raymond Darley LeMoyne, advocates, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To deal in soft drinks and all kinds of non-intoxicating and non-alcoholic beverages, under the name of "Bryant, Incorporée — Bryant, Incorporated", with a total capital stock of $477,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each, 12,500 First preferred shares of a par value of $10 each and 35,000 Second preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1060 Cherbourg Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3409-63 — 1184/125

Bryant Investments, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Grant H. Day, Timothy Porteous et Raymond D. LeMoyne, avocat, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Bryant Investments, Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1060, rue Cherbourg, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3410-63 — 1184/126

Bryant Investments, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Grant H. Day, Timothy Porteous and Raymond D. LeMoyne, advocates, of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bryant Investments, Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1060 Cherbourg Street, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3410-63 — 1184/126

C.O.P. Plumbing & Heating Co. Ltd.
La Cie de Plomberie & Chauffage C.O.P. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1963, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, 15, Westwood

C.O.P. Plumbing & Heating Co. Ltd.
La Cie de Plomberie & Chauffage C.O.P. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Learmont Jamieson, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, John

Drive, Pointe-Claire, John Maria Cerini, 4628, avenue Kensington, Montréal, tous deux avocats et conseils en Loi de la Reine, et Barrie Hinchcliffe Brown, avocat, 4335, Broadway, Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « C.O.P. Plumbing & Heating Co. Ltd. — La Cie de Plomberie & Chauffage C.O.P. Ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 205, boulevard Grand, Ile-Perrot, district judiciaire de de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3470-63 — 1184/89

Maria Cerini, 4628 Kensington Ave., Montreal, both advocates and Queen's Counsel, and Barrie Hinchcliffe, Brown, advocate, 4335 Broadway, Lachine, for the following purposes:

To carry on business as plumbing contractors, heating and refrigeration, under the name of "C.O.P. Plumbing & Heating Co. Ltd. — La Cie de Plomberie & Chauffage C.O.P. Ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 15,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 205 Grand Blvd., Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3470-63 — 1184/89

La Caisse de Secours de la Ligue du Sacré-Coeur de Grande-Baie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Thibault, marchand, 372, boul. Grande-Baie, Edmond-Louis Simard, livreur, 300, rue Princice-Albert, et Albéric Potvin, comptable, 108, rue Alexis-Simard, tous trois de Port-Alfred, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « La Caisse de Secours de la Ligue du Sacré-Coeur de Grande-Baie Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3159-63 — 1182/66

La Caisse de Secours de la Ligue du Sacré-Coeur de Grande-Baie Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Thibault, merchant, 372 Grande-Baie Blvd., Edmond-Louis Simard, delivery man, 300 Prince-Albert St., and Albéric Potvin, accountant, 108 Alexis-Simard St., all three of Port-Alfred, for the following purposes:

To assist the poor and needy persons, under the name of "La Caisse de Secours de la Ligue du Sacré-Coeur de Grande-Baie Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3159-63 — 1182/66

Camco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Camil Morin, 3931, De la Peltrie, Henri Cigliano, 3590, Messier, François Poggi, 1270, Papineau, tous trois mécaniciens, et Jeannine Morin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Camil Morin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 3931, De la Peltrie, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la réparation d'équipements commerciaux et en assurer l'entretien, sous le nom de « Camco Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiés de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3460-63 — 1183/126

Camco Inc.

Notice is herebyen giv that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Camil Morin, 3931 De la Peltrie, Henri Cigliano, 3590 Messier, François Poggi, 1270 Papineau, all three mechanics, and Jeannine Morin, housewife, wife, contractually separate as to property of the said Camil Morin, and duly authorize by him for these presents, 3931 De la Peltrie, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business reparing commercial equipment and to insure its maintenance, under the name of "Camco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3460-63 — 1183/126

Lucien Caron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Lucien Caron, 73, rue Frontenac, Roland Caron, 4, rue Champlain, tous deux marchands, de Berthierville, et Charles J. Gélinas, avocat, 515, avenue Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincailliers, sous le nom de « Lucien Caron Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau deu secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3454-63 — 1184-18

Lucien Caron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Caron, 73 Frontenac St., Roland Caron, 4 Champlain St., both merchants, of Berthierville, and Charles J. Gélinas, advocate, 515 Champagneur Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in hardware-dealers, under the name of "Lucien Caron Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 20,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3454-63 — 1184/18

Centennial Plaza Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Morton J. Litwack, notaire, 5706, avenue Parkhaven, Côte-St-Luc, Gerald Schneider, notaire, 149, chemin Finchley, Hampstead, Abraham Feiner, avocat, 4052, avenue Wilson, Montréal, et Isidore R. Prazoff, avocat, 4936, avenue Fulton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'hypothèques et de placements, sous le nom de « Centennial Plaza Corporation », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées catégorie « C » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3508-63 — 1184/128

Centennial Plaza Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton J. Litwack, notary, 5706 Parkhaven Avenue, Côte-St-Luc, Gerald Schneider, notary, 149 Finchley Road, Hampstesl, Abraham Feiner, advocate, 4052 Wilson Avenue, Montreal, and Isidore R. Prazoff, advocate, 4936 Fulton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a mortgage and investment company, under the name of" Centennial Plaza Corporation ", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each, 1,000 class "B" preferred shares of $1 each and 2,000 class "C" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3508-63 — 1184/128

Centre d'Oeuvres de Normandin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Joseph Turcotte, notaire, Sylvio Girard, contremaître, et Benoît Dion, menuisier, tous trois de Normandin, pour les objets suivants:

Favoriser l'organisation des loisirs dans la paroisse de Normandin, sous le nom de « Centre d'Oeuvres de Normandin Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3503-63 — 1184/19

Centre d'Oeuvres de Normandin Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corpotion without share capital: Jean-Joseph Turcotte, notary, Sylvio Girard, foreman, and Benoît Dion, joiner, all three of Normandin, for the following purposes:

To favor the organization of recreational centers in the parish of Normandin, under the name of "Centre d'Oeuvres de Normandin Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corp9ration may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Normandin, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3503-63 — 1184/19

Centre Professionnel de Lachine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Paul E. Addison, comptable agréé, 784, 37e Avenue, Émile Descary, notaire, 496, 17e Avenue, Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, Dr Marc Lachance, médecin, 3740, St-Joseph, Guy Leclerc, ingénieur professionnel, 322, 10e Avenue, Charles-Émile Descary, pharmacien, 15, 48e Avenue, Dr Pierre Laurendeau, médecin, 3839, Dixie, Dr Jean Martin, médecin, 590, 18e avenue, Dr Charles Décary, médecin, 4801, St-Joseph, et Dr Jean Monette, médecin, 620, 38e avenue, tous dix de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Centre Professionnel de Lachine Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 18,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 784, 37e Avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3277-63 — 1184/51

Centre Professionnel de Lachine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul E. Addison, chartered accountant, 784, 37th Ave., Émile Descary, notary, 496, 17th Ave., Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41th Ave., Dr. Marc Lachance, physician, 3740 St-Joseph, Guy Leclerc, professional engineer, 322, 10th Ave., Charles-Émile Descary, pharmacist, 15, 48th Ave., Dr. Pierre Laurendeau, physician, 3839 Dixie, Dr Jean Martin, physician, 590, 18th Ave., Dr. Charles Décary, physician, 4801 St-Joseph, and Dr. Jean Monette, physician, 620, 38th Ave., all ten of Lachine, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate, under the name of "Centre Professionnel de Lachine Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 18,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 784, 37th Ave., Lachine, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3277-63 — 1184/51

Chalet Normand Montréal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1963, constituant en corporation: Damase Brissette, 418, boulevard Quinn, André St-Jacques, 154, rue d'Anjou, tous deux avocats, et Candide Deniger, courtier d'assurances, 188, rue Victoria, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Chalet Normand Montréal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 815, rue Ste-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3208-63 — 1183/30

Chalet Normand Montréal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Damase Brissette, 418 Quinn Blvd., André St-Jacques, 154 d'Anjou St., both advocates, and Candide Deniger, insurance agent, 188 Victoria St., all three of Longueuil, for the following purposes:

To operate a business as restaurateurs, under the name of "Chalet Normand Montréal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 815 Ste-Catherine St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3208-63 — 1183/30

Chez Jasmin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Georges Gilbert, entrepreneur, boul. Talbot, Chicoutimi, Marie-Berthe Lapointe, commis, célibataire, Laterrière, et Madeleine Drapeau, secrétaire, célibataire, 154, rue Racine, est Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Chez Jasmin Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Chez Jasmin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1963, have been issued by the Government Administrator of the Province of Quebec, incorporating: Georges Gilbert, contractor, Talbot Blvd., Chicoutimi, Marie-Berthe Lapointe, clerk, spinster, Laterrière, and Madeleine Drapeau, secretary, spinster, 154 Racine St. east, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Chez Jasmin Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2645-63 — 1183/70

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2645-63 — 1183/70

La Cie Bona Venture (Québec) Ltée
Bona Venture Co. (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Oscar Rubinstein, industriel, 8102, chemin Arcadian, G. Clinton Allen, agent, 5360, avenue MacDonald, Edward B. Wolkove, comptable agréé, 4860, avenue Mackenzie, et Isidore R. Prazoff, avocat, 4936, avenue Fulton, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entreposage et de réfrigération, sous le nom de « La Cie Bona Venture (Québec) Ltée — Bona Venture Co. (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 80 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3487-63 — 1184/52

La Cie Bona Venture (Québec) Ltée
Bona Venture Co. (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Rubinstein, industrialist, 8102 Arcadian Road, G. Clinton Allen, agent, 5360 MacDonald Avenue, Edward B. Wolkove, chartered accountant, 4860 Mackenzie Avenue, and Isidore R. Prazoff, advocate, 4936 Fulton Avenue, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and cold storage, under the name of "La Cie Bona Venture (Québec) Ltée — Bona Venture Co. (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each, 80 class "A" preferred shares of $100 each and 1,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3487-63 — 1184/52

Ciné Laurentides Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Pierre Legrand, avocat, 415, Place d'Amiens, Duvernay, Pierre Cimon, avocat, 2049, Maplewood, Montréal, et Yves Fortier avocat, 85, Windsor, Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce de films, enregistrements magnétoscopiques, émissions et programmes de spectacles animés de toutes sortes, sous le nom de « Ciné Laurentides Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3330-63 — 1184/53

Ciné Laurentides Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Legrand, advocate, 415 Place d'Amiens, Duvernay, Pierre Cimon, advocate, 2049 Maplewood, Montreal, and Yves Fortier, advocate, 85 Windsor, Westmount, for the following purposes

To carry on business dealing in films, magnetoscopic recordings, broadcasts and programs and plays of all kinds, under the name of "Ciné Laurentides Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and 360 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3330-63 — 1184/53

Classified Business Listings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Benjamin Shulman, avocat, C. Joshua Borenstein, avocat, et Gloria Levine, secrétaire, célibataire, tous trois de 5757, Decelles, Montréal, pour les objets suivants:

Classified Business Listings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benjamin Shulman, advocate, C. Joshua Borenstein, advocate, and Gloria Levine, secretary, spinster, all three of 5757 Decelles, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste dans la publication et l'impression de bottins classifiés, sous le nom de « Classified Business Listings Ltd.», avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1500 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3517-63 — 1184/54

To carry on the business of classified directory publishing and printing, under the name of "Classified Business Listings Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1500 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3517-63 — 1184/54

Clover Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: Ben Myers, vendeur, 447, rue Simpsons, Ottawa, province d'Ontario, Morton Bessner, avocat, 1775, rue Boudrias, St-Laurent, et George Whelan, avocat, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Clover Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $1 chacune, 400 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 3,920 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3491-63 — 1184/55

Clover Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ben Myers, salesman, 447 Simpsons Street, Ottawa, Province of Ontario, Morton Bessner, advocate, 1775 Boudrias Street, St-Laurent, and George Whelan, advocate, 201 Sherbrooke Street, Beaconsfield, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Clover Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $1 each, 400 class "A" preferred shares of $1 each and 3,920 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3491-63 — 1184/55

Club d'Aviation Sherbrooke Inc.
Sherbrooke Flying Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1963, constituant en corporation: Florian Roy, plombier, 366, 10e avenue, Dr Roland Côté, médecin, 260, Ball, André Trottier, comptable agréé, 230, King, ouest, Claude Poudrette, vendeur, 2177, Beckett, et Lucien Beaulieu, commis, 652, Salt, ouest, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « Club d'Aviation Sherbrooke Inc.— Sherbrooke Flying Club Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3188-63 — 1182/112

Club d'Aviation Sherbrooke Inc.
Sherbrooke Flying Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Florian Roy plumber, 366, 10th Avenue, Dr. Roland Côté, physician, 260 Ball, André Trottier, chartered accountant, 230 King, West, Claude Poudrette, salesman, 2177 Beckett, and Lucien Beaulieu, clerk, 652 Salt, West, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the business of aircraft of all kinds, motors, ships, instruments of aeronautics, apparatus and accessories, under the name of "Club d'Aviation Sherbrooke Inc.— Sherbrooke Flying Club Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3188-63 — 1182/112

Comptoir de Normandin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Comptoir de Normandin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jean-Joseph Turcotte, notaire, Sylvio Girard, contremaître, tous deux de Normandin, et Bertrand Gagnon, avocat, Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Comptoir de Normandin Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3504-63 — 1184/57

bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Joseph Turcotte, notary, Sylvio Girard, foreman, both of Normandin, and Bertrand Gagnon, advocate, Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Comptoir de Normandin Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Normandin, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3504-63 — 1184/57

La Corporation de Crédit Richelieu
Richelieu Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Guy Messier, comptable agréé, 665, Parent, St-Laurent, Maurice Martel, C.R., avocat, 406, Champagneur, Outremont, et Jacques Sicard, comptable, 2905, de Repentigny, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « La Corporation de Crédit Richelieu — Richelieu Acceptance Corporation », avec un capital total de $1,000,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 79,500 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3381-63 — 1184/58

La Corporation de Crédit Richelieu
Richelieu Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Messier, chartered accountant, 665 Parent, St-Laurent, Maurice Martel, Q.C., advocate, 406 Champagneur, Outremont, and Jacques Sicard, accountant, 2905 de Repentigny, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "La Corporation de Crédit Richelieu — Richelieu Acceptance Corporation", with a total capital stock of $1,000,000, divided into 500 common shares of $10 each, 20,000 preferred class "A" shares of $10 each and 79,500 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3381-63 — 1184/58

Corsetière Janne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1963, constituant en corporation: Yves Prévost, Julien Chouinard et Raymond Lessard, tous trois avocats, de 65, Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « Corsetière Janne Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1100, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3351-63 — 1183/31

Corsetière Janne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yves Prévost, Julien Chouinard and Raymond Lessard, all three advocates of 65 Ste-Anne, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in cloting, under the name of "Corsetière Janne Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1100 St-John St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3351-63 — 1183/31

Côté & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Côté & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: J.-Émile Côté, commerçant, Germaine Tessier Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Émile Côté, et Fernand Côté, vendeur, tous trois de 3700, chemin St-Louis, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie et d'un magasin général, sous le nom de « Côté & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3700, chemin St-Louis, Ste-Foy, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3418-63 — 1183/128

Crest Cleaners & Shirt Launderers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Sidney Leithman, Harvey Yarosky, avocats, et Morris Fish, étudiant, tous cinq de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandiers, sous le nom de « Crest Cleaners & Shirt Launderers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3414-63 — 1183/98

D. D. Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Louis VXI Ducasse, garagiste, Maria Gauthier Ducasse, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Louis XVI Ducasse, tous deux de 391, boul. Marcotte, Roberval, et Émilien Ducasse, garagiste, 51A, rue Ménard, Roberval, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « D. D. Lumber Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chambord, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3531-63 — 1184/82

Data Investments, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corpora-

Province of Quebec, incorporating: J.-Émile Côté, merchant, Germaine Tessier Côté, housewife, wife separate as to property of the said J.-Émile Côté, and Fernand Côté, salesman, all three of 3700 St-Louis Road, Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and merchandise which are generally sold in a grocery business or a general store, under the name of "Côté & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3700 St-Louis Road, Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3418-63 — 1183/128

Crest Cleaners & Shirt Launderers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Sidney Leithman, Harvey Yarosky, advocates, and Morris Fish, student, all five of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To do business as launderers, under the name of "Crest Cleaners & Shirt Launderers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3414-63 — 1183/98

D. D. Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis XVI Ducasse, garageman, Maria Gauthier Ducasse, housewife, wife contractually separate as to property of the said Louis XVI Ducasse, both of 391 Marcotte Blvd., Roberval, and Émilien Ducasse, garageman, 51A Ménard St., Roberval, for the following purposes:

The industry and business dealing in wook, under the name of "D. D. Lumber Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Chambord, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3531-63 — 1184/82

Data Investments, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A.

tion: Nathan A. Levitsky, avocat, 17 Normandy Dr., Mont Royal, Cecily Conamore, 380, avenue Hearne Pointe-Claire, et Madeleine Iknejian, 7311, 9e avenue, St-Michel, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine du placement, sous le nom de « Data Investments, Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3486-63 — 1184/22

Levitsky, advocate, 17 Normandy Dr., Mount Royal, Cecily Conamore, 380 Hearne Avenue, Pointe-Claire, and Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To do business in the field of investment, under the name of "Data Investments, Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3486-63 — 1184/22

Dello Pastel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1963, constituant en corporation: Pierre-Paul Corbeil, Robert Corbeil et Michel Corbeil, tous trois industriels, de St-Lin-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'animaux, sous le nom de « Dello Pastel Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lin-des-Laurentides, comté de L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3253-63 — 1184/12

Dello Pastel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre-Paul Corbeil, Robert Corbeil and Michel Corbeil, all three industrialists, of St-Lin-des-Laurentides, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in animals, under the name of "Dello Pastel Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Lin-des-Laurentides, county of L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3253-63 — 1184/12

J. Demers Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Julien Demers, entrepreneur, Hélène Patenaude Demers, ménagère, épouse dudit Julien Demers, tous deux de 10985, rue Racette, Montréal, et Victor Demers, commis, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles et accessoires électriques, sous le nom de « J. Demers Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3071-63 — 1184/59

J. Demers Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julien Demers, contractor Hélène Patenaude Demers, housewife, wife of the said Julien Demers, both of 10985 Racette St., Montreal, and Victor Demers, clerk, Ste-Germaine-du-Lac-Etchemin, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of electrical articles and accessories, under the name of "J. Demers Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3071-63 — 1184/59

Desmarais Automation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Denis Desmarais, opérateur, Gertrude Hou-

Desmarais Automation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Denis Desmarais, operator, Gertrude Houle Desmarais,

le Desmarais, ménagère, épouse dudit Denis Desmarais, tous deux de 923, boul. Ducharme, et Claude Desmarais, fabricant, 517, rue St-Joseph, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits au moyen de machines distributrices automatiques, sous le nom de « Desmarais Automation Inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera 923, boul. Ducharme, La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3401-63 — 1184/23

---

housewife, wife of the said Denis Desmarais, both of 923 Ducharme Blvd., and Claude Desmarais, manufacturer, 517 St-Joseph St., all three of La Tuque, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products by means of automatic vending machines, under the name of "Desmarais Automation Inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of no par or nominal value, and the amount of the share capital with which the company will begin its operations is $2,000.

The head office of the company will be at 923 Ducharme Blvd., La Tuque, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3401-63 — 1184/23

Dino's (1963) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 1100, Marlboro, Mont Royal, Bruno Pateras, avocat, 11818, Frigon, et Carmen Galileo, étudiant en droit, 6959, Stuart, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, entretenir, exploiter et diriger des restaurants, casse-croûte, buffets, salles à repas légers et cafétérias, sous le nom de « Dino's (1963) Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7905, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3391-63 — 1183/33

Dinos (1963) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlboro, Mount Royal, Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon, and Carmen Galileo, law-student, 6959 Stuart, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To own, maintain, operate and manage restaurants, lunch rooms, refreshment rooms, coffee rooms and cafeterias, under the name of "Dino's (1963) Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7905 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3391-63 — 1183/33

Dion Excavation Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Guy P. Genest, c.r., avocat, 16, Maplewood, Outremont, François Payette, avocat, 9029, boul. Gouin, ouest, Saraguay, et Marcel Landry, avocat, Beloeil, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Dion Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Adèle, distric judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3393-63 — 1184/60

Dion Excavation Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy P. Genest, Q.C., advocate, 16 Maplewood, Outremont, François Payette, advocate, 9029 Gouin Blvd., West, Saraguay, and Marcel Landry, advocate, Beloeil, for the following purposes:

To deal in the wood industry and commerce, under the name of "Dion Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3393-63 — 1184/60

Domaine des 4 Hétu Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

Domaine des 4 Hétu Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been

province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'aout 1963, constituant en corporation: Claude Dugas, avocat, 540, Ste-Thérèse, Jacques Dugas, avocat, 111, Tellier, Jacques Théroux, comptable, Normande Piché, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Théroux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 870, Richard, et Lucie Généreux, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 474, St-Thomas, tous cinq de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Domaine des 4 Hétu Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3173-63 — 1184/61

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Dugas, advocate, 540 Ste-Thérèse, Jacques Dugas, advocate, 111 Tellier, Jacques Théroux, accountant, Normande Piché, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Théroux, and duly authorised by him for these presents, both of 870 Richard, and Lucie Généreux, secretaray, spinster of the full age of majority in use of her rights, 474 St-Thomas, all five of Joliette, for the following purposes:

To carry on business in the fields of real estate and construction, under the name of "Domaine des 4 Hétu Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3173-63 — 1184/61

Don Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août t1963, constituant en corporation: Edward I. Auerback C.R., 250, avenue Kensington, Westmount, Boris J. Berbrier, 4851, avenue Fulton, Montréal, tous deux avocats et solliciteurs, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, et jouissant de ses droits, 1460, avenue McGregor, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Don Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 355 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3458-63 — 1184/64

Don Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Edward I. Auerback, Q.C., 250 Kensington Avenue, Westmount, Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Avenue, Montreal, both barristers and solicitors, and Madeline Ferguson, secretary, spinster of the full age of majority and in the full enjoyment of all her rights, 1460 McGregor Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of reas estate and construction, under the name of "Don Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 355 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3458-63 — 1184/64

Dunsky Advertising Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compganies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Gerald Freed, étudiant en droit, 1396, Carol Crescent, Chomedey, et Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, app. 9, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de publicité, sous le nom de « Dunsky Advertising Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5950, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dunsky Advertising Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Gerald Freed, law-student, 1396 Carol Crescent, Chomedey, and Mina Dimand, secretary, fille majeure, 4966 Décarie Boulevard, Apt. 9, Montreal, for the following purposse:

To carry on the business of a general advertising agency, under the name of "Dunsky Advertising Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5950 Côte des Neiges, Montréal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3440-63 — 1183/102

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3440-63 — 1183/102

Durno Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Allan B. Frank, Luc Cossette et Stanley R. Shuster, avocats, de 407, St. Lawrence, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Durno Construction Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 317, avenue Alexandra, St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3463-63 — 1184/24

Durno Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan B. Frank, Luc Cossette and Stanley R. Shuster, advocates, of 407 St. Lawrence, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and building contractors, under the name of "Durno Construction Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 317 Alexandra Avenue, St-Lambert, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3463-63 — 1184/24

Electro Mechanical Industries Ltd.

Avis es donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1963, constituant en corporation: Herbert Gurband, ingénieur, Carola Gielens, ménagère, épouse séparée de biens dudit Herbert Gurband, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 9389, rue Brome, LaSalle, et Luigi Virgini, mécanicien, 216, 90e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'équipement d'ingénieur, machinerie mécanique, hydraulique ou électrique, sous le nom de « Electro Mechanical Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pir de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3505-63 — 1184/65

Electro Mechanical Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Herbert Gurband, engineer, Carola Gielens, housewife, wife separate as to property of the said Herbert Gurband, and duly authorized by him the purpose of these presents, both of 9389 Brome Street, LaSalle, and Luigi Virgini, mechanic, 216, 90th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To deal in engineering equipement, mechanical, hybraulic or electrical machinery, under the name of "Electro Mechanical Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3505-63 — 1184/65

Les Entreprises Baie-Comeau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jean-Claude Julien, 31, rue de Rouville, Maurice Jacob, 11, rue Hébert, tous deux entrepreneurs, et Marc-Aurèle Julien, marchand, 15, rue Hébert, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de service, hôtels, motels, restaurants, salons bars, salles de quilles, édifices à bureau et édifices commerciaux, et agir comme marchands généraux, sous le nom de « Les Entreprises Baie-Comeau Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Les Entreprises Baie-Comeau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Jullen, 31 de Rouville St., Maurice Jacob, 11 Hébert St., both contractors, and Marc-Aurèle Julien, merchant, 15 Hébert St., all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To operate service stations, hotels, motels, restaurants, cocktail lounge, bowling alleys, office buildings and commercial buildings, and to operate as general merchants, under the name of "Les Entreprises Baie-Comeau Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3419-63 — 1183/35

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3419-63 — 1183/35

Les Entretiens Cité Jardins Ltée
Cité Jardins Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: Bruno Colpron, avocat, René Chapleau, agent d'immeuble, et André Masse, avocat, tous trois de 152, rue Notre-Dame, est, suite 33, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de locateurs de machinerie et d'outillage, sous le nom de « Les Entretiens Cité Jardins Ltée —Cité Jardins Maintenance Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5105, rue des Sorbiers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3431-63 — 1184/16

Les Entretiens Cité Jardins Ltée
Cité Jardins Maintenance Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Colpron, advocate, René Chapleau, real estate agent, and André Masse, advocate, all three of 152 Notre-Dame St., East, suite 33, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as lessors in machinery and equipment, under the name of "Les Entretiens Cité Jardins Ltée — Cité Jardins Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5105 des Sorbiers St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3431-63 — 1184/16

Eskenazi Detailers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1963, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, avenue Esplanade, Montréal, George Irwin Harris, avocat, 5728, Westluke, Côte-St-Luc, et Norman Malus, notaire, 1000, Pratt, Outremont, pour les objets suivants:

Procurer des services qui consistent à présenter des devis et dessins, sous le nom de « Eskenazi Detailers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1791, Depatie, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3453-62 — 1184/66

Eskenazi Detailers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, George Irwin Harris, advocate, 5728 Westluke, Côte-St-Luc, and Norman Malus, notary, 1000 Pratt, Outremont, for the following purposes:

To provide detailing and draughting services, under the name of "Eskenazi Detailers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1791 Depatie St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3453-63 — 1184/66

Les Étoiles de Longueuil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Gagnon, gérant, 240, Victoria, Gaétan Ste-Marie, directeur de récréation, 480, Hindland, et Raymond Garneau, fonctionnaire, 100, St-Charles, ouest, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et maintenir en existance un corps de cadets, des groupements de musiciens et des institutions de récréation, sous le nom de « Les Étoiles de Longueuil Inc. ».

Les Étoiles de Longueuil Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Gagnon, manager, 240 Victoria, Gaétan Ste-Marie, director of recreation, 480 Hindland, and Raymond Garneau, functionary, 100 St-Charles West, all three of Longueuil, for the following purposes:

To establish and maintain in existence a cadet corps, groups of musicians and recreational institutions, under the name of "Les Étoiles de Longueuil Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 100, rue St-Charles, ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3408-63 — 1184/25

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 100, St-Charles St. West, Longueuil judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3408-63 — 1184/25

Express Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Claude Bilodeau, acheteur, 1122, rue Villeray, Montréal, Edgar Kenneth Dunn, comptable, 5811, Côte St-Luc, app. 27, Montréal, Denis Durocher, comptable, 75, rue Nadeau, McMasterville, Raymond Favreau, avocat, 865, rue Roy est, Montréal, Robert Lagarde, chef de bureau, 83, rue François-Gauthier, Boucherville, Jean-Louis Lebrun, commis, 10365, rue Vianney, Montréal, John Robert Lee, commis, 7429, rue Casgrain, Montréal, Henri Lemieux, ingénieur, 416, rue D'Argenteuil, Laval-des-Rapides, Benito Martone, commis, 1020, rue Jean-Talon, ouest, Montréal, Malcolm R. Reid, agent de réclamation 45, avenue Prince Edward, Montréal, Georges Robitaille, comptable, 5642, Alphée-Aubin, Montréal-Nord, et Jacques Vandelac, agent de vente, 1651, rue St-Thimotée, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Express Services Inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3434-63 — 1183/104

Express Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Bilodeau, boyer, 1122 Villeray St., Montreal, Edgar Kenneth Dunn, accountant, 5811, Côte St-Luc, Apt. 27, Montreal, Denis Durocher, accountant, 75 Nadeau St., McMasterville, Raymond Favreau, advocate, 865 Roy St. East, Montreal, Robert Lagarde, head clerk, 83 François-Gauthier St., Boucherville, Jean-Louis Lebrun, clerk, 10365 Vianney St., Montreal, John Robert Lee, clerk, 7429 Casgrain St., Montreal, Henri Lemieux, engineer, 416 D'Argenteuil St., Laval-des-Rapides, Benito Martone, clerk, 1020 Jean-Talon St., West, Montreal, Malcolm R. Reid, claims agent, 45 Prince Edward Ave., Montreal, Georges Robitaille, accountant, 5642 Alphée-Aubin, Montreal-North, and Jacques Vandelac, sales agent, 1651 St-Thimotée St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Express Services Inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 1,000 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3434-63 — 1183/104

Fortin Appliance Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jean Fortin, technicien, 41, Ile Mathieu, St-François-de-Sales, Julien Plouffe, avocat, 11605, rue Lépine, Pierrefonds, et Roger Hallé, vendeur, 53, Pontmain, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Commerce de métaux de toutes sortes, leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Fortin Appliance Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 41, Ile Mathieu, St-François-de-Sales, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3473-63 — 1183/131

Fortin Appliance Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Fortin, technician, 41 Ile Mathieu, St-François-de-Sales, Julien Plouffe, advocate, 11605 Lépine St., Pierrefonds, and Roger Hallé, salesman, 53 Pontmain, Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To deal in all kinds of metals, their products and by-products, under the name of "Fortin Appliance Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 41 Ile Mathieu, St-François-de-Sales, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3473-63 — 1183/131

Alphonse Fournier & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: Alphonse Fournier, marchand, Julien Fournier, commis, tous deux de Honfleur, et Gaston Michaud, avocat, 72, Côte de la Montagne, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Alphonse Fournier & Fils Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Honfleur, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3429-63 — 1183/76

Alphonse Fournier & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alphonse Fournier, merchant, Julien Fournier, clerk, both of Honfleur, and Gaston Michaud, advocate, 72 Côte de la Montagne, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Alphonse Fournier & Fils Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Honfleur, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3429-63 — 1183/76

Fournisseurs, Famille et Foyer Ltée
Family Home Outfitting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 5162, avenue Isabella, Arthur Shulman, avocat, 3445, avenue Ridgewood, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, 36, avenue Joyce, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes choses, articles et marchandise vendus dans les magasins à rayons, sous le nom de « Fournisseurs, Famille et Foyer Ltée — Family Home Outfitting Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4416, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 2829-63 — 1184/73

Fournisseurs, Famille et Foyer Ltée
Family Home Outfitting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella Avenue, Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood Avenue, and Sylvia Teitlebaum, secetary, spinster of the full age of majority, 36 Joyce Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all things, articles and merchandise that are sold by departmental stores, under the name of "Fournisseurs, Famille et Foyer Ltée — Family Home Outfitting Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be al 4416 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 2829-63 — 1184/73

Fréchette Station de Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Donald Fréchette, garagiste, 919, rue Suzanne, Gérard Fréchette, mécanicien, 745, rue Marsolais, tous deux de St-Vincent-de-Paul, et Noël Fréchette, électricien, 11325, rue Ste-Catherine, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Fréchette Station de Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3394-63 — 1184/75

Fréchette Station de Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Fréchette, garageman, 919 Suzanne St., Gérard Fréchette, mechanic, 745 Marsolais St., both of St-Vincent-de-Paul, and Noël Fréchette, electrician, 11325 Ste-Catherine St., East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, their parts and accessories, and to act as garagemen, under the name of "Fréchette Station de Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3394-63 — 1184/75

Roger Gauthier Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Pierre C. Fournier, 159, boulevard Queen, nord, Charles Leblanc, 659, rue London, et F. Edmund Barnard, 624, rue Vimy, nord, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Roger Gauthier Automobile Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraëli, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3087-63 — 1183/15

Roger Gauthier Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre C. Fournier, 159 Queen Blvd., North, Charles Leblanc, 659 London St., and F. Edmond Barnard, 624 Vimy St., North, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

Dealing in motor vehicles, parts and accessories thereof, under the name of "Roger Gauthier Automobile Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 4,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Disraëli, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this, 31st day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3087-63 — 1183/15

Gauvreau & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Paul A. Gauvreau, industriel, 1010, Castelneau, Douville, Jean-Louis Gauvreau, outilleur, 970, rue Crevier, La Providence, et Paul E. Marquis, gérant, Douville, tous trois du comté de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « Gauvreau & Fils Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Madeleine, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3239-63 — 1182/117

Gauvreau & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul A. Gauvreau, industrialist, 1010 Castelneau, Douville, Jean-Louis Gauvreau, toolmaker, 970 Crevier St., La Providence, and Paul E. Marquis, manager, Douville, all three of St. Hyacinthe County, for the following purposes:

Dealing in all kinds of machines, tools and apparatus, under the name of "Gauvreau & Fils Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Madeleine, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3239-63 — 1182/117

Gérard et André, Maison du Cadeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutennat-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Gérard de Montgaillard, contremaître en imprimerie, 335, Laurier, Laval-des-Rapides, André de Montgaillard, garagiste, et Mme Gilberte Hogue de Montgaillard, ménagère, épouse dudit André de Montgaillard, ces deux derniers de 295, boul. des Prairies, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin de cadeaux, sous le nom de « Gérard et André, Maison du Cadeau Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 332, rue Cartier, Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3468-63 — 1184/76

Gérard et André, Maison du Cadeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard de Montgaillard, printing-foreman, 335 Laurier, Laval-des-Rapides, André de Montgaillard, garage-keeper, and Mrs. Gilberte Hogue de Montgaillard, housewife, wife of the said André de Montgaillard, the latter two of 295 des Prairies Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business operating a gift shop, under the name of "Gérard et André, Maison du Cadeau Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 332 Cartier, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3468-63 — 1184/76

Gesco Electric Supply (1963) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: J. Claude Bureau, avocat, 12365, Crevier, Montréal, Pierre G. Bouchard, avocat, 3150, avenue Kent, Montréal, et Claudette Boisvert, secrétaire 10142, St-Firmin, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Gesco Electric Supply (1963) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3080-63 — 1183/106

Gesco Electric Supply (1963) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Claude Bureau, advocate, 12365 Crevier, Montreal, Pierre G. Bouchard, advocate, 3150 Kent Avenue, Montreal, and Claudette Boisvert, secretary, 10142 St-Firmin, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Gesco Electric Supply (1963) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, thiw 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3080-63 — 1183/106

Arthur Grandchamp Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Arthur Grandchamp, marchand, boulevard Est, Hertel Grandchamp, vendeur, 6, rue St-Antoine, Jeannine Grandchamp, secrétaire, fille majeure, boulevard Est, et Claudette Dubeau, secrétaire, fille majeure, 33, rue Ste-Elizabeth, tous quatre de Louiseville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles, leurs parties et accessoires et faire affaires comme garagistres, sous le nom de « Arthur Grandchamp Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3072-63 — 1184/77

Arthur Grandchamp Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Grandchamp, merchant, East Blvd., Hertel Grandchamp salesman, 6 St-Antoine, Jeannine Grandchamp, secretary, fille majeure, East Blvd., and Claudette Dubeau, secretary, fille majeure, 33 Ste-Elisabeth, all four of Louiseville, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, their spare parts nd accessories and to operate as garagekeepers, under the name of "Arthur Grandchamp Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincisl Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3072-63 — 1184/77

Harlyn Shoe Salon Ltd.
Salon de Chaussures Harlyn Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Max Slapack, C.R., avocat, 5562, avenue Glencrest, Côte-St-Luc, Morris Chaikelson, avocat, 5162, avenue Isabella, Sylvia Teitelbaum, secrétaire, fille majeure, 36, avenue Joyce, et Jeannie Deziel, réceptionniste, 5915, rue Louis-Hébert, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bottines, souliers et merchandises de cuir, sous le nom de « Harlyn Shoe Salon Ltd. — Salon de Chaussures Harlyn Ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 408 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Harlyn Shoe Salon Ltd.
Salon de Chaussures Harlyn Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, Q.C., advocate, 5562 Glencrest Ave., Côte-St-Luc, Morris Chaikelson, advocate, 5162 Isabella Ave., Sylvia Teitelbaum, secretary, spinster of the full age of majority, 36 Joyce Ave., and Jeannie Deziel, receptionist, 5915 Louis-Hébert Street, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in boots, shoes and leather goods, under the name of "Harlyn Shoe Salon Ltd. — Salon de Chaussures Harlyn Ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 408 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3368-63 — 1183/109

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3368-63 — 1183/109

Les Huiles de Beauce Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant ee corporation: Gérard Duval, vendeur, Mme Darise Rodrigue Duval, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gérard Duval, et Marcel Duval, vendeur, tous trois de Beauceville, pour les objets suivants:

Faire le commerce des huiles, graisses, pétroles et tous leurs produits, et du gaz naturel, sous le nom de « Les Huiles de Beauce Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3360-63 — 1183/38

Les Huiles de Beauce Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Duval, salesman, Mrs. Darise Rodrigue Duval, housewife, wife separate as to property of the said Gérard Duval, and Marcel Duval, salesman, all three of Beauceville, for the followingpurposes:

To carry on a business dealing in oils, greases, petrols and in all their products, and in natural gas, under the name of "Les Huiles de Beauce Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Beauceville, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3360-63 — 1183/38

Hyda Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Sol. D. Lonn, manufacturier, 5611, avenue Randall, Côte St-Luc, Hyman Hershman, ingénieur, 5719, rue McMurray, Côte-St-Luc, et Ida Hershman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hyman Hershman, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5719, rue McMurray, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domanies de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Hyda Corporation », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5719, rue McMurray, Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3476-63 — 1184/30

Hyda Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Sol D. Lonn, manufacturer, 5611 Randall Avenue, Côte-St-Luc, Hyman Hershman, engineer, 5719 McMurray Street, Côte-St-Luc, and Ida Hershman, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Hershman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 5719 McMurray Street, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Hyda Corporation", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 5719 McMurray Street, Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3476-63 — 1184/30

Les Immeubles François-Louis Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Serge Binette, notaire, Marie-Paule B. Binette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Serge Binette, tous deux de 15, rue Ballantyne, et Jean-Guy Béchard, comptable agréé, 461, avenue Brochu, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles François-Louis Ltée », avec un capital

Les Immeubles François-Louis Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Serge Binette, notary, Marie-Paule B. Binette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Serge Binette, both of 15 Ballantyne St., and Jean-Guy Béchard, chartered accountant, 461 Brochu Ave., all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Les Immeubles François-Louis Ltée", with a total capi-

total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3402-63 — 1183/132

tal stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3402-63 — 1183/132

Les Industries Roulai Inc.
Roulai Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Thérèse Normandin, secrétaire, 3126, avenue Maplewood, Montréal, Marc-André Soucy, 160, rue St-Jacques, St-Pierre, et Gilbert Bouffard, notaire, 107, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Industries Roulai Inc. — Roulai Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3363-63 — 1184/78

Les Industries Roulai Inc.
Roulai Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thérèse Normandin, secretary, 3126 Maplewood Ave., Montreal, Marc-André Soucy, 160 St-Jacques St., St-Pierre and Gilbert Bouffard, notary, 107 St-Jacques St., West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Industries Roulai Inc. — Roulai Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3363-63 — 1184/78

Iroquois Petroleum Co. Ltd.
(No Personal Liability)
La Compagnie de Pétrole Iroquois Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Norman C. Denys, avocat, 116 avenue Jasper, Mont Royal, Jacques Lessard, avocat, 1019, rue Moffat, Verdun, Claudette Fournier, réceptionniste, 3550, rue Shuter, Montréal, Suzanne Durivage, secrétaire, 5932, rue De Meaux, Montréal, et Nicole Ménard, secrétaire, 8270, rue Lajeunesse, Montréal, ces trois dernières célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « Iroquois Petroleum Co. Ltd. » (No Personal Liability) — « La Compagnie de Pétrole Iroquois Ltée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 6915, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3396-63 — 1184/79

Iroquois Petroleum Co. Ltd.
(No Personal Liability)
La Compagnie de Pétrole Iroquois Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman C. Denys, attorney, 116 Jasper Avenue, Mount Royal, Jacques Lessard, attorney, 1019 Moffat Street, Verdun, Claudette Fornier, receptionist, 3550 Shuter Street, Montreal, Suzanne Durivage, secretary, 5932 De Meaux Street, Montreal, and Nicole Ménard, secretary, 8270 Lajeunesse Street, Montreal, the latter three spinsters, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Iroquois Petroleum Co. Ltd." (No Personal Liability) — "La Compagnie de Pétrole Iroquois Ltée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 6915 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3396-63 — 1184/79

Lancaster & Gauthier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: Robert Carson Lancaster, entrepreneur, 62, Foothills Drive, Ottawa, province d'Ontario, Jean-Guy Gauthier, entrepreneur, 29, Carillon, Hull, et Pierre Joanisse, avocat, 106, MacLaren, Buckingham, pour les objets suivants:

Faires affaires dans les domaines de la construction générale et de l'isolation, sous le nom de « Lancaster & Gauthier Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2971-63 — 1184/31

Lancaster & Gauthier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Carson Lancaster contractor, 62 Foothills Drive, Ottawa, Province of Ontario, Jean-Guy Gauthier, contractor, 29 Carillon, Hull, and Pierre Joanisse, advocate, 106 MacLaren, Buckingham, for the following purposes:

To carry on business in the field of general construction and isolation, under the name of "Lancaster & Gauthier Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2971-63 — 1184/31

J.A. Lapointe TV Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Gérard Lefebvre, comptable, et Christine Laplante, secrétaire, fille majeure, tous trois de 31, rue St-Jacques, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de films, sous le nom de « J.A. Lapointe TV Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 350 actions privilégiées de $100 chacune, et la montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $8,500.

Le siège social de la compagnie sera 7373, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3403-63 — 1184/80

J.A. Lapointe TV Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Gérard Lefebvre, accountant, and Christine Laplante, secretary, fille majeure, all three of 31 St-Jacques St., West, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in films, under the name of "J.A. Lapointe TV Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares of nor par or nominal value and into 350 preferred shares of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations is $8,500.

The head office of the company will be at 7373 Lajeunesse Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3403-63 — 1184/80

Gilles Larouche Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Normand Duval, avocat, 7244, St-Denis, Montréal, Gilles Larouche, bijoutier, et Françoise Chabot Larouche, ménagère, épouse dudit Gilles Larouche, ces deux derniers de 905, 6e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de « Gilles Larouche Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11954, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3437-63 — 1183/134

Gilles Larouche Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Normand Duval, advocate, 7244 St-Denis, Montreal, Gilles Larouche, jeweller, and Françoise Chabot Larouche, housewife, wife of the said Gilles Larouche, the two latter fo 905, 6th Ave., Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Gilles Larouche Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 11954 Notre-Dame St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3437-63 — 1183/134

Loan-Rite Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: B. Robert Benson, avocat, 652, Lansdowne, Westmount, Eleanor Johnson, 5020, Clanranald, et Nessie Borland, 1433, rue Towers, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de la finance, sous le nom de « Loan-Rite Corporation », avec un capital total de $225,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune et 15,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 930, 1, Place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3485-63 — 1184/81

Loan-Rite Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: B. Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne, Westmount, Eleanor Johnson, 5020 Clanranald, and Nessie Borland, 1433 Towers Street, the latter two secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of finance, under the name of "Loan-Rite Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 75,000 common shares of $1 each and 15,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Suite 930, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3485-63 — 1184/81

Les Loisirs de Bishopton-Dudswell
Bishopton-Dudswell Playgrounds

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: François Bélisle, journalier, Gordon D. MacAulay, gérant de magasin, Roger Nadeau, journalier, Maurice Dodier, cultivateur, et Gordon C. Joyce, gérant d'industrie, tous cinq de Bishopton, pour les objets suivants:

Organiser et maintenir des terrains de jeux, sous le nom de « Les Loisirs de Bishopton-Dudswell — Bishopton-Dudswell Playgrounds ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Bishopton, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3194-63 — 1183/112

Les Loisirs de Bishopton-Dudswell
Bishopton-Dudswell Playgrounds

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: François Bélisle, day-labourer, Gordon D. MacAulay, store manager, Roger Nadeau, day-labourer, Maurice Dodier, farmer, and Gordon C. Joyce, manager of an industry, all five of Bishopton, for the following purposes:

To organize and maintain playgrounds, under the name of "Les Loisirs de Bishopton-Dudswell — Bishopton-Dudswell Playgrounds".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Bishopton, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3194-63 — 1183/112

Les Loisirs de St-Charles de Bellechasse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Georges Prévost, menuisier, Claude Marquis, boucher, Benoit Boivin, menuisier, René Carrière, livreur d'huile, Dominique Prévost, teneur de livres, Raymond Leblond, homme d'instrument, Raymond Prévost, maître de poste, et Raymond Roy, livreur de pain, tous huit de St-Charles, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Promouvoir une saine occupation des loisirs de la population, sous le nom de « Les Loisirs de St-Charles de Bellechasse Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Charles, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Les Loisirs de St-Charles de Bellechasse Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Georges Prévost, joiner, Claude Marquis, butcher, Benoit Boivin, joiner, René Carrière, oil delivery man, Dominique Prévost, book-keeper, Raymond Leblond, instrument man, Raymond Prévost, postmaster, and Raymond Roy, bread delivery man, all eight of St-Charles, county of Bellechasse, for the following purposes:

To promote healthy recreational occupation for the population, under the name of "Les Loisirs de St-Charles de Bellechasse Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at St-Charles, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3423-63 — 1183/79

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3423-63 — 1183/79

Les Loisirs de Val-Alain, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Mme Lauréat Nadeau, marchande générale, veuve, Mme Camille Moreau, ménagère, épouse commune en biens de Camille Moreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Mme Victor Jolin, ménagère, épouse commune en biens de Victor Jolin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, toutes trois de Val-Alain, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées et particulièrement les parents en vue de promouvoir une saine occupation des loisirs de la population de Val-Alain, sous le nom de « Les Loisirs de Val-Alain, Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peur acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Val-Alain, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3292-63 — 1182/99

Les Loisirs de Val-Alain, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Mrs. Lauréat Nadeau, general merchant, widow, Mrs. Camille Moreau, housewife, wife common as to property of Camille Moreau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Mrs. Victor Jolin, housewife, wife common as to property of Victor Jolin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all three of Val-Alain, for the following purposes:

To group interested persons and particularly the parents in view of promoting sane leisures for the population of Val-Alain, under the name of "Les Loisirs de Val-Alain, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Val-Alain, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3292-63 — 1182/99

London and Brussels Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1963, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Jules Oswald Duchesneau, et Alastair McAdam Watt, tous trois avocats, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « London and Brussels Investments Ltd. », avec un capital total de $19,900, divisé en 199 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3438-63 — 1183/136

London and Brussels Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Henry Ernest Colby, Jules Oswald Duchesneau, and Alastair McAdam Watt, all three advocates, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "London and Brussels Investments Ltd.", with a total capital stock of $19,900, divided into 199 common shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3438-63 — 1183/136

Lupus Home and Land Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1963, constituant en corporation: Walter Austin Johnson, avocat et conseil en loi de la Reine, Herbert Birkett McNally, avocat, et George Roger Stanley Ackman, étudiant, tous trois de 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

Lupus Home and Land Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Walter Austin Johnson, advocate and Queen's Counsel, Herbert Birkett McNally, advocate, and George Roger Stanley Ackman, student, all three of 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Lupus Home and Land Development Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3326-63 — 1184/83

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Lupus Home and Land Development Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3326-63 — 1184/83

La Main Fraternelle de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Rosaire Laroche, constable, 179, DeRigauville, Gaston L'Archer, employé de brasserie, 76, rue Verdun, et Paul-Émile Tendland, tailleur, 430, rue Bayard, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées et particulièrement les parents en vue de promouvoir une saine occupation des loisirs des jeunes, sous le nom de « La Main Fraternelle de Québec Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3361-63 — 1183/19

La Main Fraternelle de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rosaire Laroche, police officer, 179 DeRigauville, Gaston L'Archer, brewer, 76 Verdun St., and Paul-Émile Tendland, tailor, 430 Bayard St., all three of Quebec, for the following purposes:

To group the interested persons and particularly the parents in order to promote a sane occupation of the youngsters' leisure-time, under the name of "La Main Fraternelle de Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3361-63 — 1183/19

La Maison d'Escompte Joliette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Alfred Zaien, marchand, Lucie Malo, coiffeuse, épouse contracteullement séparée de biens dudit Alfred Zaien, et dûment autorisée par lui aux fins présentes, tous deux de 701, Ladouceur, et Denis Malo, pompier, 149, Salaberry, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Agir comme marchands généraux, sous le nom de « La Maison d'Escompte Joliette Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2727-63 — 1183/23

La Maison d'Escompte Joliette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alfred Zaien, merchant, Lucie Malo, hairdresser, wife contractually separate as to property of said Alfred Zaien, and duly authorized by him, por the purposes of these present, both of 701 Ladouceur, and Denis Malo, fireman, 149 Salaberry, all three of Joliette, for the following purposes:

To act as general merchants, under the name of "La Maison d'Escompte Joliette Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2727-63 — 1183/23

Majestic Hôtel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1963, constituant en corporation: Marie-Blanche Cloutier, ménagère, épouse séparée de biens de Paul Cloutier, 10782, St-

Majestic Hôtel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marie-Blanche Cloutier, housewife, wife separate as to property of Paul Cloutier, 10782 St-Hubert,

Hubert, Montréal, Jean-Guy Cloutier, gérant, 560, 24e avenue, Pointe-aux-Trembles, et Claude Simard, avocat, 7255, Des Érables, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Majestic Hôtel Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1366, rue Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3594-63 — 1184/92

Montreal, Jean-Guy Cloutier, manager, 560, 24th Ave., Pointe-aux-Trembles, and Claude Simard, advocate, 7255 Des Érables, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Majectic Hôtel Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 1366 Dorchester St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3594-63 — 1184/92

Au Manoir Blanc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1963, constituant en corporation: Thérèse Morissette, institutrice, 8542, Faucher, J.-Lucien Renaud, gérant, 4503, St-Denis, et Aimé Benoit, bourgeois, 3575, Papineau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Au Manoir Blanc Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3192-63 — 1182/77

Au Manoir Blanc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Thérèse Morisette, teacher, 8542 Faucher, J.-Lucien Renaud, manager, 4503 St-Denis, and Aimé Benoit, gentleman, 3575 Papineau, all three of Montreal, for the following purposes:

To establish, miantain and operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps and tourists houses and summer resorts, under the name of "Au Manoir Blanc Inc.", with a total capital of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3192-63 — 1182/77

Marine Building Co. Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30 juillet 1963, autorisant la fusion de « La Compagnie d'Immeuble Métropole Limitée — The Metropole Realty Company Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 juin 1933, et « Roymount Realty Corporation », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 11 janvier 1933, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Marine Building Co. Ltd », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale et en 2,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à $490,000.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Marine Building Co. Ltd ».

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 1912-63 — 1185/32

Marine Building Co. Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the July 30, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "La Compagnie d'Immeuble Métropole Limitée — The Metropole Realty Company Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 26, 1933, and "Roymount Realty Corporation", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 11, 1933, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Marine Building Co. Ltd", with a divided capital stock divided into 40,000 common shares without nominal or par value and into 2,900 preferred shares of a par value of $100 each, and the amount with which the company shall start its operations shall not be less that $490,000.

The name of the new company is "Marine Building Co. Ltd."

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 1912-63 — 1185/32

Mobilier Dion, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Roland Dion, commerçant, Aline Paradis, ménagère, épouse dudit Roland Dion, tous deux de 213, des Érables, et Murielle Tremblay, commis, célibataire majeure, 215, des Érables, tous trois de Dolbeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, sous le nom de « Mobilier Dion, Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3042-63 — 1183/113

Mobilier Dion, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Dion, trader, Aline Paradis, housewife, wife of the said Roland Dion, both of 213 des Érables, and Murielle Tremblay, clerk, spinster of the full age of majority, 215 des Érables, all three of Dolbeau, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, under the name of "Mobilier Dion, Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3042-63 — 1183/113

New Deluxe Car Wash Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Bogumil Glowacki, 7290, Louis-Hémon, Stefan Pogorzelski, 280, rue Charon, app. 24, et Czeslawa Pogorzelski, épouse de Stefan Pogorzelski, 280 rue Charon, app. 24, tous trois négociants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, sous le nom de « New Deluxe Car Wash Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 61, ouest, rue Rachel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3406-63 — 1184/84

New Deluxe Car Wash Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bogumil Glowacki, 7290 Louis-Hémon, Stefan Pogorzelski, 280 Charon Street, Apt. 24, and Czeslawa Pogorzelski, wife of Stefan Pogorzelski, 280 Charon Street, Apt. 24, all three traders, of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, under the name of "New Deluxe Car Wash Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 61 Rachel Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3406-63 — 1184/84

O T J Duchesneau

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Roger A. Lacharité, opérateur, 3155, De Chavigny, Mme Pierre Pampalon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Pierre Pampalon, 3150, Neuville, Michel Poitras, comptable, 222, Louis-Riel, Grégoire Tardif, vendeur, 254, Louis-Riel, Alphonse Lamontagne, professeur, 277, Place Viger, Georges H. Fortin, technicien professionnel, 3157, de l'Étang, Oscar Drouin, instituteur, 250, du Long-Sault, Marcel Goulet, professeur, 3168, De Chavigny, Vital Bériau, contremaître, 267, du Long-Sault, et Maurice L. Duplessis, avocat, 270, du Long-Sault, tous dix de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Établir et diriger un terrain de jeux, sous le nom de « O T J Duchesneau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

O T J Duchesneau

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger A. Lacharité, operator, 3155 De Chavigny, Mrs. Pierre Pampalon, housewife, wife contractually separate as to property of Pierre Pampalon, 3150 Neuville, Michel Poitras, accountant, 222 Louis-Riel, Grégoire Tardif, salesman, 254 Louis-Riel, Alphonse Lamontagne, professor, 277 Place Viger, Georges H. Fortin, professional technician, 3157 de l'Étang, Oscar Drouin, teacher, 250 du Long-Sault, Marcel Goulet, professor, 3168 De Chavigny, Viral Bériau, foreman, 267 du Long-Sault, and Maurice L. Duplessis, advocate, 270 du Long-Sault, all ten of Ste-Foy, for the following purposes:

To establish and conduct a playground, under the name of "O T J Duchesneau".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3400-63 — 1183/83

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3400-63 — 1183/83

L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Marguerite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre-André Boutin, professeur, Paul-Henri Fournier, journalier, Clovis Gagné, commis, Laval Marcoux, barbier, Paul-Eugène Boutin, boulanger, et Philibert Pomerleau, journalier, tous six de Ste-Marguerite, pour les objets suivants:

Promouvoir une saine occupation des loisirs de la population, sous le nom de « L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Marguerite Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Marguerite, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3489-63 — 1184-85

L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Marguerite Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Pierre-André Boutin, professor, Paul-Henri Fournier, laborer, Clovis Gagné, clerk, Laval Marcoux, barber, Paul-Eugène Boutin, baker, and Philibert Pomerleau, laborer, all six of Ste-Marguerite, for the following purposes:

To promote healthy recreational occupation for the population, under the anme of "L'Oeuvre des Loisirs de Ste-Marguerite Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Marguerite, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3489-63 — 1184-85

Office Cleaning Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1963, constituant en corporation: Maurice Guimont, industriel, 287, avenue Manning, Verdun, Jean-Marc Poulin, avocat, 2390, Dudemaine, Montréal, et Micheline Corbeil, avocat, 2540, chemin de la Côte Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, et faire affaires comme compagnie de construction et de placements, sous le nom de « Office Cleaning Co. Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,700 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 818, rue Hibernia, Pointe-St-Charles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2762-63 — 1178/130

Office Cleaning Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Guimont, industrialist, 287 Manning Avenue, Verdun, Jean-Marc Poulin, advocate, 2390 Dudemaine, Montreal, and Micheline Corbeil, advocate, 2540 Côte Ste-Catherine road, Montreal, for the following purposes:

Dealing in furniture and novelties of all kinds and to carry on business as a construction and investment company ,under the name of "Office Cleaning Co. Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $10 each and 2,700 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 818 Hibernia St., Pointe-St-Charles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2762-63 — 1178/130

Package Trends Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, Monique Piché, 7416, rue Henri-Julien, Montréal, et Madeleine Séguin, 10555, rue du Sacré-Coeur, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Package Trends Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, advocate, 4339 Wilson Street, Montreal, Monique Piché, 7416 Henri-Julien Street, Montreal, and Madeleine Séguin, 10555 Sacré-Coeur Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Exercer le commerce de conseillers en emballage, sous le nom de « Package Trends Inc. », avec un capital total de $110,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune et 10,000 actions privilégiées, d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2835, rue Duchesne, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 2997-63 — 1183/114

To carry on the business of packaging consultants, under the name of "Package Trends Inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $5 each and 10,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 2835 Duchesne Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 2997-63 — 1183/114

Paje Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jack Aronoff, marchand, Pearl R. Aronoff, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jack Aronoff, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 4935, avenue Ponsard, et Isidor R. Hart, notaire, 4908, avenue Ponsard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de construction, sous le nom de « Paje Corporation », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4935, avenue Ponsard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3480-63 — 1184/35

Paje Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Aronoff, merchant, Pearl R. Aronoff, housewife, wife separate as to property of the said Jack Aronoff, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 4935 Ponsard Avenue, and Isidor R. Hart, notary, 4908 Ponsard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Paje Corporation", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 4935 Ponsard Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3480-63 — 1184/35

Peloga Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Rolland Piché, entrepreneur, 1906, rue Villeneuve, Tracy, Ludger Piché, 1902, rue Villeneuve, Tracy, et Arthur Paul, 19, rue De Carignan, Sorel, ces deux derniers menuisiers, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Peloga Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 240 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 57, rue Georges, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3011-63 — 1184/36

Peloga Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rolland Piché, contractor, 1906 Villeneuve St., Tracy, Ludger Piché, 1902 Villeneuve St., Tracy, and Arthur Paul, 19 De Carignan, Sorel, the latter two joiners, for the following purposes:

To carry on business in the field of real estate and construction, under the name of "Peloga Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 240 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 57 Georges St., Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3011-63 — 1184/36

Les Pétroles Gaspésiens Ltée
Gaspesian Petroleum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corpora-

Les Pétroles Gaspésiens Ltée
Gaspesian Petroleum Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Doiron,

tion: Louis Doiron, avocat, Robert Fraser, comptable, tous deux de Chandler, et Dr Roland Joncas, médecin, Newport, pour les objets suivants:

Commerce de tous les produits des industries du pétrole et de l'automobile, sous le nom de « Les Pétroles Gaspésiens Ltée — Gaspesian Petroleum Ltd. », avec un capital total de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3238-63 — 1183/115

advocate, Robert Fraser, accountant, both of Chandler, and Dr. Roland Joncas, physician, Newport, for the following purposes:

To deal in all products of the industries of petrol and automobiles, under the name of "Les Pétroles Gaspésiens Ltée — Gaspesian Petroleum Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3238-63 — 1183/115

Pilon & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1963, constituant en corporation: Isaie Pilon, Claude Pilon, commerçants, de St-Timothée, et Lucien Bougie, commerçant, 167, rue St-Joseph, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles de toutes sortes, sous le nom de « Pilon & Fils Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3128-63 — 1184/1

Pilon & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isaie Pilon, Claude Pilon, tradesmen, of St-Timothée, and Lucien Bougie, tradesmen, 167 St-Joseph St., Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To operate a business dealing in fuels of all kinds, under the name of "Pilon & Fils Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Timothée, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3128-63 — 1184/1

La Piscine Murdock Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Reid, gérant, 821, Murdock, Gérard Maltais, comptable, 904, Pierre-Bédard, Clément Albert, gérant 843, Bouchette, Claude Monfette, commis, 927, Papineau, Robert Quenneville, annonceur, 920, chemin Sydenham, Marcel Hubert, surintendant, 782, Baillargeon, C.-Simon Sirois, gérant, 969, Provencher, Robert Montminy, commerçant, 897, Scott, Georges Gendron, avocat, 781, Amyot, Guy Lambert, avocat, 778, Turgeon, et René Lambert, avocat, 577, Louis-Hémon, tous onze de Chicoutimi, pour les objets suivants:

L'acquisition à titre gratuit et l'exploitation de la piscine Murdock, sous le nom de « La Piscine Murdock Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $150,000.

Le siège social de la corporation sera rue Murdock, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3304-63 — 1184/69

La Piscine Murdock Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Reid, manager, 821 Murdock, Gérard Maltais, accountant, 904 Pierre-Bédard, Clément Albert, manager, 843 Bouchette, Claude Monfette, clerk, 927 Papineau, Robert Quenneville, announcer, 920, Sydenham Road, Marcel Hubert, superintendant, 782 Baillargeon, C.-Simon Sirois, manager, 969 Provencher, Robert Montminy, tradesman, 897 Scott, Georges Gendron, advocate, 781 Amyot, Guy Lambert, advocate, 778 Turgeon, and René Lambert, advocate, 577 Louis-Hémon, all eleven of Chicoutimi, for the following purposes:

The free acquisition and operation of the Murdock Swimming Pool, under the name of "La Piscine Murdock Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation will be at Murdock St., Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3304-63 — 1184/69

N. Plamondon Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Luc Mercure, avocat, 441, Glengarry, Mont-Royal, Michel Gagnon, avocat, 3475, avenue Vendôme, Montréal, et Serge Desrochers, avocat, 732, avenue Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, moteurs, canots automobiles, appareils de radio, congélateurs et autres appareils électriques ou électroniques, bicyclettes, motocyclettes et toutes autres parties et accessoires, sous le nom de « N. Plamondon Auto Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 638-63 — 1184/2

N. Plamondon Auto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Luc Mercure, advocate, 441 Glengarry, Mount Royal, Michel Gagnon, advocate, 3475 Vendôme Ave., Montreal, and Serge Desrochers, advocate, 732 Wilder Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, trucks, motors, yachts, radios, freezers, and other electric or electronic apparatus, bicycles, motorcycles and all other parts and accessories, under the name of "N. Plamondon Auto Ltée", with a total capital stock of $40,000,divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 638-63 — 1184/2

Precision Molds & Dies Inc.
Moules & Matrices de Précision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: Céline Turcotte, avocat, fille majeure, 46, de la Falaise, Beauport, Jean-Marie Bouchard, avocat, 2897, Providence, Ste-Foy, et Lise Mailhiot, secrétaire, fille majeure, 905, St-Eustache, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et transformer des métaux de toutes sortes, du bois, d'autres produits naturels et/ou composés et des alliages, sous le nom de « Precision Molds & Dies Inc. — Moules & Matrices de Précision Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue Lavoisier, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3442-63 — 1184/90

Precision Molds & Dies Inc.
Moules & Matrices de Précision Inc.

Notice is herby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Céline Turcotte, advocate, fille majeure, 46 de la Falaise, Beauport, Jean-Marie Bouchard, advocate, 2897 Providence, Ste-Foy, and Lise Mailhot, secretary, fille majeure, 905 St-Eustache, Quebec, for the following purposes:

To manufacture and transform metals of all kinds, other natural products and/or composed and alloys, under the name of "Precision Molds & Dies Inc. — Moules & Matrices de Précision Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The heas office of the compagny will be at Lavoisier St. Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3442-63 — 1184/90

Primavera Importing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Alessandro Giacomobono, 7956, Dante, St-Michel, Domenico Pellicano, 7089, St-Vallier, Arduino Petrocchini, 9580, Foucher, et Giuseppe Turchetta, 7091, St-Vallier, ces trois derniers de Montréal, tous quatre vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes et toutes sortes de comestibles fabriqués, ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Primavera Importing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Primavera Importing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date se 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alessandro Giacomobono, 7956 Dante, St-Michel, Domenico Pellicano, 7089 St-Vallier, Arduino Petrocchini, 9580 Foucher, and Giuseppe Turchetta, 7091 St-Vallier, the last three of Montreal, all four salesmen, for the following purposes:

To carry on the business of fruit, vegetables and all kinds of fabricated food products, as well as all products of the land, vine and trees, under the name of "Primavera Importing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3416-63 — 1183/116

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3416-63 — 1183/116

R.I.O. Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Morley E. Hodgins, manufacturier de bois de construction, Edith Hodgins, épouse séparée de biens dudit Morley E. Hodgins, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux du village de Shawville, J.H. Proudfoot, négociant, et Iva W. Proudfoot, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.H. Proudfoot, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, ces deux derniers du village de Fort-Coulonge, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « R.I.O. Construction Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à village de Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3395-63 — 1183/97

R.I.O. Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morley E. Hodgins, lumber manufacturer, Edith Hodgins, housekeeper, wife separate as to property of the said Morley E. Hodgins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Village Shawville, J.H. Proudfoot, trader, and Iva W. Proudfoot, housekeeper, wife separate as to property of the said J.H. Proudfoot, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of Village Fort-Coulonge, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "R.I.O. Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Village of Shawville, judicial district of Pontiac.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3395-63 — 1183-97

Red Rib Steak House Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: John L. Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Monique Cohen, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Cohen, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 5275, rue Dudemaine, Montréal, et Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, app. 9, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Red Rib Steak House Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5955, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3441-63 — 1184/37

Red Rib Steak House Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Monique Cohen, secretary, wife separate as to property of Jack Cohen, and duly authorized by him for the purposes of these presents, 5275 Dudemaine Street, Montreal, and Mina Dimand, secretary, fille majeure, 4966 Décarie Boulevard, apt. 9, Montreal, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Red Rib Steak House Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5955 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3441-63 — 1184/37

Reliure Commerciale Rapide Inc.
Rapid Trade Bindery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Pierre Legault, relieur, 1280, Champigny,

Reliure Commerciale Rapide Inc.
Rapid Trade Bindery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Legault, book-binder, 1280 Champigny, Duvernay,

Duvernay, Gilbert Antaya, relieur, 6883, 10e avenue, suite 2, Montréal, et Émile Latour, vendeur, 1270, Champigny, Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de reliure et d'impressions commerciales, sous le nom de « Reliure Commerciale Rapide Inc. — Rapid Trade Bindery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $5 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3155-63 — 1183/139

Gilbert Antaya, book-binder, 6883, 10th Ave., suite 2, Montreal, and Émile Latour, salesman, 1270 Champagny, Duvernay, for the following purposes:

To carry on business in book-binding and commercial printing, under the name of "Reliure Commerciale Rapide Inc. — Rapid Trade Bindery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $5 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincila Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3155-63 — 1183/139

Rosemont, Louage d'Autos Inc.
Rosemont Auto Leasing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: Bruno Colpron, André Massé, tous deux avocats, et René Chapleau, agent d'immeubles, tous trois de 152, Notre-Dame, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de louage de véhicules, sous le nom de « Rosemont, Louage d'Autos Inc. — Rosemont Auto Leasing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2700, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3452-63 — 1184/38

Rosemont, Louage d'Autos Inc.
Rosemont Auto Leasing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Colpron, André Massé, both advocates, and René Chapleau, real estate agent, all three of 152 Notre-Dame East, Montréal, for the following purposes:

To carry on business dealing in the rental of vehicles, under the name of "Rosemont, Louage d'Autos Inc. — Rosemont Auto Leasing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2700 Masson St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3452-63 — 1184/38

J. R. Ross Office Stationery & Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1963, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, 575, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918, Mayfair, Montréal, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Sydney Sederoff, avocat, 80, Crestwood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de papeterie et fournitures de bureau, sous le nom de « J. R. Ross Office Stationery & Supplies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3457-63 — 1184/39

J. R. Ross Office Stationery & Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Sidney Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 4918 Mayfair, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, and Sydney Sederoff, advocate, 80 Crestwood, Montreal, for the following purposes:

To deal in office stationery and supplies, under the name of "J. R. Ross Office Stationery & Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3457-63 — 1184/39

Salon de Quilles Lévis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

Salon de Quilles Lévis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Maurice De Coster, comptable agréé, 1150, Ploërmel, Québec, Céline Turcotte, avocat, 46, de la Falaise, Beauport, et Jean Beauvais, avocat, 2250, Brodeur, Sillery, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, et exploiter des salles de quilles, de billards et autre splaces d'amusement, sous le nom de « Salon de Quilles Lévis Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 44, route St-Henri, Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3369-63 — 1183/55

Province of Quebec, incorporating: Maurice De Coster, chartered accountant, 1150 Ploërmel, Quebec, Céline Turcotte, advocate, 46 de la Falaise, Beauport, and Jean Beauvais, advocate, 2250 Brodeur, Sillery, for the following purposes:

To carry on the business of procuring entertainment to the public, and operate bowling and billiard halls and other recreational centres, under the name of "Salon de Quilles Lévis Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 44 St-Henri Route, Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3369-63 — 1183/55

Service des Loisirs St-Camille

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation sans capital-actions: Charles Bourbonnière, policier, 11020, Brunet, Paul-Émile Laverdure, épicier, 11473, Pigeon, Mme Estelle Perreault Goulet, ménagère, épouse commune en biens de Paul-Henri Goulet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 11260, Edger, Fernand Corbeil, chauffeur, 11030, Racette, Louis Laberge, comptable, 11221, Alfred, Guy Falardeau, agent de gare, Judith Côté Falardeau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy Falardeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 5175, Charleroi, app. 14, Claude Dagenais, vendeur, 11228, Salk, app. 3, et Charles-Jacques Dagenais, inspecteur d'incendie, 11339, Ste-Gertrude, tous neuf de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Camille, sous le nom de « Service des Loisirs St-Camille ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3170-63 — 1183/90

Service des Loisirs St-Camille

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation withaout share capital: Charles Bourbonnière, policeman, 11020 Brunet, Paul-Émile Laverdure, grocer, 11473 Pigeon, Mrs. Estelle Perreault Goulet, housewife, wife common as to property of Paul-Henri Goulet, and duly authorized by him for these presents, 11260 Edger, Fernand Corbeil, chauffeur, 11030 Racette, Louis Laberge, accountant, 11221 Alfred, Guy Falardeau, station agent, Judith Côté Falardeau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy Falardeau, and duly authorized by him for these presents, both of 5175 Charleroi, Apt. 14, Claude Dagenais, salesman, 11228 Salk, Apt. 3, and Charles-Jacques Dagenais, fire inspector, 11339 Ste-Gertrude, all nine of Montreal-North, for the following purposes:

To develop recreational centers in the Parish of St-Camille, under the name of "Service des Loisirs St-Camille".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3170-63 — 1183/90

Simoneau Enseignes Mobiles Ltée
Simoneau Mobile Signs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: J. Ovila Simoneau, Jean-Paul Simoneau, commerçants, et Irène Carrier, commis, tous trois de 159, rue O'Meara, Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'enseignes et réclames électrique, au néon ou autres, sous le nom de « Simoneau Enseignes Mobiles Ltée — Simoneau Mobile Signs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Simoneau Enseignes Mobiles Ltée
Simoneau Mobile Signs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J. Ovila Simoneau, Jean-Paul Simoneau, traders, and Irène Carrier, clerk, all three of 159 O'Meara, Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of electric, neon or other signs, under the name of "Simoneau Enseignes Mobiles Ltée — Simoneau Mobile Signs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3340-63 — 1184/5

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3340-63 — 1184/5

La Société Blanchet de Réfrigération et Air Climatisé Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1963, constituant en corporation: Léo Blanchet, technicien, 75, Chanoine Scott, nord, Ste-Foy, Bernardin Blanchet, avocat, 180, de Bernières, Québec, et Fleur-Reine Durand, secrétaire, fille majeure, 2379, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de réfrigération et de climatisation de l'air, sous le nom de « La Société Blanchet de Réfrigération et Air Climatisé Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3439-63 — 1183/120

La Société Blanchet de Réfrigération et Air Climatisé Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Blanchet, technician, 75 Chanoine Scott, North, Ste-Foy, Bernardin Blanchet, advocate, 180 de Bernières, Québec, and Fleur-Reine Durand, secrétaire, fille majeure, 2379 Royale Avenue Courville, for the following purposes:

To carry a business of refrigeration and air-conditioning, under the name of "La Société Blanchet de Réfrigération et Air Climatisé Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3439-63 — 1183/120

Société Doyon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1963, constituant en corporation: Geneviève Gaudet, 10597, St-Denis, Montréal, Jacqueline Leclair, 1, chemin Ellerdale, app. 5, Hampstead, et Yvette Racicot, 2372, Lafontaine, Montréal, toutes trois secrétaires, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Société Doyon Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3469-63 — 1183/106

Société Doyon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Geneviève Gaudet, 10597 St-Denis, Montreal, Jacqueline Lelcair, 1 Ellerdale Road, Apt. 5, Hampstead, and Yvette Racicot, 2372 Lafontaine, Montreal, all three secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Société Doyon Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $5 each.

The head office of the company will be at Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3469-63 — 1183/106

Société Ecomar Inc.
Ecomar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Jacques Delisle, 2031, avenue Richer, Ste-Foy, Edward Anthony Price, 2430, avenue Noury, Sillery, et Jean Leahy, 51, avenue Laurier, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers techniques dans l'industrie, le commerce et l'administration, sous le nom de « Société Ecomar Inc. — Ecomar Inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair et en 1,975 actions privilégiées

Société Ecomar Inc.
Ecomar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Delisle, 2031, Richer Ave., Ste-Foy, Edward Anthony Price, 2430 Noury Ave., Sillery, and Jean Leahy, 51 Laurier Ave., Quebec, all three advocates, for the following purposes:

To operate as technical advisors in industry, commerce and administration, under the name of "Société Ecomar Inc. — Ecomar Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares of no par value and into 1,975 preferred shares

d'une valeur au pair de $20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $4,450.

Le siège social de la compagnie sera 1374, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3420-63 — 1183/121

of a par value of $20 each, and the amount with which the company shall start its operations shall be $4,450.

The head office of the company will be at 1374 Sherbrooke St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3420-63 — 1183/121

Société Rialto Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1963, constituant en corporation: Fernand Houde, industriel, 2125, De L'Émérillon, J.-Paul Marcoux, cmoptable, 370, 19e Rue, et Laurent-L. Bolduc, avocat, 2056, chemin Ste-Foy, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Société Rialto Incorporée », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3425-63 — 1184/40

Société Rialto Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Houde, industrialist, 2125 De L'Émérillon, J.-Paul Marcoux, accountant, 370, 19th St., and Laurent-P. Bolduc, advocate, 2056 Ste-Foy Road, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Société Rialto Incorporée", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3425-63 — 1184/40

Superior Silica Mining Ltd.
(No Personal Liability)
Les Mines de Silice Supérieure Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: Armand Touzin, prospecteur, St-Michel-des-Saints, Jacqueline Trudeau Joly, ménagère, épouse séparée de biens d'André Joly, 879, boul. Manseau, Joliette, et Muguette Gagné, secrétaire, 1000, Perrault, Joliette, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Superior Silica Mining Ltd. » (No Personal Liability) — « Les Mines de Silice Supérieure Ltée » (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de $200,000, divisé en 200,000 actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3117-63 — 1183/92

Superior Silica Mining Ltd.
(No Personal Liability)
Les Mines de Silice Supérieure Ltée
(Libre de rersonsabilité personnelle)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Armand Touzin, prospector, St-Michel-des-Saints, Jacqueline Trudeau Joly, housewife, wife separate as to property of André Joly, 879 Manseau Blvd., Joliette, and Muguette Gagné, secretary, 1000 Perrault, Joliette, for the following purposes:

To carry on explorations or research to discover mines and minerals, under the name of "Superior Silica Mining Ltd." (No Personal Liability) — "Les Mines de Silice Supérieure Ltée" (Libre de responsabilité personnelle), with a total capital stock of $200,000, divide dinto 200,000 shares of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3117-63 — 1183/92

Tailleurs Paquette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Tailleurs Paquette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1963, constituant en corporation: Raymond Lachapelle, avocat, 2340, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, Jacques Fortin, avocat, 5594, Place Bazile-Patenaude, Montréal, et Huguette Lessard, secrétaire, 5850, rue Chambord, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Tailleurs Paquette Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2704-63 — 1183/122

Turcotte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la porvince de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour d'août 1963, constituant en corporation: Gilles Turcotte, plombier, 1725, de Niverville, Québec, Jean-Louis Turcotte, électricien, 1400, de La Vérendrye, Québec, et Pauline Prémont Turcotte, ménagère, épouse dudit Gilles Turcotte, 1725, de Niverville, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en électricité et en plomberie, sous le nom de « Turcotte Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3333-63 — 1184/6

Viau Rambler Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1963, constituant en corporation: Gerald McCarthy, avocat, Dorothy M. Kirk, et Lesley A. Otter, secrétaires, célibataires, tous trois, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et voitures de transport, de toutes sortes, sous le nom de « Viau Rambler Ltd. » avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1072, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3374-63 — 1184/8

Charles A. Vincent Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

bearing date the 5th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Raymond Lachapelle, advocate, 2340 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, Jacques Fortin, advocate, 5594 Place Bazile-Patenaude, Montreal, and Huguette Lessard, secretary, 5850 Chambord St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in wearing apparel, under the name of "Tailleurs Paquette Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2704-63 — 1183/122

Turcotte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Compagnies Act, letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Turcotte, plumber, 1725 de Niverville, Quebec, Jean-Louis Thurcotte, electrician, 1400 de La Vérendrye, Quebec, and Pauline Prémont Turcotte, housewife, wife of the said Gilles Turcotte, 1725 de Niverville, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as contractors in electricity and plumbing, under the name of "Turcotte Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3333-63 — 1184/6

Viau Rambler Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald McCarthy, advocate, Dorothy M. Kirk and Lesley A. Otter secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles and conveyances of all kinds, under the name of "Viau Rambler Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1072 Boulevard des Laurentides, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3374-63 — 1184/8

Charles A. Vincent Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 8e jour d'août 1963, constituant en corporation: Luc Geoffroy, 821, boul. Briand, Chambly, Yvan Mercure, 2099, avenue Bellevue, St-Bruno, et Rhéal Chevrier, 2785, Maplewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Charles A. Vincent Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6001, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3332-63 — 1184/9

Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, 821 Briand Blvd., Chambly, Yvan Mercure, 2099 Bellevue Avenue, St-Bruno, and Rhéal Chevrier, 2785 Maplewood, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise and articles in aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet-metal and other articles totally or partially fabricated in metal or wood, under the name of "Charles A. Vincent Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 6001 Papineau Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3332-63 — 1184/9

Windsor Wood Chips Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1963, constituant en corporation: Donald Bruneau, commerçant, Dorina Léveillé, ménagère, épouse dudit Donald Bruneau, tous deux de Windsor, et Fernand Bruneau, journalier, Bromptonville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Windsor Wood Chips Company Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour d'août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3038-63 — 1184/10

Windsor Wood Chips Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald Bruneau, trader, Dorina Léveillé, housewife, wife of the said Donald Bruneau, both of Windsor, and Fernand Bruneau, day-labourer, Bromptonville, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Windsor Wood Chips Company Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Windsor, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3038-63 — 1184/10

Lettres patentes supplémentaires

Anjou Gardens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 août 1963, à la compagnie « Anjou Gardens Ltd. », réduisant son capital-actions de $510,000 à $10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 50,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3058-63 — 1184/44

Henry Birks and Sons (Montreal) Limited
Henry Birks et Fils (Montréal) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 juillet 1963 à la compagnie « Henry Birks & Sons (Montreal)

Supplementary Letters Patent

Anjou Gardens Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Anjou Gardens Ltd.", reducing its capital from $510,000 to $10,000, the capital stock annulled being divided into 50,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3058-63 — 1184/44

Henry Birks and Sons (Montreal) Limited
Henry Birks et Fils (Montréal) Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Henry Birks & Sons (Montreal) Limited",

Limited », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de juin 1900, changeant son nom en celui de « Henry Birks and Sons (Montreal) Limited — Henry Birks et Fils (Montréal) Limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 2307-00 — 1184/120

incorporated by letters patent dated the 18th day of June, 1900, changing its name to that of "Henry Birks and Sons (Montreal) Limited — Henry Birks et Fils (Montréal) Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 2307-00 — 1184/120

Canadian Fleetwood Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 juillet 1963, à la compagnie « Fleetwood Corporation of Canada », constituée par lettres patentes en date du 9e jour d'octobre 1962, changeant son nom en celui de « Canadian Fleetwood Corporation ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 14024-62 — 1184/93

Canadian Fleetwood Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Fleetwood Corporation of Canada", incorporated by letters patent dated the 9th day of October, 1962, changing its name to that of "Canadian Fleetwood Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 14024-62 — 1184/93

Centre de Nettoyage Inc.
Cleaning Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 août 1963, à la compagnie « La Buandière du Domaine Inc.— Domaine Laundromat Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22 juin 1960, changeant son nom en celui de « Centre de Nettoyage Inc.— Cleaning Center Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 12764-60 — 1184/94

Centre de Nettoyage Inc.
Cleaning Center Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Buandière du Domaine Inc.— Domaine Laundromat Inc.", incorporated by letters patent dated June 22, 1960, changing its name to "Centre de Nettoyage Inc.— Cleaning Center Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 12764-60 — 1184/94

Les Chargeurs Unis Inc.
United Cargo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juin 1963, à la compagnie « Les Chargeurs Unis Inc.— United Cargo Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 12547-60 — 1184/20

Les Chargeurs Unis Inc.
United Cargo Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Chargeurs Unis Inc.— United Cargo Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 12547-60 — 1184/20

Delisle Ltée
Delisle Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 mai 1963, à la compagnie « Delisle Ltée — Delisle Ltd », 1° convertissant ses 30,000 actions ordinaires de $1 chacune en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $114,270 à $300,000,

Delisle Ltée
Delisle Ltd

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Delisle Ltée — Delisle Ltd", 1. converting its 30,000 common shares of $1 each into 30,000 preferred shares of $1 each; 2. increasing its capital stock from $114,270, to $300,000, the additional share

le capital-actions additionnel étant divisé en 165,730 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8 mai 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 1413-63 — 1179/122

Bernard Fisher Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 juin 1963, à la compagnie « Bernard Fisher Corporation », augmentant son capital de $265,000 à $565,000, le capital actions additionnel divisé en 30,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 14962-61 — 1184/72

Le Foyer Colombien, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 août 1963, à la compagnie « Le Foyer Colombien, Inc. », augmentant son capital de $20,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 1369-36 — 1184/74

B. Gourdes Food Brokers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 août 1963, à la compagnie « Provincial Food Brokers Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13 juin 1963, changeant son nom en celui de « B. Gourdes Food Brokers Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 2291-63 — 1184/118

Gross Machinery (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 août 1963, à la compagnie « Gross Machinery (Eastern) Limited », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de juillet 1959, changeant son nom en celui de « Gross Machinery (Canada) Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 14332-59 — 1184/119

capital being divided into 165,730 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of May, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 1413-63 — 1179/122

Bernard Fisher Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Bernard Fisher Corporation", increasing its capital from $265,000 to $565,000, the additional capital stock being divided into 30,000 class "B" preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 14962-61 — 1184/72

Le Foyer Colombien, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Foyer Colombien, Inc.", increasing its capital stock from $20,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 800 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 1369-46 — 1184/74

B. Gourdes Food Brokers Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Provincial Food Brokers Ltd.", incorporated by letters patent June 13, 1963, changing its name into that of "B. Gourdes Food Brokers Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 2291-63 — 1184/118

Gross Machinery (Canada) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gross Machinery (Eastern) Limited", incorporated by letters patent dated the 29th day of July, 1959, changing its name to that of "Gross Machinery (Canada) Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 14332-59 — 1184/119

Ingrid's Boutique Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 août 1963, à la compagnie « Vicky's Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de juillet 1963, changeant son nom en celui de « Ingrid's Boutique Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 3204-63 — 1184/121

Ingrid's Boutique Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Vicky's Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of July, 1963, changing its name to that of "Ingrid's Boutique Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 3204-63 — 1184/121

Maxbinns Woollens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des letters patentes supplémentaires, en date du 2 août 1963, a la compagnie « Maxbinns Woollens Inc. », 1° réduisant son capital-actions de $60,000 à $19,010, le capital-actions annulé étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune et 99,000 actions catégorie « A » de $0.01 chacune; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 8054-46 — 1184/34

Maxbinns Woollens Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Maxbinns Woollens Inc.", 1. reducing its capital from $60,000 to $19,010, the capital stock annulled being divided into 400 preferred shares of $100 each and into 99,000 class "A" shares of $0.01 each; 2. modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 8054-46 — 1184/34

Media Advertising Ltd
Agence de Publicité Media Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 août 1963, à la compagnie « Media Advertising Ltd — Agence Media de Publicité Ltée », constituée par lettres patentes en date du 25 juillet 1963, changeant son nom en celui de « Media Advertising Ltd — Agence de Publicité Media Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 3218-63 — 1184/95

Media Advertising Ltd
Agence de Publicité Media Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Media Advertising Ltd — Agence Media de Publicité Ltée", incorporated by letters patent dated July 25, 1963, changing its name to "Media Advertising Ltd — Agence de Publicité Media Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 3218-63 — 1184/95

Meubles Warwick Ltée
Warwick Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 août 1963, à la compagnie « Cillis & Gagnon Ltée », constituée par lettres patentes en date du 4 septembre 1962, changeant son nom en celui de « Meubles Warwick Ltée — Warwick Furniture Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 13641-62 — 1184/96

Meubles Warwick Ltée
Warwick Furniture Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cillis & Gagnon Ltée", incorporated by letters patent on September 4, 1962, changing its name into that of "Meubles Warwick Ltée — Warwick Furniture Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 13641-62 — 1184/96

National Typewriter Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

National Typewriter Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 mai 1963, à la compagnie « National Typewriter Incorporated », 1° réduisant son capital-actions de $224,000 à $49,000, le capital-actions annulé étant divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,350 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° convertissant et subdivisant ses 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 48,510 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 8144-41 — 1172/135

letters patent, bearing date the 24th day of May, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "National Typewriter Incorporated", 1. reducing its capital from $224,000 to $49,000, the capital stock annuelled being divided into 400 preferred shares of a par value of $100 each and into 1,350 class "A" preferred shares of a par value of $100 each; 2. converting and subdividing its 490 common shares of a par value of $100 each into 490 common shares of a par value of $1 each and into 48,510 class "A" shares of a par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 8144-41 — 1172/135

Quality Mail Order House Inc.
Maison des Commandes Postales de Qualité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 juillet 1963, à la compagnie « Quality Mail Order House, Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27 juin 1957, changeant son nom en celui de « Quality Mail Order House Inc. — Maison des Commandes Postales de Qualité Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 12014-57 — 1184/99

Quality Mail Order House Inc.
Maison des Commandes Postales de Qualité Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Quality Mail Order House, Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of June, 1957, changing its name to that of "Quality Mail Order House Inc. — Maison des Commandes Postales de Qualité Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 12014-57 — 1184/99

Richelieu Developpement Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 juillet 1963, à la compagnie « Richelieu Developpement Inc. », 1° convertissant ses 396 actions ordinaires de $100 chacune en 396 actions privilégiées de $100 chacune; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 15947-59 — 1183/140

Richelieu Developpement Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Compagnies Act, suplementary letters patent, bearing date the 4th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Richelieu Developpement Inc.", 1. converting its 396 common shares of $100 each into 396 preferred shares of $100 each; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 15947-59 — 1183/140

M. Rothstein Pants Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juin 1963, à la compagnie « M. Rothstein Pants Company Limited », 1° réduisant son capital-actions de $60,000 à $1,000 par l'annulation de 590 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° convertissant et subdivisant ses 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 99,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $0.01 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $0.01 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 8056-46 — 1184/101

M. Rothstein Pants Company Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "M. Rothstein Pants Company Limited", 1. reducing its capital from $60,000 to $1,000 by the cancellation of 590 preferred shares of a par value of $100 each; 2. converting and subdividing its 1,000 common shares of a par value of $1 each into 99,000 class "A" shares of a par value of $0.01 each and into 1,000 common shares of a par value of $0.01 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 8056-46 — 1184/101

Sutwin Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 août 1963, à la compagnie « Sutwin Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour d'avril 1963, 1° changeant son nom en celui de « Sutwin Importing Co. Ltd. » 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 1735-63 — 1184/108

Sutwin Importing Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sutwin Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 19th day of April, 1963, 1. changing its name to that of "Sutwin Importing Co. Ltd."; 2. modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of August, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 1735-63 — 1184/108

Transport Desgagnés Inc. Desgagnés Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juin 1963, à la compagnie « Transport Desgagnés Inc.— Desgagnés Transport Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25 juin 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 12537-60 — 1184/112

Transport Desgagnés Inc. Desgagnés Transport Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of June, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Transport Desgagnés Inc.— Desgagnés Transport Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of June, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 12537-60 — 1184/112

Weather — Proofing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 juillet 1963, à la compagnie « Weather — Proofing Limited », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24 juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141 4998-43 — 1184/115

Weather — Proofing Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of July, 1963, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Weather — Proofing Limited", modifying certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141-o 4998-43 — 1184/115

Action en séparation de biens

Kleinman *vs* Litwack

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 616, 376. Dame Shirley Claire Kleinman, demanderesse *vs* H. Lee Litwack, défendeur.

Avis est donné que dame Shirley Claire Kleinman, épouse de H. Lee Litwack, vendeur d'immeubles, des cité et district de Montréal, a instituée une action en séparation de biens.

Montréal, 24 septembre 1963.

Les Procureurs de la demanderesse,
RUDENKO & GROSS.

4206

Action for separation as to property

Kleinman *vs* Litwack

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 616, 376. Dame Shirley Claire Kleinman, plaintiff, *vs* H. Lee Litwack, defendant.

Notice is hereby given that dame Shirley Claire Kleinman, wife of H. Lee Litwack, real estate salesman, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property.

Montreal, September 24, 1963.

RUDENKO & GROSS,
Attorneys for Plaintiff.

4206-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1627
Section « E »

Québec, 19 septembre 1963.

PRÉSENT: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 1627
Section "E"

Quebec, Septembre 19, 1963.

PRESENT: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans le district électoral de Duplessis.

ATTENDU QUE, coformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décicision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification au décret numéro 2218 du 9 nomembre 1961 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le district électoral de Duplessis;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 août 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE, ledit décret, numéro 2218 soit modifié comme suit:

« La municipalité de Clarke City est ajoutée à la suite de la municipalité de Havre Saint-Pierre, pour faire partie de la zone I décrite à l'article II dudit décret. »

JACQUES PRÉMONT,
4186-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1627
Section « F »

Québec, 19 septembre 1963.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Joliette.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Joliette, rendue obligatoire par le décret numéro 343 du 17 avril 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE, ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 août 1963;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 343, soit modifié comme suit:

1° L'article 116 est remplacé par le suivant:

« 116. *Apprenti:* Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant:

	Par semaine	*À compter du 1er juillet 1964*
1er semestre	$20.00	$25.00
2ème semestre	25.00	30.75
3ème semestre	28.50	32.00
4ème semestre	35.00	35.00
5ème semestre	40.00	40.00
6ème semestre	45.00	45.00»

CONCERNING an amendment to the decree relating to the construction industry in the electoral district of Duplessis.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree 2218, of November 9, 1961 and amendments, relating to the construction industry in the electoral district of Duplessis;

Whereas the notice has been published in the Quebec official Gazette, issue of August 10, 1963;

Whereas no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefored, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2218, be amended as follows:

"The municipality of Clarke City is added after the municipality of Havre Saint-Pierre, and shall benome part of Zone I described in article II of the said decree."

JACQUES PRÉMONT,
4186 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1627
Section "F"

Quebec, September 19, 1963.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Joliette.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Joliette, rendered obligatory by the decree number 343 of April 17, 1958 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 3, 1963;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 343, be amended as follows:

1. Article 116 is replaced by the following:

"116. *Apprentice:* The minimum wages of the apprentice shall be as follows:

	Per week	*From July 1, 1964*
1st six months	$20.00	$25.00
2nd six months	25.00	30.75
3rd six months	28.50	32.00
4th six months	35.00	35.00
5th six months	40.00	40.00
6th six months	45.00	45.00"

2° L'article 117 est remplacé par le suivant:

« 117. *Durée régulière:* La semaine régulière de travail du barbier ou coiffeur pour hommes est de quarante-huit (48) heures, réparties entre les heures suivantes:

Lundi: chômé;

Mardi, mercredi, jeudi: de 8 a.m. à 7 p.m.;

Vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.;

Samedi et veilles de fêtes chômées: 8 a.m. à 7 p.m. ».

3° L'article 126 est remplacé par le suivant:

« 126. *Apprenti:* Le salaire minimum de l'apprenti est le suivant:

	Par semaine	*À compter du 1er juillet 1964*
1er semestre	$19.50	$24.00
2ème semestre	25.00	30.00
3ème semestre	28.00	31.00
4ème semestre	35.00	35.00
5ème semestre	40.00	40.00
6ème semestre	45.00	45.00»

JACQUES PRÉMONT,
4186-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

2. Article 117 is replaced by the following:

"117. *Regular duration:* The standard work week of barbers and men's hairdresser shall consist of forty-eight (48) hours distributed as follows:

Monday: no work;

Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8:00 a.m. to 7:00 p.m.".

3. Article 126 is replaced by the following:

"126. *Apprentices:* The minimum wages of apprentices shall be as follows:

	Per week	*From July 1, 1964*
1st six months	$19.50	$24.00
2nd six months	25.00	30.00
3rd six months	28.00	31.00
4th six months	35.00	35.00
5th six months	40.00	40.00
6th six months	45.00	45.00

JACQUES PRÉMONT,
4186-o *Associate Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1609

Québec, le 19 septembre 1963.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la recherche et l'exploitation minière dans le Parc provincial de la Gaspésie.

ATTENDU QUE l'article 39 de la Loi concernant les parcs provinciaux (S.R.Q., 1941, chapitre 156), tel qu'amendé par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 71 et par la loi 7 George VI, chapitre 25 soustrait à toute exploitation minière les terrains situés dans le Parc provincial de la Gaspésie;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions du dit article et de l'amendement susdit, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, nonobstant toute loi et règlement à ce contraire, permettre la recherche et l'exploitation de certains minéraux aux conditions qu'il fixe:

ATTENDU QUE depuis 1955, de multiples demandes ont été formulés par des représentants de l'industrie minière requérant le droit d'effectuer dans le Parc provincial de la Gaspésie, des travaux de recherche et d'exploitation minière;

ATTENDU QUE la découverte de gisements minéraux sur le dit territoire favoriserait l'essor économique de la Gaspésie et de la province.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE, conformément aux dispositions de l'article 39 de la Loi concernant les parcs nationaux (S.R.Q., 1941, chapitre 156) tel qu'amendé par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 71 et par la loi 7 George VI, chapitre 25, la recherche et l'exploitation minière, suivant les dispositions de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., 1941, c. 196), des substances définies comme mines et minerais à l'article 4, paragraphe 2 de ladite loi, à l'exception du gaz et pétrole, soient autorisées dans le Parc de la Gaspésie, aux conditions ci-après, savoir:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1609

Quebec, September 19, 1963.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING prospecting and mining in the Gaspesian Provincial Park.

WHEREAS section 39 of the Act concerning Provincial Parks (R.S.Q. 1941, chapter 156), as amended by the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 71 and by the Act 7 George VI, chapter 25, withdraws from any mining explorations the lots of land situated within the Gaspesian Provincial Park;

WHEREAS by virtue of the provisions of the said section and of the above said amendment, the Lieutenant-Governor in Council may, notwithstanding any act and by-law contrary thereto, allow the prospecting for and mining of certain minerals upon certain conditions as he may fix;

WHEREAS that since 1955, numerous requests have been made by representatives of the mining industry requesting the right to carry on work in prospecting and mining explorations in the Gaspesian Provincial Park;

WHEREAS the discovery of mineral deposits in the said territory would favor the economic progress of Gaspesia and of the Province.

IT IS THEREFORE ORDERED, upon the proposition of the Minister of Tourism, Fame and Fish:

THAT, in accordance with the provisions of section 39 of the Act concerning the National Parks (R.S.Q., 1941, chapter 156), as amended by the Act 9-10 Elizabeth II, chapter 71 and by the Act 7 George VI, chapter 25, prospecting and mining explorations, according to the provisions of the Quebec Mining Act (R.S.Q., 1941, chapter 196), for substances defined as mines and minerals in section 4, paragraph 2 of the said Act, with the exception of gas and petrol, are authorized in the Gaspesian Park, on the following conditions, to wit:

1° Toute personne ou compagnie détenant un certificat de mineur, un permis de recherche minière, un permis de mise en valeur, une concession minière ou un bail minier en vertu de la Loi des mines de Québec peut cependant utiliser ou occuper dans le parc, le terrain nécessaire aux fins autorisées par le titre ou les titres accordés par ladite Loi des mines, pourvu que telle personne ou compagnie soit également détenteur d'un permis autorisant accès au Parc pour les fins ci-haut désignées;

Ledit permis d'accès au parc sera émis par l'officier ou les officiers nommés par le Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, au détenteur d'un certificat de mineur, d'un permis de recherche minière, d'un permis de mise en valeur, d'une concession minière ou d'un bail minier détenu en vertu de la Loi des mines de Québec, et l'honoraire payable pour ledit permis est de dix dollars ($10.00) par personne si les travaux de prospection ou de mise en valeur ne sont pas conduits par une compagnie ou pour le compte d'une compagnie, et mille dollars ($1,000.-00) dans le cas où le détenteur d'un permis de recherche minière, d'un permis de mise en valeur, d'une concession minière ou de bail minier est une compagnie; la durée dudit permis est pour l'année civile ou la partie de l'année civile pour lequel il est émis;

Ce permis pourra être annulé si le détenteur ou ses employés commettent des infractions aux lois de la chasse et de la pêche ainsi qu'aux règlements du Parc provincial de la Gaspésie.

2° Les présentes prendront effet à compter du premier novembre 1963, moyennant leur publication avant cette date dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,
4199-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

1. Any person or company holding a miner's certificate, a permit for mining prospects, a development licence, a mining concession or a mining lease by virtue of the Quebec Mining Act, may however, use or occupy in the park, the lot of land necessary for the purposes authroized by the title or titles granted by the said Mining Act, providing that such a person or company be also the holder of a permit authorizing access to the Park for the purposes above designated;

The said permit of access to the park shall be issued by the officer or officers appointed by the Minister of Tourism, Game and Fish, to the holder of a miner's certificate, a prospecting certificate, a development licence, a mining concession or a mining lease held by virtue of the Quebec Mining Act, and the fee payable for the said permit is ten dollars ($10.00) per person if the prospecting or development work is not conducted by a company or for the account of a company and one thousand dollars ($1,000.00) in the case where the holder of a prospecting permit, a development permit, of a mining concession or a mining lease is a company; the duration of the said permit is for one civil year or part of the civil year for which it was issued;

This permit may be cancelled if the holder or his employees commit infringements against the game or fish laws as well as against the by-laws of the Gaspesain Provincial Park.

2. These presents will take effect from and after November first, 1963, pursuant to its publication prior to this date in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,
4199 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Village de Rivière-du-Moulin

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Rivière-du-Moulin, qu'à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, ladite corporation s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes (chapitre 233 S.R.Q. 1941).

La municipalité de ville projetée portera le nom de « Ville de Rivière-du-Moulin »;

Les limites de la municipalité de ville projetée comprendront le territoire actuel de la municipalité du village de Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive droite de la Rivière Saguenay avec la ligne séparative des rangs II nord-est Chemin Sydenham et III nord-est Chemin Sydenham; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des rangs II nord-est Chemin Sydenham et III nord-est Chemin Sydenham prolongée jusqu'à l'axe du chemin rang Saint-Martin;

Miscellaneous notices

Village of Rivière-du-Moulin

Public notice is given by these presents by the undersigned, secretary-treasurer of the municipal corporation of the village of Rivière-du-Moulin, that upon the expiry of the legal delays in accordance with the publication of the present notice, the said corporation will apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory into a town municipality and to obtain letters patent for this purpose, under sections 12 and the following of the Cities and Towns Act (chapter 233 R.S.Q. 1941).

The projected town municipality will bear the name of "Town of Rivière-du-Moulin";

The limits of the projected town municipality will include the present territory of the municipality of the village of Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, including with reference to the official cadaster of the parish of Chicoutimi, lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, rivers, water-courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the right bank of the Saguenay River with the dividing line of ranges II northeast Sydenham Road and III northeast Sydenham Road; thence, successively, the following lines and demarcations: the said dividing line of ranges II northeast of Sydenham Road and III northeast Sydenham Road extended as far as the axis of the road of range Saint-

ledit axe dudit chemin en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de l'axe du chemin rang Saint-Joseph; ledit prolongement et ledit axe du chemin rang Saint-Joseph; en allant vers le sud-est, jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 18 des lots 21B, 21A, 20A et 19A rang II nord-est Chemin Sydenham; ledit prolongement et ladite ligne séparant le lot 18 des lots 21B, 21A, 20A et 19A rang II nord-est Chemin Sydenham; la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 66 et 67 rang I nord-est Chemin Sydenham; ladite ligne séparative des lots 66 et 67 traversant la Rivière-du-Moulin et un chemin public jusqu'au côté sud-ouest, dudit chemin sur une longueur de quinze chaines (15.00 chs); une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham, vers le nord-ouest, sur une longueur de cinq chaines et trente mailles (5.30 chs); une ligne droite, allant vers le nord jusqu'à un point situé dans la ligne séparative des lots 67 et 68 rang I nord-est Chemin Sudenham, à une distance de cinq chaines et soixante mailles (5.60 chs) de la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham; une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham, allant vers le nord-ouest, à travers les lots 68, 69 et 70-A; la ligne séparative des lots 70-A et 71-A, allant vers le sud-ouest, sur une distance de dix-neuf chaines et quarante mailles (19.40 chs); une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I nord-est Chemin Sydenham et II nord-est Chemin Sydenham en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 73-A et 74-A; ladite ligne séparative des lots 73-A et 74-A en allant vers le nord-est et se prolongeant, jusqu'à l'axe de la Rivière-Saguenay; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs II nord-est Chemin Sydenham et III nord-est Chemin Sydenham; ledit prolongement jusqu'au point de départ; lequel territoire à être érigée en une municipalité de ville sous le nom de « Rivière-du-Moulin », la municipalité du village de Rivière-du-Moulin devant cesser d'exister; tel que mentionné dans la description technique officielle préparée par monsieur Paul Nadeau, arpenteur-géomètre de Chicoutimi en date du 24 octobre 1962 et ratifiée par le Directeur du Service des Arpentages au ministère des Terres et Forêts à Québec, en date du 20 mars 1963.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de Rivière-du-Moulin établit à quatre mille six cent quatre-vingts (4.680) âmes la population dudit village.

Donné à Rivière-du-Moulin, village, ce 13 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
MARTIAL TREMBLAY.

4094-38-2-o

Martin; the said axis of the said road going toward the southwest up to the extension of the axis of the Saint-Joseph Range road; the said extension and the said axis of the Saint-Joseph Range Road; going toward the southeast up to the extension of the line dividing lot 18 from lots 21B, 21A, 20A and 19A range II northeast Sydenham Road; the said extension and the said line dividing lot 18 from lots 21B, 21A, 20A and 19A range II northeast of Syndenham Road; the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road going toward the northwest to the dividing line of lots 66 and 67 range I northeast Sydenham Road; the said dividing line of lots 66 and 67 crossing Rivière-du-Moulin and a public road as far as the southwest side of the said road along a length of fifteen chains (15.00 chs); a parallel line to the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road, on the northwest along a length of five chains and thirty links (5.30 chs); a staight line, going toward the north up to a point situated in the dividing line of lots 67 and 68 rangē I northeast Sydenham Road, for a distance of five chains and sixty links (5.60 chs) from the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road; a line parallel to the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road, going toward the northwest, across lots 68, 69 and 70-A; the dividing line of lots 70-A and 71A, going toward the southwest along a distance of nineteen chains and forty links (19.40 chs); a line parallel to the dividing line of ranges I northeast Sydenham Road and II northeast Sydenham Road going toward the northwest up to the dividing line of lots 73-A and 74-A; the said dividing line of lots 73-A and 74-A going toward the northeast and extending to the axis of the Saguenay River; the said axis of the said river descending its course to the extension of the dividing line of ranges II northeast Sydenham Road and III northeast Sydenham Road; the said extension up to the starting point; which territory to be erected into a town municipality under the name of "Rivière-du-Moulin", the municipality of the village of Rivière-du-Moulin to cease to exist; as mentioned in the official technical description prepared by Mr. Paul Nadeau, surveyor of Chicoutimi dated October 24, 1962 and ratified by the Director of the Surveying Services in the Department of Lands and Forests at Quebec, dated March 20, 1963.

The census ordered by the council of the municipality of the village of Rivière-du-Moulin established at four thousand six hundred and eighty (4,680) souls the population of the said village.

Given at Rivière-du-Moulin, village, this 13th day of September, 1963.

MARTIAL TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

4094 38-2

Ville de Bagotville

Remboursement d'Obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 273, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: C-1, 20, 31, 34, 36, 106, 125, 139, 141, 143, 148, 177, 197, 216, 322, 325, 352.

Dénomination de $500.00: D-35, 93, 141, 164, 179, 240, 241, 314, 323, 334, 347, 368, 375, 406, 416, 419, 430, 451, 466, 477, 499, 502, 556, 564, 567, 570, 585, 601, 631, 671.

Town of Bagotville

Drawing of Bonds

The following bonds issued under-by-law 273, have been drawn by lots:

Denomination of $100.00: C-1, 20, 31, 34, 36, 106, 125, 139, 141, 143, 148, 177, 197, 216, 322, 325, 352.

Denomination of $500.00: D-35, 93, 141, 164, 179, 240, 241, 314, 323, 334, 347, 368, 375, 406, 416, 419, 430, 451, 466, 477, 499, 502, 556, 564, 567, 570, 585, 601, 631, 671.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er novembre 1963, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
4172-o JOS. EUGÈNE TREMBLAY.

Cité de Montréal

Avis de rachat

Erratum

Aux détenteurs des obligations de la cité de Montréal payables en monnaie américaine de remission désignées « Obligations 5 ¾% à fond d'amortissement pour travaux publics échéant le 1er novembre 1979.

Le droit nominal d'intérêt apparaissant dans l'avis publié à la page 4504 de l'édition du 21 septembre 1963, Tome 95, numéro 38 de la *Gazette officielle de Québec* aurait dû être de 5 ¾% au lieu de 5 ¼%.

Cité de Montréal,
Le Directeur des Finances,
4198-o L. ROBERGE, C.A.

The said bonds shall be redemable ont the 1st of November 1963, from which date they shall cease to bear interest.

JOS. EUGÈNE TREMBLAY,
4172-o *Secretary-Treasurer.*

City of Montreal

Notice of Redemption

Erratum

To the holders of city of Montreal, debentures payable in american finances of the issue designed " 5 ¾% sinking-fund debentures or public works due November 1, 1979.

The nominal rate of interest appearing in the notice published on page 4504 in the issue dated September 21, 1963, Volume 95, No 38 of the *Quebec Official Gazette* should have been 5 ¾% instead of 5 ¼%.

City of Montreal,
L. ROBERGE, C.A.,
4198-o *Director of Finance.*

Chartes — Abandon de

La Société de Boisbrillant Inc.

Avis est donné que « La Société de Boisbrillant Inc. », s'adressera à l'honorable Secrétaire de la province de Québec pour botenir la permision d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire,
4142 (*Signé*) E. LIBOVITCH.

Winmil Construction Co. Ltd.

Avis est donné que « Winmil Construction Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 18e jour de septembre 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
4143 JACK KAYE.

Design Overload Services Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Design Overload Services Ltd. », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, Province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, P.Q., ce 24e jour de septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
4200-o J. ROGER PROVOST.

Tremblay & Boucley Inc.

Prenez avis que « Tremblay & Boucley Inc. », s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montreal, ce dix-huitième jour de juillet, 1963.
Le Procureur de la compagnie,
4208-o HENRI S. BEAULIEU, C.R.

Charters — Surrender of

La Société de Boisbrillant Inc.

Notice is hereby given that "La Société de Boisbrillant Inc.", will apply to The Honourable Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

(*Signed*) E. LIBOVITCH,
4142-o *Secretary.*

Winmil Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Winmil Construction Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leaver to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Date at Montreal, Quebec, this 18th day of September, 1963.

(Seal) JACK KAYE,
4143-o *Secretary.*

Design Overload Services Ltd.

Notice is hereby given that "Design Overload Services Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter unde the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 24th day of September 1963.

J. ROGER PROVOST,
4200-o *Secretary-Treasurer.*

Tremblay & Boucley Inc.

Take notice that "Tremblay & Boucley Inc.", will apply to the secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this eighteenth day of July, 1963.
HENRI S. BEAULIEU, Q.C.,
4208 *Attorney for the Company.*

Compagnie dissoute

Maraf Land Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Maraf Land Development Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 9 juillet 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 septembre 1963, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4141-o 12504-58

Company Dissolved

Maraf Land Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maraf Land Development Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 9, 1958.

Notice is also given that from and after September 16, 1963, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 19, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4141 12504-58

Divers
Compagnies

Atlas Development Inc.

Règlement No XXII

augmentant le nombre des directeurs.

1° « Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à quatre, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs;

2° Quatre directeurs formeront quorum et toutes les décisions seront prises par un consentement unanime. »

Je, soussigné, étant le secrétaire de « Atlas Development Inc. », certifie par les présentes que le règlement précédent a dûment été adopté le 3e jour de janvier 1963 à une assemblée du conseil d'administration tenue ce jour-là et approuvé à une assemblée des actionnaires de la compagnie, tenue le 3e jour de janvier 1963, à laquelle étaient présents ou représentés par procuration cent pour cent (100%) des détenteurs d'actions ordinaires de la compagnie.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
S. JOSEPHSON.

4144 12439-61

Les Carrières Martineau et Deschambault Inc. Martineau and Deschambault Quarries Inc.

Règlement No XX

1° Le nombre des administrateurs de la compagnie soit, par les présentes, réduit de sept à cinq afin que le Bureau d'Administration de la compagnie soit ci-après composé de cinq administrateurs.

2° Trois administrateurs formeront quorum à toute séance du Bureau d'Administration.

3° Tous règlements et résolutions antérieurs de la compagnie, non en conformité avec le présent règlement, sont par les présentes amendés, modifiés et revisés afin de donner effet à ce règlement.

Miscellaneous
Companies

Atlas Development Inc.

By-law No. XXII

increasing the number of directors.

1. "The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors;

2. Four directors shall constitute a quorum and all decisions shall be by unanimous consent."

I, the undersigned, being the Secretary of "Atlas Development Inc.", hereby certify that the foregoing by-law was duly passed on the 3rd day of January, 1963 at a meeting of the board of directors held that day and approved at a meeting of shareholders of the company held on the 3rd day of January, 1963, at which were present, or represented by proxy one hundred per centum (100%) of the holders of the common stock of the company.

(Seal) S. JOSEPHSON,
Secretary.

4144-o 12439-61

Les Carrières Martineau et Deschambault Inc. Martineau and Deschambault Quarries Inc.

By-law No. XX

1. The number of directors of the company is, hereby, reduced from seven to five, in order that the Company's Board of Directors be, hereafter, composed of five Directors.

2. Three directors will form quorum at all meetings of the board of directors.

3. All former by-laws and resolutions of the company not compatible with the present by-law, are hereby amended, altered and revised in order to give effect to this by-law.

Je, soussigné, secrétaire-trésorier de « Les Carrières Martineau et Deschambault Inc. », certifie par les présentes que le susdit règlement No XX a été dûment adopté à une Assemblée des Administrateurs tenue le 9e jour du mois d'août, 1963 et qu'il a été subséquemment approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie dûment convoquée pour cette fin et tenue le 9e jour du mois d'août, 1963 par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent des actions représentées à cette assemblée.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
ROGER ROBERT.

4145-o 5978-45

I, the undersigned, secretary-treasurer of "Martineau and Deschambault Quarries Inc.", do hereby certify that the above-mentioned by-law No. XX has been duly adopted at a meeting of the directors held on the 9th day of the month of August, 1963, and that it was subsequently approved at a special general meeting of the company duly convoked for this purpose and held on the 9th day of the month of August, 1963, by the shareholders holding among themselves one hundred per cent of the shares represented at this meeting.

(Seal) ROGER ROBERT,
Secretary-Treasurer.

4145 5978-45

Delta Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

Règlement No X

Extrait des règlements de « Delta Mining Corporation Limited » (No Personal Liability).

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Delta Mining Corporation Limited » (No Personal Liability), comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de cinq à sept de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de sept directeurs.

2° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Certifié copie conforme du règlement No X de « Delta Mining Corporation Limited » (No Personal Liability), lequel a dûment été décrété à une assemblée du conseil d'administration de la compagnie, dûment tenue le 21e jour d'août 1963, et a subséquemment été sanctionné à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée aux fins d'étudier ce règlement, tenue le même jour.

Le Président,
R. A. MUNRO.

4146-o 12056-62

Delta Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)

By-law No. X

Extract from the by-laws of "Delta Mining Corporation Limited" (No Personal Liability).

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Delta Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified to be a true copy of by-law No. X of "Delta Mining Corporation Limited" (No Personal Liability), which was duly enacted ct a meeting of the board of directors of the aompany, duly held on the 21st day of August, 1963, and was subsequently sanctioned unanimously by the shareholders of the company at a special general meeting of the shareholders duly called for the purpose of considering such by-law, held on the same day.

R. A. MUNRO,
President.

4146-o 12056-62

Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd.

Règlement No 57

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd. », est changé de 4 qu'il était auparavant à celui de 5 et le règlement No 3 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Certificat

Copie certifiée du règlement No 57, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 1er août 1963 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie, tenue le 1er août 1963, par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Président,
(Sceau) ALCIDE DAVID.
Le Secrétaire,
ALFRED COMBES.

4147-o 12560-53

Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd.

By-law No. 57

"The number of the directors of the company "Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd.", is changed from 4 that it was formerly to that of 5 and by-law No. 3 of the company is therefore amended."

Certificate

Certified copy of by-law No. 57, duly adopted at a meeting of the directors held on August 1, 1963 and approved at a special general meeting of the company, held on August 1, 1963, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

ALCIDE DAVID,
(Seal) *President.*
ALDRED COMBES,
Secretary.

4147 12560-53

Wilfrid Ouellet & Fils Ltée
Wilfrid Ouellet & Son Ltd.

Règlement No 24

Règlement numéro 24 augmentant le nombre de directeurs de trois à cinq.

Wilfrid Ouellet & Fils Ltée
Wilfrid Ouellet & Son Ltd.

By-law No. 24

By-law number 24 increasing the number of directors from three to five.

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme un règlement de « Wilfrid Ouellet & Fils Ltée— Wilfrid Ouellet & Son Ltd. », (ci-après nommé la compagnie) ce qui suit:

« 1° Que le nombre de directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs;

2° Trois directeurs constitueront quorum à toutes assemblées du bureau de direction;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incombatibles à icelui sont par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet au règlement numéro 24; »

4° Il est ordonné au secrétaire de faire la publication nécessaire dans la *Gazette Officielle de Québec*, le plus tôt possible.

Vraie copie certifiée du règlement numéro 24 de « Wilfrid Ouellet & Fils Ltée — Wilfrid Ouellet & Son Ltd »., lequel a été dûment decrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment convoquée et tenue le 14e jour de juillet 1962 et confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires, tenue le 14e jour de juillet 1962.

Daté ce 10e jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,
BENOIT SYLVAIN.

(Sceau)
4148-o 2124-48

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Wilfrid Ouellet & Fils Ltée — Wilfrid Ouellet & Son Ltd.", (herein called the company as follow:

"1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors;

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law;

4. The Secretary of the company ordered to attend forthwith to the publication of the required notices in the *Quebec Official Gazette* of the province of Quebec."

Certified to be a true copy of by-law number 24 of "Wilfrid Ouellet & Fils Ltée — Wilfrid Ouellet & Son Ltd.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company, duly held on the 14th day of July 1962, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company, present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 14th day of July 1962.

Dated this 10th day of July, 1963.

BENOIT SYLVAIN,
Secretary.

(Seal)
4148-o 2124-48

C.S.W. Recreational & Sports Club
Club Récréatif & Sportif C.S.W.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 17 septembre 1963, approuvé les règlements généraux de « C.S.W. Recreational & Sports Club — Club Récréatif & Sportif C.S.W. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225, de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4149-o 2100-63

C.S.W. Recreational & Sports Club
Club Récréatif & Sportif C.S.W.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September 17, 1963, approved the general by-laws of "C.S.W. Recreational & Sports Club — Club Récréatif & Sportif C.S.W.", and such in accordance with the provisions of section 225, of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on September 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4149 2100-63

Panorama Development Inc.

Extrait du règlement No 22 adopté par les directeurs et approuvé par tous les actionnaires de « Panorama Development Inc. », à l'assemblée tenue le 5 juillet 1963.

Règlement No 22

« Le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes diminué de quatre à trois de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de trois directeurs. ».

Certifié extrait conforme.

Montréal, 15 juillet 1963.

Le Secrétaire,
SAMUEL HAJUEL.

(Sceau)
4170 11476-59

Panorama Development Inc.

Extract of by-law No. 22 adopted by the directors and approved by all the shareholders of "Panorama Development Inc.", held on July 5, 1963.

By-law No. 22

"The number of directors of the company be and the same is hereby decreased from four to three so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of three directors.".

Certified to be true extract.

Montreal, July 15, 1963.

SAMUEL HAJUEL,
Secretary.

(Seal)
4170-o 11476-59

Blocs de Ciment Rouville Inc.

Règlement No 57

concernant le nombre des directeurs

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Blocs de Ciment Rouville Inc. », est changée

Blocs de Ciment Rouville Inc.

By-law No. 57

concerning the number of directors

"The number of the directors of the company "Blocs de Ciment Rouville Inc.", is changed

de quatre (4) qu'il était auparavant à celui de sept (7) et le règlement no. 3 de la compagnie est modifié en conséquence. ».

Certificat

Copie certifiée du règlement No 57 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 5ième jour de septembre 1963, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue à la même date par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
YVES GAGNON.

4173-o 10623-62

Retreading Service Limited
Service de Rechapage Limitée

Règlement # 7

« Le nombre des directeurs de la compagnie « Retreading Service Limited — Service de Rechapage Limitée », est changé de trois (3) qu'il était auparavant en celui de quatre (4) et la règlement # 7 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement numéro « 7 » dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 7 juin 1963, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 7ième jour de juin 1963 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
GILLES ARMAND.

4174-o 14356-61

Sunrise Industries Quebec Limited

Règlement No 5

augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Sunrise Industries Quebec Limited », que:

1° La section 1 de l'article VIII du règlement No 1 est amendée pour se lire comme suit:

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration de cinq directeurs, chacun d'entre eux au moment de son élection et durant toute la durée de sa fonction devra être détenteur de la compagnie pour au moins une action et ne devra pas avoir d'arrérages concernant tout appel sur icelle. »

Copie conforme certifiée du règlement No 5 de « Sunrise Industries Quebec Limited », dûment décrétée à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 31 décembre 1962 et ratifié à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue plus tard le même jour.

Le Secrétaire-trésorier,
N. H. MACDONALD.

4175 14492-59

Super Plastics Inc.

Règlement No B

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Super Plastics Inc. », (ici nommée la « compagnie »), ce qui suit:

1° « Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre, de sorte qu'à l'avenir, le conseil d'administration de la compagnie sera composé de quatre directeurs.

from four (4) that it was formely to that of seven (7) and by-law No. 3 of the company is therefore amended.".

Certificate

Certified copy of by-law No. 57 duly adopted at a meeting of the directors held on the 5th day of September, 1963, and approved at a special general meeting of the company held on the same date by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

YVES GAGNON,
Secretary.

4173 10623-62

Retreading Service Limited
Service de Rechapage Limitée

By-law # 7

"The number of the directors of the company "Retreading Service Limited — Service de Rechapage Limitée", is changed from three (3) that it was formely into that of four (4) and by-law # 7 of the company is therefore amended."

Certified copy of by-law number "7" duly adopted at a meeting of the directors held the 7th day of June, 1963 by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

GILLES ARMAND,
Secretary.

4174 14356-61

Sunrise Industries Quebec Limited

By-law No. 5

increasing the number of directors from three to five

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Sunrise Industries Quebec Limited", that:

1. Section 1 of article VIII of by-law No. 1 is hereby amended to read as follows:

"The affairs of the company shall be managed by a board of five directors each of whom at the time of his election and throughout the term of his office shall be a shareholder in the company to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any calls thereon."

Certified to be a true copy of by-law No. 5 of "Sunrise Industries Quebec Limited", duly enacped at a meeting of the directors of the company held on December 31, 1962 and ratified at a meeting of the shareholders of the company held later the same day.

N. H. MACDONALD,
Secretary-Treasurer.

4175-o 14492-59

Super Plastics Inc.

By-law No. B

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Super Plastics Inc." (herein called the "company"), as follows:

1. "The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement. »

Copie conforme certifiée du règlement No B de « Super Plastics Inc. » décrété à l'unanimité par les directeurs de la compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue le 7 décembre 1962 et ratifié, sanctionné et confirmé par le vote unanime de tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue à la même date.

Montréal, 7 décembre 1962.

Le Secrétaire,
R. MEDAD.

4176 10466-62

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy of by-law No. B of "Super Plastics Inc.", enacted unanimously by the directors of the company at a meeting duly called and held on December 7, 1962 and ratified, sanctioned and confirmed by the unanimous vote of all the shareholders at a special general meetings of shareholders of the company duly called and held on the same date.

Montreal, December 7, 1962.

R. MEDAD,
Secretary.

4176-o 10466-62

Western Totalizator Company Limited

Loi des compagnies à fonds social étrangères

Avis est donné que, par un nouvelle procuration datée du 16e jour de juillet 1963, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. John G. Porteous, esq., C.R., de chambre 700, édifice de la Banque Royale, 1, Place Ville Marie, en la cité de Montréal, a été nommé agent principal dans la province, de « Western Totalizator Company Limited », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères ci-dessus mentionnée, et ce, en lieu de Charles Wolfson, esq., C.R., de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, le bureau principal de ladite compagnie demeure à chambre 700, édifice de la Banque Royale, 1, place Ville-Marie, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4182 656-57

Western Totalizator Company Limited

Extra-Provinciale Companies Act

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated the 16th day of July, 1963, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. John G. Porteous, Esq., Q.C., of Suite 700, the Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, in the city of Montreal, has been appointed, of lieu of Charles Wolfson, Esq., Q.C., of 1010 St. Catherine Street West, in the city of Montreal, chief agent in the Province of "Western Totalizator Company Limited" an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act, the principal office of the said company remaining at Suite 700, The Royal Bank Building, 1 Place Ville Marie, in the city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4182-o 656-57

Lettres patentes

Couvent de Deschambault

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 9 de la Loi concernant les Soeurs de la Charité de Québec, 11-12 Élizabeth II, chapitre 123, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 septembre 1963, constituant en corporation le « Couvent de Deschambault ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la municipalité de Deschambault, comté de Portneuf.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4150-o 3717-63 — 1186/133

Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi constituant en corporation les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal, 11-12 Élizabeth II, chapitre 122, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Letters Patent

Couvent de Deschambault

Notice is given that under the provisions of section 9 of the Act concerning the Sisters of Charity of Quebec, 11-12 Elizabeth II, chapter 123, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letters patent dated September 6, 1963, incorporating the "Couvent de Deschambault".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the Municipality of Deschambault, county of Portneuf.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4150 3717-63 — 1186/133

Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Notice is hereby given that under the provisions of section 24 of the act incorporating the "Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montreal", 11-12 Elizabeth II, chapter 122, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec

province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 août 1963, constituant en corporation l'« Hôtel-Dieu d'Arthabaska ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Arthabaska, district d'Arthabaska, province de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4151-o 3599-63 — 1186/79

has issued letters patent dated August 28, 1963, incorporating the "Hôtel-Dieu d'Arthabaska".

The head office of the above mentioned corporation is situated at Arthabaska, district of Arthabaska, Province of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4151 3599-63 — 1186/79

Sièges sociaux

Buanderette Tracy Inc.

Avis est donné que la compagnie « Buanderette Tracy Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 3 juillet 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Tracy, a établi son bureau à 1207, Rte Marie-Victorin à Tracy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce 16ième jour de septembre 1963.

(Sceau) *Le Président,*
4154-o JEAN GUERTIN.

Compass Development Ltd.

Avis est donné que « Compass Development Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de juillet 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 403, 50, Place Crémazie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4155 LEON MANASTER.

Laboratoires d'Asphalte Ltée Asphalt Laboratories Ltd

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Laboratoires d'Asphalte Ltée — Asphalt Laboratories Ltd », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes, en date du 8 août 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Chomedey, a établi son bureau au numéro 2900 Blvd. St-Martin, cité de Chomedey.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17ième jour de septembre 1963.

Le Président,
(Sceau) MARCEL NADEAU.
4156-o

Nettoyeurs L. T. Inc. L. T. Cleaners Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nettoyeurs L. T. Inc.— L. T. Cleaners Inc. », consituée en corporation par lettres patentes en date du

Head Offices

Buanderette Tracy Inc.

Notice is hereby given that "Buanderette Tracy Inc.", incorporated by letters patent dated July 3, 1963, and having its head office in the town of Tracy, has established its office at 1207, Marie-Victorin Rte. in Tracy.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this 16th day of September, 1963.

(Seal) JEAN GUERTIN,
4154 *President.*

Compass Development Ltd.

Notice is hereby given that "Compass Development Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of July, 1963, and having its having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at Suite 403, 50, Place Crémazie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1963.

LEON MANASTER,
4155-o *Secretary.*

Laboratoires d'Asphalte Ltée Asphalt Laboratories Ltd

Notice is hereby given that the company "Laboratoires d'Asphalte Ltée — Asphalt Laboratories Ltd", incorporated in the province of Quebec by letters patent on the 8th of August 1963, and having its head office in the city of Chomedey, has established its office at No. 2900, Blvd St-Martin, city of Chomedey.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 17th day of September 1963.

MARCEL NADEAU,
(Seal) *President.*
4156-o

Nettoyeurs L. T. Inc. L. T. Cleaners Inc.

Notice is hereby given that "Nettoyeurs L. T. Inc.— L. T. Cleaners Inc.", incorporated by letters patent dated June 14, 1963, and has its

14 juin 1963 et ayant son bureau principal à ville Brossard, district de Montréal, au No 5950, rue Agathe.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau pricipal.

Donné à Montréal, ce 15ième jour d'août 1963.

Le Président,
4157-o HENRI LÉVEILLÉ.

Niagara Mortgage & Loan Company Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Niagara Mortgage & Loan Company Limited », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1963, et ayant son siège social en la ville de Mont Royal, en la province de Québec, a établi son bureau au No 1320, boulevard Graham.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à ville Mont Royal, ce 11e jour de septembre 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
4158 E. W. MCCRACKEN.

Les Appartements Lamo Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Appartements Lamo Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 août 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Ste-Foy, a établi son bureau au numéro 496, Richard Turner, Ste-Foy.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce vingt-septième jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4160-o GASTON DESJARDINS.

Swisscan Development Ltd.

Avis est donné que « Swisscan Development Ltd. », constitué en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de juillet 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 403, 50, Place Crémazie.

À compter de la date de cet avis, ledir bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4161 LOUIS ORENSTEIN, C.R.

St. Leonard Development Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « St. Leonard Development Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 3e jour de juillet 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal en ladite province, a établi son bureau à chambre 403, 50, Place Crémazie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4162 LOUIS ORENSTEIN, C.R.

head office in ville Brossard, district of Montreal, at No. 5950, Agathe St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 15th day of August, 1963.

HENRI LÉVEILLÉ,
4157 *President.*

Niagara Mortgage & Loan Company Limited

Notice is hereby given that the "Niagara Mortgage & Loan Company Limited", incorporated by letters patent, on the 17th day of January, 1963, and having its head office in the town of Mount Royal, in the province of Quebec, has established its office at No. 1320, Graham Boulevard.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the town of Mount Royal, this 11th day of September, 1963.

(Seal) E. W. MCCRACKEN,
4158-o *Secretary.*

Les Appartements Lamo Ltée

Notice is hereby given that "Les Appartements Lamo Ltée", incorporated by letters patent dated August 13, 1963, and having its head office in the city of Ste-Foy, has established its office at number 496, Richard Turner, Ste-Foy.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twenty-seventh day of August, 1963.

GASTON DESJARDINS,
4160 *Secretary.*

Swisscan Development Ltd.

Notice is hereby given that "Swisscan Development Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of July, 1963, and having its head office on the City of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 403, 50, Place Crémazie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1963.

LOUIS ORENSTEIN, Q.C.
4161-o *Secretary.*

St. Leonard Development Ltd.

Notice is hereby given that "St. Leonard Development Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of July, 1963, and having its head office in the City of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 403, 50, Place Crémazie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1963.

LOUIS ORENSTEIN, Q.C.
4162-o *Secretary.*

Paradis Spécialité Inc.

Avis est donne que la compagnie « Paradis Spécialité Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 juin 1958 et ayant son bureau principal dans la Cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 375, de la rue Ste-Hélène, l'a transporté au numéro 1250 ouest, du bloulevard Charest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce douzième jour de septembre 1963.

Le Secrétaire,
4163-o GUY PARADIS.

Paradis Spécialité Inc.

Notice is hereby given that "Paradis Spécialité Inc.", incorporated by letters patent dated June 14, 1958, and having its head office in the City of Quebec, where its office was situated until today at number 375, Ste-Hélène St., has moved it to number 1250, Charest Blvd. West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this twelfth day of September, 1963.

GUY PARADIS,
4163 *Secretary.*

Hotels Templeton Inc.

Avis est donné que la compagnie « Hotels Templeton Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 19 juillet 1963, et ayant son bureau principal dans le district de Hull, à Gatineau, province de Québec, a établi son bureau au numéro 641 est, boulevard Maloney, Gatineau, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 16 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
4164-o CLAUDE B. BÉGIN, C.A.

Hotels Templeton Inc.

Notice is given that the company "Hotels Templeton Inc.", incorporated in the province of Quebec by letters patent granted under the provisions of the Quebec Companies Act, dated July 19, 1963, and having its head office in the district of Hull, at Gatineau, province of Quebec, has established its office at number 641, Maloney East, Gatineau, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, September 16, 1963.

CLAUDE B. BÉGIN, C.A.,
4164 *Secretary-Treasurer.*

Foyer St-Sacrement Ltée

Avis est, par les présentes, donné que « Foyer St-Sacrement Ltée », constitué en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies du Québec, ceci par lettres patentes, émises sous le grand sceau de la province, en date du 26 juillet, 1961, a maintenant son siège social et sa principale place d'affaires à 1165, chemin Ste-Foy, en les cité et district de Québec.

Québec, le 16 juillet, 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
4165-o ROLAND PICHETTE.

Foyer St-Sacrement Ltée

Notice is given by these present, that "Foyer St-Sacrement Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, this by letters patent issued under the Great Seal of the province, dated July 26, 1961, now has its head office and principal place of business at 1165, Ste-Foy Road, in the city and district of Quebec.

Quebec, July 16, 1963.

(Seal) ROLAND PICHETTE,
4165 *Secretary.*

La Ferme Wilson Inc

Avis est donné que la compagnie « La Ferme Wilson Inc », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er août 1963, et ayant son siège social en la municipalité de la paroisse de St-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 1244, Montée Wilson dans ladite municipalité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social et bureau principal.

Daté à l'Ile Bizard, ce 23e jour de septembre 1963.

La Ferme Wilson Inc
Le Secrétaire-trésorier,
4166-o ROGER WILSON.

La Ferme Wilson Inc

Notice is hereby given that "La Ferme Wilson Inc", a company incorporated by letters patent of the August 1, 1963 and having its head office in the municipality of the parish of St-Raphaël-de-l'Ile Bizard, district of Montréal, has established its office at number 1244, Montée Wilson in the said municipality.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Ile Bizard, this 23rd day of September 1963.

La Ferme Wilson Inc
ROGER WILSON,
4166 *Secretary-Treasurer.*

Edgar Déchêne Ltée

Avis est donné que la compagnie « Edgar Déchêne Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de septembre 1946 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 80, de la rue St-Joseph, l'a transporté au numéro 634 est, du Boulevard Charest.

Edgar Déchêne Ltée

Notice is hereby given that "Edgar Déchêne Ltée", incorporated by letters patent dated the twentieth day of September, 1946, and having its head office in the city of Quebec where its office was situated until today at number 80, St. Joseph St., has moved it to number 634, Charest Blvd. East.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce douzième jour de septembre 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
4167-o LÉOPOLD PAQUET.

Corinth Development Ltd.

Avis est donné que « Corinth Development Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de juillet 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 403, 50, Place Crémazie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4168 LOUIS ORENSTEIN, C.R.

Classified Investments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Classified Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de juillet 1963, en la cité de Montréal, et ayant son siège social en ladite province, a établi son bureau à chambre 403, 50, Place Crémazie.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4169 LOUIS ORENSTEIN, C.R.

Alloy Manufacturing Ltd.

Règlement numéro 25

« Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme un règlement de « Alloy Manufacturing Ltd. », que la cituatio du siège social de la compagnie soit et il est par les présentes chargé de 360, 49e avenue, en la cité de Lachine, district de Montréal, à 5701, chemin Côte St-Paul, en les cité et district de Montréal en la province de Québec. »

Nous, James L. Reid et Aksel Maavara respectivement président et secrétaire de « Alloy Manufacturing Ltd. », certifions sous le sceau corporatif de la compagnie que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement numéra 25 de la compagnie adopté régulièrement par les directeurs de ladite compagnie à une assemblée dûment convoquée et tenue au siège social de la compagnie à 360, 49e avenue en la cité de Lachine, le 5e jour de juin 1963.

Que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue au siège social de la compagnie le même jour, le dit règlement numéro 25 a été approuvé.

Que, à ladite assemblée générale spéciale des actionnaires les actionnaires présents détenaient entre eux toutes les actions en cours du capital-actions de la compagnie et que les actionnaires qui ont voté en faveur dudit règlement tenaient entre eux toutes les actions en cours.

(Sceau) *Le Président,*
J. L. REID.
Le Secrétaire,
A. MAAVARA.
4177-o 1518-63

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its heaf office.

Given at Quebec, this twelfth day of September, 1963.

(Seal) LÉOPOLD PAQUET,
4167 *Secretary.*

Corinth Development Ltd.

Notice is hereby given that "Corinth Development Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of July, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at Suite 403, 50, Place Cremazie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1963.

LOUIS ORENSTEIN, Q.C.,
4168-o *Secretary.*

Classified Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Classified Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of July, 1963, and having its head office in the city of Montreal, int he said province, has established its office at Suite 403, 50, Place Cremazie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1963.

LOUIS ORENSTEIN, Q.C.,
4169-o *Secretary.*

Alloy Manufacturing Ltd.

By-law number 25

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Alloy Manufacturing Ltd.", that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from 360, 49th Avenue in the City of Lachine, District of Montreal to 5701, Cote St. Paul Road, in the city and district of Montreal in the Province of Quebec."

We, James L. Reid and Aksel Maavara respectively President and Secretary of "Alloy Manufacturing Ltd.", do hereby certify under the corporate seal of the company that the foregoing is a true and faithful copy of by-law number 25 of the company regularly adopted by the directors of the said company at a meeting duly called and held at the head office of the company at 360, 49th Avenue in the City of Lachine on the 5th day of June, 1963.

That at a special general meeting of the shareholders of the company duly called and held at the head office of the company the same day, the said by -law number 25 was approved.

That at the said special general meeting of shareholders the shareholders present held themselves all the outstanding shares of the capital stock of the company and that the shareholders who voted in favour of the said by-law held amongst themselves all the outstanding shares.

(Seal) J. L. REID,
President.
A. MAAVARA,
Secretary.
4177-o 1518-63

Charles-Eugène Castonguay Ltée.

Avis est donné que la compagnie « Charles-Eugène Castonguay Ltée », constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des Compagnies de Québec en date du 22ième jour d'octobre 1962, et ayant son bureau principal dans la Cité de Sherbrooke, a établi son bureau au numéro 882 de rue Westmount.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 1er jour de juin 1963.

Le Président,

4178-o CHARLES-EUGÈNE CASTONGUAY.

Charles-Eugène Castonguay Ltd.

Notice is hereby given that "Charles-Eugène Castonguay Ltd.", company is incorporated by letters patent on the 22nd day of October 1963, and having its head office in the City of Sherbrooke, has established its office at No. 882 Westmount Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Sherbrooke, this 1st of June 1963.

CHARLES-EUGÈNE CASTONGUAY,

4178-o *President.*

J. B. Cloutier Inc

Avis est donné que la compagnie « J. B. Cloutier Inc », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1963, et ayant son bureau principal dans la ville de Lorette-ville, a établi son bureau au numéro 140, rue Racine.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 12ème jour de juillet 1963.

Le Secrétaire,

4179-o JEAN NICOL CLOUTIER.

J. B. Cloutier Inc

Notice is given that the company "J. B. Cloutier Inc", incorporated by letters patent dated July 10, 1963, and having its principal office in the town of Loretteville, has established its office at number 140, Racine Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 12th day of July, 1963.

JEAN NICOL CLOUTIER,

4179 *Secretary.*

Restaurant La Fiesta Inc

Avis est donné qu la compagnie « Restaurant La Fiesta Inc » constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1963 et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, a établi son bureau au numéro 2281, Maufils, Québec.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Quebec, ce onzième jour de juillet 1963.

Le Secrétaire-trésorier,

4180-o MME MONIQUE BOUTIN DUMAS.

Restaurant La Fiesta Inc

Notice is hereby given that "Restaurant La Fiesta Inc", incorporated by letters patent dated July 10, 1963, and having its head office in the City of Quebec of Quebec, has established its office at number 2281, Maufils, Quebec.

From and ofter the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this eleventh day of July, 1963.

L. MONIQUE BOUTIN DUMAS,

4180 *Secretary-Tresurer.*

Service de Lavage Général Inc.

Avis est donné que la compagnie « Service de Lavage Général Inc. », constituée en corporation par lettres patentes selon la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du dix-septième jour de janvier 1963, et ayant son son bureau principal dans la ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 80, rue Olivier, à Victoriaville, dans le district d'Arthabaska.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Victoriaville, ce 25e jour de mars 1963.

Par le Président,

4181-o RENÉ LAROCHE.

Service de Lavage Général Inc.

Notice is given that the company "Service de Lavage Général Inc.", incorporated by letters patent according to Part I of the Quebec Companies Act, dated the seventeenth day of January, 1963, and having its head office in the town of Victoriaville, District of Arthabaska, has established its office at number 80, Olivier, at Victoriaville, in the district of Arthabaska.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this 25th day of March, 1963.

By: RENÉ LAROCHE,

4181 *President.*

The St. Lawrence Rugger and Cricket Association Inc.

Règlement numéro 11

« Le siège social de la corporation est par les présentes changé de la cité de Dorval, province de Québec, à la municipalité de St. Chrysostome, province de Québec. »

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « The St. Lawrence Rugger

The St. Lawrence Rugger and Cricket Association Inc.

By-law number 11

"The head office of the corporation is hereby changed from the city of Dorval, Province of Quebec, to the municipality of St. Chrysostome, Province of Quebec. »

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "The St. Lawrence Rugger and

and Cricket Association Inc. », le 25e jour de mars 1963, et par la suite approuvé par au moins les deux-tiers des membres présents à l'assemblée annuelle des membres de la corporation, à laquelle un quorum fut présent.

Le Secrétaire,
G. R. TAYLOR.

4183 10805-60

Financia Inc.

Avis est donné que la compagnie « Financia Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 27e jour d'août 1963, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No 10268, rue St-Denis, dans la dite cité.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24e jour de septembre 1963.

Le Président,
4191-o CLAUDE-ANDRÉ LAVERGNE.

Madden & Son Company Limited

Réglement # 9

changeant le siège social de Québec à Ste-Foy.

Il a été proposé et adopté à l'unanimité que le réglement # 9 ci-après soit et il est par les présentes adopté:

« La principale place d'affaires de « Madden & Son Company Limited », sera à 2835, chemin Gomin, Ste-Foy, district de Québec, en la province de Québec. »

Certifié copie conforme d'un règlement adopté à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 19 août 1963 et approuvé à l'unanimité à une assemblée des actionnaires tenue le même jour.

Le Secrétaire-trésorier,
G. E. PROULX.

4192 9297-41

Jos. Pichette & Fils Lyée

Avis est, par les présentes donné que « Jos. Pichette & Fils Ltée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies du Québec, ceci par lettres patentes émises, sous le Grand Sceau de la Province, en date du 29 septembre, 1961, a maintenant son siège social et sa principale place d'affaires à 3017, rue d'Entremont, Cité de Ste-Foy, district de Québec.

Québec, le 16 septembre, 1963.

(Sceau) *Secrétaire,*
4194-o ROLAND PICHETTE.

Provincial Food Brokers Co.

Avis est donné que « Provincial Food Brokers Co. », constitué en corporation sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 16 août 1963 et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au numéro 139, rue Sauvé, Ouest, Montréal (12).

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 30 août 1963.

Le Secrétaire,
4195-o JACQUELINE PAQUETTE.

Cricket Association Inc.", on the 25th day of March, 1963, and thereafter approved by at least two-thirds of the members present at the annual meeting of members of the corporation, at which a quorum was present.

G. R. TAYLOR,
Secretary.

4183-o 10805-60

Financia Inc.

Notice is hereby given that "Financia Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the first part of the Quebec Companies Act, on the 27th day of August, 1963 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 10268, St-Denis Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 24th day of September 1963.

CLAUDE-ANDRÉ LAVERGNE,
4191-o *President.*

Madden & Son Company Limited

By-law # 9

changing the head office from Quebec to Ste-Foy.

It was moved and carried unanimously that the following by-law # 9 be and it is hereby adopted:

"The chief place of business of "Madden & Son Company Limited", will be at 2835, Gomin Road, Ste-Foy, district of Quebec, in the Province of Quebec."

Certified a true copy of a by-law adopted by the meeting of the directors of the company held on August 19, 1963 and approved unanimously at a meeting of the shareholders held on the same date.

G. E. PROULX,
Secretary-Treasurer.

4192-o 9297-41

Jos. Pichette & Fils Ltée

Notice is hereby given that "Jos. Pichette & Fils Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent issued under the Great Seal of the Province, and dated September 29, 1961, now has its head office and main place of business at 3017, d'Entremont St., City of Ste-Foy, district of Quebec.

Quebec, September 16, 1963.

(Seal) ROLAND PICHETTE,
4194 *Secretary.*

Provincial Food Brokers Co.

Notice is hereby given that "Provincial Food Brokers Co.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, on August 16, 1963, and having its head office in Montreal, has established its office at number 139, Sauvé St. West, Montreal (12).

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office

Montreal, August 30, 1963.

JACQUELINE PAQUETTE,
4195 *Secretary.*

R. C. Construction Inc.

Avis est donné que « R. C. Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 10e jour de juillet 1963 et ayant sa principale place d'affaires à Ville d'Anjou, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 5311, Boulevard du Roi René, Ville d'Anjou.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce premier jour d'août 1963.

(Sceau) *Le Président,*
4201-o ROGER CLOUTIER.

R. C. Construction Inc.

Notice is hereby given that "R. C. Construction Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, on the 10th day of July 1963, and having its head office in the Province of Quebec, at Ville d'Anjou, district of Montreal, has established its office at 5311, Roi René Boulevard, Ville d'Anjou.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this first day of August 1963.

(Seal) ROGER CLOUTIER,
4201-o *President.*

Select Development Ltd.

Avis est donné que « Select Development Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de juillet 1963, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à chambre 403, 50, Place Crémazie, Montréal 11, Qué.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 16e jour d'août 1963.

Le Secrétaire,
4202 JOHN MICHELIN.

Select Development Ltd.

Notice is hereby given that "Select Development Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 3rd day of July, 1963, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Suite 403, 50, Crémazie Place, Montreal 11, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of August, 1963.

JOHN MICHELIN,
4202-o *Secretary.*

Fida Management Company Ltd.

Avis est donné que « Fida Management Company Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 20e jour de juin 1963, a établi son siège social en la cité de Montréal au numéro civique 485, rue McGill.

Daté à Montréal, ce 23e jour de septembre 1963.

Le Secrétaire,
4203 HERBERT B. MCNALLY.

Fida Management Company Ltd.

Notice is hereby given that "Fida Management Company Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act on the 20th day of June, 1963, has established its head office in the city of Montreal at civic number 485, McGill Street.

Dated at Montreal, this 23rd day of September, 1963.

HERBERT B. MCNALLY,
4203-o *Secretary.*

Curatelle publique

Marcel Desfosses

Canada, province de Québec, district d'Arthabaska. Succession vacante de Marcel Desfosses en son vivant de Victoriaville, P.Q.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 4 décembre 1962 par un juge de la cour supérieure siégeant à Arthabaska dans le district d'Arthabaska que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC.
680, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 2. 4193-o

Public Curatorship

Marcel Desfosses

Canada, Province of Quebec, district of Arthabaska. Vacant estate of the late Marcel Desfosses in his lifetime of Victoriaville, P.Q.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on December 4, 1962 by a judge of the Superior Court, sitting at Arthabaska in the district of Arthabaska that, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Ge. VI, c. 62), I am ex officio curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

THE PUBLIC CURATOR.
680, St. Catherine St. West,
Montreal 2. 4193-o

Demandes à la Législature

Bromont Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Bromont Inc. », corporation légalement constituée

Applications to Legislature

Bromont Inc.

Notice is hereby given that "Bromont Inc." a corporate body having its head office in Cowans-

ayant son siège social à Cowansville, dans le district de Bedford, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi pour constituer en une municipalité distincte, régie par la Loi des cités et villes, et par certaines dispositions spéciales, sous le nom de « Ville Bromont », le territoire ci-dessous décrit:

Un territoire faisant actuellement partie des Municipalités du Canton de Brome et du Canton de Shefford comprenant: premièrement: (Dans le Canton de Brome)

Partie du lot 73, lots 74, 75, 76, Partie du lot 77, lots 80, 81, 82, 83, 84, 89, 90, 91, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 352, 353, partie du lot 355, partie du lot 357, partie du lot 358, partie du lot 359, partie du lot 363;

Deuxièmement: (Dans le canton de Shefford)

Les lots 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, partie du lot 1233, lots 1242, 1252, 1252A, 1253, 1253A, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, partie du lot 1261, partie du lot 1262, lots 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, partie du lot 1272, chemin de fer Canadien Pacifique, lots 1270, 1271, 1290.

Montréal, ce 20 septembre 1963.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
GRÉGOIRE, DANSEREAU, DAOUST, DUCEPPE, ALLAIRE, PERRON & BEAUDRY.
1595, rue St-Hubert,
Montréal, P.Q. 4171-39-4-o

ville, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the next session, to obtain the adoption of an Act to incorporate, as a separate municipality, governed by the Cities and Towns Act and by certain special provision, under the name of "Ville Bromont", the following territory:

A territory actually part of the Municipalities of canton de Brome and canton de Shefford including: First: (In the canton de Brome).

Part of lot 73, lots 74, 75, 76, part of lot 77, lots 80, 81, 82, 83, 84, 89, 90, 91, 100, 101, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 352, 353, part of lot 355, part of lot 357, part of lot 358, part of lot 359, part of lot 363;

Second: (In the Canton de Shefford)

Lots 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, part of lot 1233, lots 1242, 1252, 1252A, 1253, 1253A, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, part of lot 1261, part of lot 1262, lots 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, part of lot 1272, Canadian Pacific Railway, lots 1270, 1271, 1290.

Montreal, September 20, 1963.

GRÉGOIRE, DANSEREAU, DAOUST, DUCEPPE, ALLAIRE, PERRON, & BEAUDRY,
Attorneys for the Petitioner.
1595, St. Hubert Street,
Montreal, P.Q. 4171-39-4-o

Clifford Narcisse John Ouimet

Avis est par les présentes donné que « Clifford Narcisse John Ouimet », industriel de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec à la prochaine session pour changer son nom de « Clifford Narcisse John Ouimet », à celui de Clifford Paul Ouimet et pour qu'il puisse exercer ses droits civils sous ce dernier nom.

Montréal, ce 16ième jour de septembre 1963.

Les Procureurs du pétitionnaire,
MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU, TETLEY & PHELAN.
4196-39-4-o

Clifford Narcisse John Ouimet

Public notice is hereby given that "Clifford Narcisse John Ouimet", industrialist of the city and district of Montreal will apply at the next session of Quebec Legislature for an Act authorizing him to change his name from "Clifford Narcisse John Ouimet", to that of "Clifford Paul Ouimet" and to exercise his civil rights under this last name.

Montreal, this 16th day of September, 1963.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU, TETLEY & PHELAN,
Attorneys for Petitioner.
4196-39-4-o

Yanko Doneff

Le soussigné donne avis qu'il présentera, à la prochaine session de la législature du Québec, un projet de Loi pour admettre « Yanko Doneff », de Montréal, à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.
4197-39-4-o

Yanko Doneff

Notice is hereby given by the undersigned that he shall present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill to admit "Yanko Doneff", of Montreal, to the practice of the profession in the Province of Quebec.
4197-39-4-o

Liquidation — Avis de

J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée », tenue le 17 juin 1963, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278).

Winding up Notices

J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of "J. A. A. Leclair, Dupuis, Limitée", held on June 17, 1963, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up voluntarily, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of section 9 of the Winding-up Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278).

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4152-o 110-24

Given at the office of the Provincial Secretary, September 18, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4152 110-24

Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc.

Avis est donné que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc. », tenue le 24 juillet 1963, il a été résolu que ladite compagnie soit liquidée volontairement, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que M. Lloyd C. Finnen, de la cité de Winnipeg, soit nommé liquiateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour de septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

4153 10472-59

Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc.", held on July 24, 1963, it was resolved that the said company be wound up voluntarily, pursuant to the provisions of article 9 of the Winding-up Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278), and that Mr. Lloyd C. Finnen, of the city of Winnipeg, be appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

4153-o 10472-59

Ministère des Finances
Assurances

La Protection Universelle, Compagnie d'Assurances Universal Protection Insurance Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des assurances de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29ème jour de juillet 1963, constituant en corporation: messieurs André Bédard, homme d'affaires, des cité et district de Québec, Amédée Demers fils, industriel, de la cité de Sillery, district de Québec, Jean-H. Gagné, conseiller en loi de la Reine, de la cité de Ste-Foy, district de Québec, Charles Lagueux, industriel, de la cité de Sillery, district de Québec, Conrad Leblanc, homme d'affaires, de la cité de Sillery, district de Québec, Clément Renaud, évaluateur conseil, de la cité de Sillery, district de Québec, et Guy Renaud, comptable général licencié, de la cité de Ste-Foy, district de Québec, tous de la province de Québec, dans le but d'exercer le commerce d'assurance générale, sauf l'assurance et la réassurance sur la vie, et de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: accident, accidents du travail, automobile, aviation, bétail, bris de glace, cautionnement, chaudière à vapeur, crédit, cylone, défectuosité de gicleurs automatiques, dommages aux biens, explosion, faux, fidélité, garantie, grêle, incendie, industrielle, intempéries et autres forces de la nature, loyer, machinerie, maladie, maritime océanique, navigation intérieure, outillage, responsabilité, transport intérieur, vol, sous le nom de « La Protection Universelle, Compagnie d'Assurances — Universal Protection Insurance Company », avec un capital total d'un million de dollars ($1,000,000.00) divisé en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29ème jour de juillet 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
3992-37-4-o RAYMOND DOUVILLE.

Department of Finance
Insurance

Universal Protection Insurance Company La Protection Universelle, Compagnie d'Assurances

Notice is hereby given that under the Quebec Insurance Act, letters patent, dated the 29th day of July, 1963, have been issued by the Lieutenant-Govenor in Council of the Province of Quebec, incorporating: André Bédard, business man, of the city and district of Quebec, Amédée Demers junior industrialist, of the city of Sillery, district of Quebec, Jean-H. Gagné, Queen's counsel, of the city of Ste. Foy, district of Quebec, Charles Lagueux, industrialist, of the city of Sillery, district of Quebec, Conrad Leblanc, business man, of the city of Sillery, district of Quebec, Clément Renaud, consulting appraiser, of the city of Sillery, district of Quebec, and Guy Renaud, certified general accountant, of the city of Ste. Foy, district of Quebec, all domiciled in the Province of Quebec, for the purpose of carrying on the business of general insurance, except life insurance and reinsurance, and for the object of carrying on operations of insurance and reinsurance of the following classes: accident, automobile, aviation, livestock, plate glass, suretyship, steam boiler, credit, tornado, sprinkler leakage, damage to property, explosion, forgery, fidelity, guarantee, hail, fire, industrial, weather, rent, machinery, sickness, marine, ocean marine, inland marine, equipment, liability, inland transportation, house-breaking our burglary, under the name of "Universal Protection Insurance Company — La Protection Universelle, Compagnie d'Assurances", with a total capital of one million dollars ($1,000,000.) divided into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100) each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
3992-37-4-o *Assistant Secretary of the Province.*

Co-operative Life Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Co-operative Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 663, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3748, qui l'autorise à compter du 29e jour de juillet 1963, à effectuer dans la province des contrats d'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 1850, rue Albert, Régina, Saskatchewan.

La compagnie a nommé monsieur François Jobin, C.R., 580 est, Grande-Allée, Québec, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 11 septembre 1963.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
4076-38-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Co-operative Life Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Co-operative Life Insurance Company", registered under number 663, has obtained the license and certificate of registry number 3748, authorizing it, as from the 29th day of July 1963, to undertake in the Province contracts of Life Insurance.

The head office of the company is situate at 1850, Albert Street, Regina, Saskatchewan.

The company has appointed Mr. François Jobin, Q.C., 580, Grande Allée East, Quebec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th day of September 1963.

For the Minister of Finance
of the Province.
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
4076-38-2-o *Superintendent of Insurance.*

Co-operative Fire and Casualty Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Co-operative Fire and Casualty Company », enregistrée sous le numéro 662, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3288, qui l'autorise à compter du 29e jour de juillet 1963, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Explosion; Faux; Garantie (cautionnement et détournement); Grêle; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 1850, rue Albert, Régina, Saskatchewan.

La compagnie a nommé monsieur François Jobin, C.R., 580 est, Grande-Allée, Québec, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 11e jour de septembre 1963.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,
4077-38-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.

Co-operative Fire and Casualty Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Co-operative Fire and Casualty Company", registered under number 662, has obtained the license and certificate of registry number 3288, authorizing it, as from the 29th day of July, 1963, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm: Accident; Automobile; Boiler; Employers' liability; Explosion; Forgery; Guarantee (fidelity and surety); Hail; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Theft.

The head office of the company is situate at 1850, Albert Street, Regina, Saskatchewan.

The company has appointed Mr. François Jobin, Q.C., 580, Grande Allée East, Quebec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 11th day of September, 1963.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, C.A.,
4077-38-2-o *Superintendent of Insurance.*

Département de l'Instruction publique

Ste-Anne-des-Plaines No 2

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Plaines No 2, dans le comté de Terrebonne, le lot 273 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne-des-Plaines pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Anne-des-Plaines No 1, dans le même comté.

Québec, le 23 septembre 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.
4210-39-2-o 764-63

Department of Education

Ste-Anne-des-Plaines No. 2

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 2, in the county of Terrebonne, lot 273 in the official cadaster of the parish of Ste-Anne-des-Plaines, in order to annex it to the school municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 1, in the same county.

Quebec, September 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.
4210-39-2 764-63

Ile-des-Allumettes

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de l'Ile-des-Allumettes, dans le comté de Pontiac, en celui de Chapeau, dans le même comté.

Québec, le 23 septembre 1963.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

4209-39-2-o 1001-60

Iles-des-Allumettes

Application is made to change the name of the school municipality of Ile-des-Allumettes, in the county of Pontiac, to Chapeau, in the same county.

Quebec, September 23, 1963.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

4209-39-2 1001-60

Ministère du Travail

Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses
Rouyn et Noranda

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeuses pour dames dans la région de Rouyn et Noranda, rendue obligatoire par le décret numéro 1574 du 19 septembre 1962, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article 101 (deuxième partie):

« Le décret s'applique également aux coiffeurs pour dames dans les municipalités d'Amos, Val d'Or, Senneterre et Malartic et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1963. 4186-o

Avis de modification

Industrie de la construction
Saguenay

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans le district électoral de Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1323 du 16 avril 1962 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° La dernière phrase du paragraphe « *b* » de l'article XIII sera biffée.

Department of Labour

Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades
Rouyn and Noranda

The Honourable Carrier Fortin, the Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the region of Rouyn and Noranda, rendered obligatory by the decree number 1574 of September 19, 1962, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree.

The following paragraph will be added to article 101 (Part Two):

"The decree also applies to ladies' hairdressers of the municipalities of Amos, Val d'Or, Senneterre and Malartic and a radius of five (5) miles from their limits."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1963. 4186-o

Notice of amendment

Construction Industry
Saguenay

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the electoral district of Saguenay, rendered obligatory by the decree number 1323 of August 16, 1962 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The last sentence of paragraph "*b*" of article XIII will be deleted.

2° Les nouveaux paragraphes « *d* » et « *e* » suivants seront ajoutés à l'article XIII:

« *d*) *Travail le samedi:* Aucun employeur n'aura le droit d'exécuter ou de faire exécuter des travaux le samedi. Toutefois, dans les cas de nécessité urgente, un employeur pourra exécuter de tels travaux, pourvu qu'il en donne avis au Comité paritaire au préalable.

Dans ce dernier cas, tout travail ainsi exécuté le samedi sera rémunéré à raison de salaire double.

L'avis écrit concernant l'exécution des travaux le samedi devra avoir été donné au Comité avant 4 p.m. le jour légal précédent le samedi en question. La preuve de la nécessité urgente incombera à l'employeur.

Le même avis est aussi requis, sujet aux mêmes conditions, de toute personne qui, n'étant pas employeur au sens de cette loi, désire exécuter des travaux le samedi à titre d'artisan ou autre. »

e) *Double emploi:* Le double emploi est défendu. Les employés travaillant pour l'employeur régulier ne pourront, sous peine de congédiement, travailler pour d'autres employeurs ou d'autres personnes; également l'employeur ne pourra en aucun temps faire exécuter le travail soit régulier, soit supplémentaire, à l'heure ou à la pièce par d'autres que ses employés réguliers. »

3° Le paragraphe « *c* » suivant sera ajouté à l'article XIV:

« *c*) Sauf disposition contraire dans le présent décret, tout employé devra payer ses frais de transport de son domicile au site de son travail et vice-versa. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1963. 4186-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des Matériaux de construction, établie en vertu du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 790 du 8 mai 1962, relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1627 du 19 septembre 1963, section « D », le tout, d'accord avec le paragraphe « *i* » de l'article 20 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 août 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

2. The following new paragraphs "*d*" and "*e*" will be added to article XIII.

"*d*) *Saturday work:* No employer shall have the right to work or cause work to be performed on Saturday. However, in cases of urgent necessity, an employer may work providing he gives previous notice thereof to the Parity Committee.

In the latter case, all time worked on Saturday shall be remunerated at the rate of double time.

The notice in writing regarding the execution of work on Saturday shall be given to the Parity Committee before 4:00 p.m. on the legal day preceding the Saturday to be worked. The onus proof of the urgent necessity lies upon the employer.

The same notice is required, subject to the same conditions, from any person who is not an employer within the meaning of the act and who wishes to execute work in the capacity of artisan or in any other capacity.

e) *Double employment:* Double employment is prohibited. Employees working for a regular employer shall not, under penalty of dismissal, work for any other employers or persons; also, employers shall never cause regular or overtime work to be performed, on an hourly or piece work basis, by persons other than their regular employees."

3. The following paragraph "*c*" will be added to article XIV:

"*c*) Subject to the other provisions of the present decree, every employee shall pay for his transportation expenses from his home to the site of operations and vice-versa."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28. 1963. 4186-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, established under decree number 2203 of December 6, 1960, and intrusted with the enforcement of the decree number 790 of May 8, 1962, relating to the ornamental iron and bronze industry, on the region of Montreal has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1627 of September 19, 1963, section "D", in conformity with subsection "*i*" of section 20 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to August 31, 1964, and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 790 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Tous les artisans assujèttis au décret numéro 790 doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% salaires qu'ils ont gagnés dans l'exécution de travaux assujettis audit décret.

c) Les salariés assujettis audit décret numéro 790 doivent verser au Comité pritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commission, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire doit mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au Comité paritaire, à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestiel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

L'estimé des recettes et des déboursés pour la mise à exécution du décret numéro 790, relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation, était inclus dans la requête présentée par le Comité conjoint des Matériaux de construction pour la période comprise entre le 1er mars 1963 et le 1er mars 1964.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1963. 4186-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité Paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull, établi en exécution du décret numéro 387 du 24 avril 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1627 du 19 septembre 1963, section « C », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er septembre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) The professional employers governed by decree number 790, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All artisans subject to decree number 790 shall also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the wages earned y them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree, number 790, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages, commissions, bonuses, allowances.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

The estimate of receipts and disbursements for the administration of the said decree, number 790, relating to the ornamental iron and bronze industry, was included in the Building Materials Joint Committee levy by-law, for the priod between March 1, 1963 and March 1, 1964.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1963. 4186-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité Paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull", formed under decree number 387 of Arpil 24, 1958, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1627 of September 19, 1963, Section "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to September 1, 1964, it is laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen du compagnon fixé à $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables prévus du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Hull, pour la période comprise entre le 1er septembre 1963 et le 1er septembre 1964.

LE COMITÉ PATITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE HULL

Siège social: 175 rue Eddy, Hull

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1963 et le 1er septembre 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 400.00
Artisans	700.00
Salariés	300.00
	$1,400.00

a) The professional employers governed by decree number 387 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the decree.

b) The artisans governed by decree number 387 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of $50.00 per week (lowest wage rate fixed by the decree for journeymen).

c) The employees governed by decree number 387 and amendments, shall pay to the Parity Committee an assessments equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to them to fulfil their obligations towards the Parity committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates, March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire des Barbiers-Coiffeurs de Hull" for the period between September 1, 1963 and September 1, 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE HULL

Head office: 175, Eddy St. Hull

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1, 1963 and September 1, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 400.00
Artisans	700.00
Employees	300.00
	$1,400.00

Déboursés:	
Inspection	$ 250.00
Perceptions et auditions	250.00
Jetons de présence	240.00
Frais de procédures	150.00
Papeterie et itmbres	20.00
Secrétariat	25.00
Téléphone, etc.	15.00
Auto-inspections	250.00
	$1,200.00
Surplus prévu	200.00
	$1,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1963. 4186-o

Disbursements:	
Inspection	$ 250.00
Collectors and Auditing	250.00
Attendance fees	240.00
Legal fees	150.00
Stationery and postage	20.00
Secretary's office	25.00
Telephone, etc.	15.00
Automobile inspection	250.00
	$1,200.00
Surplus	200.00
	$1,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1963. 4186-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Automobile du Comté de Drummond, établi en exécution du décret numéro 102 du 31 janvier 1957 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1627 du 19 septembre 1963, section « B », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivants la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1963 au 30 septembre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $54.60 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 102 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County formed under decree number 102 of January 31, 1957, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1627 of September 19, 1963, section "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments, upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy extends from October 1, 1963 to September 30, 1964, this levy shall be established as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $54.60 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 102, and amendments shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with

de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi des la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile du Comté de Drummond, pour la période comprise entre le 1er octobre 1963 et le 30 septembre 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DU COMTÉ DE DRUMMOND

Siège social: Drummondville, P.Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1963 et le 30 septembre 1964.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 3,500.00
Artisans	1,800.00
Salariés	3,500.00
Honoraires d'examens	200.00
	$ 9,000.00
Déboursés:	
Salaires:	
Secrétaire	$ 1,200.00
Inspecteur	3,120.00
Frais de déplacements:	
Inspecteur	1,820.00
Administration	900.00
Loyer de bureau	240.00
Frais légaux	400.00
Papeterie, timbres, téléphone	300.00
Vérification des livres	120.00
Assurances et frais de cautionnement	240.00
Jetons de présence aux membres du Comité	360.00
Bureau d'examinateurs	300.00
	$ 9,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1963. 4186-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1627 du 19 septembre 1963, section « A », le tout d'accord avec

the assessments of the professional employer and those of his employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the particulars required, he will be given five (5) days' notice the fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Drummond County, for the period between October 1, 1963 and September 30, 1964.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF DRUMMOND COUNTY

Head office: Drummondville, P.Q.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1, 1963 to September 30, 1964.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$ 3,500.00
Artisans	1,800.00
Employees	3,500.00
Examination fees	200.00
	$ 9,000.00
Disbursements:	
Salaries:	
Secretary	$ 1,200.00
Inspector	3,120.00
Travelling expenses:	
Inspector	1,820.00
Administration	900.00
Office rent	240.00
Legal charges	400.00
Stationery, stamps, telephone	300.00
Audition	120.00
Insurance and fidelity bond	240.00
Committee members attendance fees	360.00
Board of examiners	300.00
	$ 9,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1963. 4186-o

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1627 of September 19, 1963, Section "A", in conformity with the provisions

les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et les taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er octobre 1963 au 1er octobre 1964; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1884 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire total payé à leurs salariés, y compris bonis, etc.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1884 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire total, y compris bonis, etc.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze jours (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la Boite de Carton de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er octobre 1963 et le 1er octobre 1964.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOITE DE CARTON DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1963 et le 1er octobre 1964.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$13,800.00
Salariés	13,800.00
	$27,600.00

Déboursés:

Salaires:	
Secrétaire	$ 4,100.00
Assistant-secrétaire	3,300.00
Inspecteur — Zone I	2,800.00
Sténographe	1,800.00
Commis	1,620.00

of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from October 1, 1963, to October 1, 1964; it shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree number 1884, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the total wages paid to their employees, including bonuses, etc.

b) The employees governed by the said decree number 1884, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their total wages, including bonuses, etc.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms to be filled in accordance with the by-laws of the Committee. The professional employer shall have the reports sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee within the fifteen (15) days following the date of expiration of the period for which it is exigible.

The Parity Committee has the right to require sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30 and December, 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec for the period between October 1, 1963 and October 1, 1964.

JOINT COMMITTEE OF THE PAPER BOX INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Probable receipts and disbursements for the period from October 1, 1963, to October 1, 1964.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$13,800.00
Employees	13,800.00
	$27,600.00

Expenses:

Salaries:	
Secretary	$ 4,100.00
Assistant-secretary	3,300.00
Inspector — Zone I	2,800.00
Stenographer	1,800.00
Clerk	1,620.00

Loyer	$ 1,750.00
Taxes d'affaires	90.00
Service téléphonique et éclairage	140.00
Frais de déplacement, inspecteur	400.00
Frais judiciaires et professionnels	500.00
Réserve — créances douteuses	100.00
Impression et papeterie	600.00
Frais de déplacement des membres, jetons de présence, etc.	8,800.00
Timbres-poste, téléphone, L. D. et télégrammes	200.00
Divers	350.00
	$26,550.00
Surplus prévu — réserve	1,050.00
	$27,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 septembre 1963. 4186-o

Rent	$ 1,750.00
Business tax	90.00
Telephone and lighting	140.00
Travelling expenses of inspector	400.00
Professional and judicial fees	500.00
Reserve uncertain, credits	100.00
Printing and stationery	600.00
Travelling expenses of members, atl tendance fees, etc.	8,800.00
Postage, L. D. telephone and telegrams	200.00
Miscellaneous	350.00
	$26,550.00
Surplus, Reserve	1,050.00
	$27,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 28, 1963. 4186-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1264, en date du 1er août 1963, M. Louis-Marcel Joyal, d'Ottawa, avocat et membre du Barreau de la province, conseil en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1318, en date du 8 août 1963, M. Jean-Guy Blanchette, de Sherbrooke, avocat et membre du Barreau de la province, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
4141-o RAYMOND DOUVILLE.

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 1264, adted August 1, 1963, Mr. Louis-Marcel Joyal, of Ottawa, advocate and member of the Provincial Bar, Queen's Counsel.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 1318, dated August 8, 1963, Mr. Jean-Guy Blanchette, of Sherbrooke, advocate and member of the Provincial Bar, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 24, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,
4141 *Assistant Secretary of the Province.*

Soumissions

Ville de St-Georges-Ouest
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gustave Bourque, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, St-Georges-Ouest, comté de Beauce, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi, le 15 octobre 1963, pour l'achat de $145,000 d'obligations de la ville de St-Georges-Ouest, comté de Beauce, datées du 1er novembre 1963 et remboursables par séries du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 94 — $145,000 — aqueduc, égouts, travaux d'améliorations de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1963.

Tableau d'amortissement — $145,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1964	$ 4,000
1er novembre 1965	4,000

Tenders

Town of St-Georges-West
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gustave Bourque, secretary-treasurer, Town Hall, St-Georges-West, county of Beauce, until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, October 15, 1963, for the purchase of an issue of $145,000 of bonds for the town of St-Georges-West, county of Beauce, dated November 1, 1963, and redeemable serially from November 1, 1964 to November 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semiannually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 94 — $145,000 — aqueduct, sewers, work for the improvement of streets.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1963.

Table of redemption — $145,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1964	$ 4,000
November 1, 1965	4,000

1er novembre 1966	$ 4,500
1er novembre 1967	4,500
1er novembre 1968	5,000
1er novembre 1969	5,500
1er novembre 1970	5,500
1er novembre 1971	6,000
1er novembre 1972	6,500
1er novembre 1973	6,500
1er novembre 1974	7,000
1er novembre 1975	7,500
1er novembre 1976	8,000
1er novembre 1977	8,500
1er novembre 1978	9,000
1er novembre 1979	9,500
1er novembre 1980	10,000
1er novembre 1981	10,500
1er novembre 1982	11,000
1er novembre 1983	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Georges, comté de Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1963 à 7.30 heures du soir, en la salle paroissiale, St-Georges-Ouest, comté de Beauce.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Georges-Ouest, (Comté de Beauce), ce 24 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
GUSTAVE BOURQUE.

Hôtel de Ville, C.P. 130,
St-Georges-Ouest, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 228-4132. 4211-o

Ville de La Petite Rivière
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre Huot, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 2005 Boulevard Hamel, La Petite Rivière, comté de St-Sauveur, jusqu'à 7 heures p.m., mardi, le 15 octobre 1963, pour l'achat de $680,000 d'obligations de la ville de La Petite Rivière, comté de St-Sauveur, datées du 1er novembre 1963, et remboursables par séries du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1983, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 190 — $92,000 — construction d'une usine de pompage; 192 — $58,000

November 1, 1966	$ 4,500
November 1, 1967	4,500
November 1, 1968	5,000
November 1, 1969	5,500
November 1, 1970	5,500
November 1, 1971	6,000
November 1, 1972	6,500
November 1, 1973	6,500
November 1, 1974	7,000
November 1, 1975	7,500
November 1, 1976	8,000
November 1, 1977	8,500
November 1, 1978	9,000
November 1, 1979	9,500
November 1, 1980	10,000
November 1, 1981	10,500
November 1, 1982	11,000
November 1, 1983	12,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Georges, county of Beauce.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 15, 1963, at 7:30 o'clock p.m., at the Parochial Hall, St-Georges-West, county of Beauce.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Georges-West, (County of Beauce), September 24, 1963.

GUSTAVE BOURQUE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 130,
St-Georges-West, (Beauce), P.Q.
Telephone: 228-4132. 4211

Town of La Petite Rivière
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Pierre Huot, secretary-treasurer, Town Hall, 2005 Hamel Boulevard, La Petite Rivière, county of St-Sauveur, until 7:00 o'clock p.m. Tuesday, October 15, 1963, for the purchase of an issue of $680,000 of bonds for the town of La Petite Rivière, county of St-Sauveur, dated November 1st, 1963, and redeemable serially from November 1st, 1964 to November 1st, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 190 — $92,000 — construction of a pumping station; 192 — $58,000 — aqueduct,

— aqueduc, égouts, pavage, chaînes de rues, etc.; 197 — $300,000 — aqueduc, égouts, pavage, chaînes de rues, etc.; 203 — $230,000 — aqueduc, égouts, prolongement de rues et chaînes de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1963.

Tableau d'amortissement — $680,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1964	$18,000
1er novembre 1965	19,000
1er novembre 1966	21,000
1er novembre 1967	22,000
1er novembre 1968	23,500
1er novembre 1969	25,000
1er novembre 1970	26,000
1er novembre 1971	28,500
1er novembre 1972	29,500
1er novembre 1973	31,000
1er novembre 1974	33,000
1er novembre 1975	35,500
1er novembre 1976	37,000
1er novembre 1977	39,500
1er novembre 1978	41,500
1er novembre 1979	44,500
1er novembre 1980	47,000
1er novembre 1981	49,500
1er novembre 1982	53,000
1er novembre 1983	56,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à 699 ouest, rue St-Vallier, Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1963 à 7 heures du soir, Hôtel de Ville, 2005 Boulevard Hamel, La Petite Rivière, comté de St-Sauveur.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Petite Rivière, (Comté de St-Sauveur), ce 24 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
PIERRE HUOT.

Hôtel de Ville, 2005 Boulevard Hamel,
La Petite Rivière, (St-Sauveur),
(Québec 8), P.Q.
Téléphone: 681-6007. 4212-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-la-Pérade
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Aristide Roy, secrétaire-trésorier, 21, 2ième Avenue, Ste-Anne-de-la-Pérade, comté de Champ-

sewers, paving, curbs, etc.; 197 — $300,000 — aqueduct, sewers, paving, curbs, etc.; etc.; 203 — $230,000 — aqueduct, sewers, extension of streets and curbs.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1963.

Table of redemption — $680,000 — 20 Years

Year	Capital
November 1, 1964	$18,000
November 1, 1965	19,000
November 1, 1966	21,000
November 1, 1967	22,000
November 1, 1968	23,500
November 1, 1969	25,000
November 1, 1970	26,000
November 1, 1971	28,500
November 1, 1972	29,500
November 1, 1973	31,000
November 1, 1974	33,000
November 1, 1975	35,500
November 1, 1976	37,000
November 1, 1977	39,500
November 1, 1978	41,500
November 1, 1979	44,500
November 1, 1980	47,000
November 1, 1981	49,500
November 1, 1982	53,000
November 1, 1983	56,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at 699 St-Vallier St., West, Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, October 15, 1963, at 7:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 2005 Hamel Boulevard, La Petite Rivière, county of St-Sauveur.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Petite Rivière, (County of St-Sauveur), September 24, 1963.

PIERRE HUOT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2005 Hamel Boulevard,
La Petite Rivière, (St-Sauveur),
(Quebec 8,), P.Q.
Telephone: 681-6007. 4212

The school commissionners for the municipality of Ste-Anne-de-la-Pérade
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Aristide Roy, secretary-treasurer, 21, 2nd Avenue, Ste-Anne-de-la-Pérade, county of Champlain, until 8:00

plain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 15 octobre 1963, pour l'achat de $250,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain, datées du 1er novembre 1963 et remboursables par séries du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 23 août 1963 — $250,000 — construction d'une école élémentaire et secondaire.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1963.

Tableau d'amortissement — $250,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1964	x	$26,500
1er novembre 1965	x	28,000
1er novembre 1966	x	29,500
1er novembre 1967	x	31,500
1er novembre 1968	x	33,500
1er novembre 1969		4,500
1er novembre 1970		4,500
1er novembre 1971		5,000
1er novembre 1972		5,000
1er novembre 1973		5,500
1er novembre 1974		6,000
1er novembre 1975		6,000
1er novembre 1976		6,500
1er novembre 1977		7,000
1er novembre 1978		7,500
1er novembre 1979		8,000
1er novembre 1980		8,000
1er novembre 1981		8,500
1er novembre 1982		9,000
1er novembre 1983		10,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $155,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $31,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-de-la-Pérade.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 15 octobre 1963 à 8 heures du soir, en la salle municipale, Ste-Anne-de-la-Pérade, comté de Champlain.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

o'clock p.m., Tuesday, October 15, 1963, for the purchase of an issue of $250,000 of bonds for the school commissioners of the municipality of Ste-Anne-de-la-Pérade, county of Champlain, dated November 1, 1963, and redeemable serially from November 1, 1964, to November 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 23, 1963 — $250,000 — construction of an elementary and secondary school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1963.

Table of redemption — $250,000 — 20 years

Year		*Capital*
November 1, 1964	x	$26,500
November 1, 1965	x	28,000
November 1, 1966	x	29,500
November 1, 1967	x	31,500
November 1, 1968	x	33,500
November 1, 1969		4,500
November 1, 1970		4,500
November 1, 1971		5,000
November 1, 1972		5,000
November 1, 1973		5,500
November 1, 1974		6,000
November 1, 1975		6,000
November 1, 1976		6,500
November 1, 1977		7,000
November 1, 1978		7,500
November 1, 1979		8,000
November 1, 1980		8,000
November 1, 1981		8,500
November 1, 1982		9,000
November 1, 1983		10,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $155,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $31,000 each, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-de-la-Pérade.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, October 15, 1963, at 8:00 o'clock p.m., at the municipal hall, Ste-Anne-de-la-Pérade, county of Champlain.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-de-la-Pérade, (Comté de Champlain), ce 25 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
ARISTIDE ROY.

21, 2ième Avenue,
Ste-Anne-de-la-Pérade, (Champlain), P.Q.
Téléphone: 217 résidence,
46 bureau. 4213-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Joseph
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Valère Giguère, secrétaire-trésorier, St-Joseph, comté de Beauce, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 16 octobre 1963, pour l'achat de $625,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Joseph, comté de Beauce, datées du 1er novembre 1963 et remboursables par séries du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 17 octobre 1962 — telle que modifiée — 2ième et dernière tranche de $625,000 sur un total de $1,225,000 — construction d'une école secondaire pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1963.

Tableau d'amortissement — $625,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1964	x	$ 69,000
1er novembre 1965	x	74,000
1er novembre 1966	x	77,000
1er novembre 1967	x	83,000
1er novembre 1968	x	87,000
1er novembre 1969		11,000
1er novembre 1970		11,000
1er novembre 1971		11,000
1er novembre 1972		12,000
1er novembre 1973		13,000
1er novembre 1974		13,000
1er novembre 1975		14,000
1er novembre 1976		16,000
1er novembre 1977		16,000
1er novembre 1978		17,000
1er novembre 1979		18,000
1er novembre 1980		19,000
1er novembre 1981		20,000
1er novembre 1982		22,000
1er novembre 1983		22,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $415,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de $83,000 chacun, de 1964 à 1968 inclusivement, seront reçues et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph, comté de Beauce.

Ste-Anne-de-la-Pérade, (County of Champlain), September 25, 1963.

ARISTIDE ROY,
Secretary-Treasurer.

21, 2nd Avenue,
Ste-Anne-de-la-Pérade, (Champlain), P.Q.
Telephone: 217 residence,
46 office. 4213

The school commissionners for the municipality of St-Joseph
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Valère Giguère, secretary-treasurer, St-Joseph, county of Beauce, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, October 16, 1963, for the purchase of an issue of $625,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the village of St-Joseph, county of Beauce, dated November 1, 1963, and redeemable serially from November 1, 1964 to November 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 17, 1962 — as amended — 2nd and last block of $625,000 on a total of $1,225,000 — construction of a secondary school for boys.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1963.

Table of redemption — $625,000 — 20 years

Year		*Capital*
November 1, 1964	x	$ 69,000
November 1, 1965	x	74,000
November 1, 1966	x	77,000
November 1, 1967	x	83,000
November 1, 1968	x	87,000
November 1, 1969		11,000
November 1, 1970		11,000
November 1, 1971		11,000
November 1, 1972		12,000
November 1, 1973		13,000
November 1, 1974		13,000
November 1, 1975		14,000
November 1, 1976		16,000
November 1, 1977		16,000
November 1, 1978		17,000
November 1, 1979		18,000
November 1, 1980		19,000
November 1, 1981		20,000
November 1, 1982		22,000
November 1, 1983		22,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $415,000 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $83,000 each, from 1964 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Joseph, county of Beauce.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 16 octobre 1963 à 8 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, École Youville, St-Joseph, comté de Beauce.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph, (Comté de Beauce), ce 25 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
VALÈRE GIGUÈRE.

C. P. 537, St-Jospeh, (Beauce), P.Q.
Téléphone: 432-6290 code 418. 4214-o

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners, to be held on Wednesday, October 16, 1963, at 8:00 o'clock p.m., in the office of the secretary-treasurer, Youville School, St-Joseph. county of Beauce.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph, (County of Beauce), September 25, 1963.

VALÈRE GIGUÈRE,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 537, St-Joseph, (Beauce), P.Q.
Telephone: 432-6290 code 418. 4214

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Val-d'Or-Bourlamaque
Comté de Abitibi-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Helga Brewer, secrétaire-trésorier, École Secondaire Percival, 980, 7e rue, Val d'Or, comté d'Abitibi-Est, jusqu'à 3 heures p.m., jeudi, 17 octobre 1963, pour l'achat de $190,000 d'obligations des commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de Val d'Or — Bourlamaque, comté d'Abitibi-Est, datées du 1er novembre 1963 et remboursables par séries du 1er novembre 1964 au 1er novembre 1983 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, et non supérieur à 6%, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 2 août 1963 — construction d'une extension de gymnase à l'École Secondaire Percival.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1963.

Tableau d'amortissement — $190,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er novembre 1964	x	$27,000
1er novembre 1965	x	28,000
1er novembre 1966	x	30,000
1er novembre 1967		1,000
1er novembre 1968		1,000
1er novembre 1969		2,000
1er novembre 1970		3,500
1er novembre 1971		4,500
1er novembre 1972		5,000
1er novembre 1973		5,500
1er novembre 1974		6,000
1er novembre 1975		6,500
1er novembre 1976		7,000
1er novembre 1977		7,500
1er novembre 1978		8,000
1er novembre 1979		8,500
1er novembre 1980		9,000

The school commissionners for the municipality of Val d'Or-Bourlamaque
County of Abitibi-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs Helga Brewer, secretary-treasurer, Percival High School, 980, 7th, Street, Val d'Or, county of Abitibi-East, until 3:00 o'clock p.m., Thursday, October 17, 1963, for the purchase of an issue of $190,000 of bonds of the Protestant school commissioners for the municipality of Val d'Or — Bourlamaque, county of Abitibi-East, dated November 1, 1963 and redeemable serially from November 1, 1964 to November 1, 1983 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 2, 1963 — building of a gymnasium extension to the Percival High School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1963.

Table of redemption — $190,000 — 20 years

Year		*Capital*
November 1, 1964	x	$27,000
November 1, 1965	x	28,000
November 1, 1966	x	30,000
November 1, 1967		1,000
November 1, 1968		1,000
November 1, 1969		2,000
November 1, 1970		3,500
November 1, 1971		4,500
November 1, 1972		5,000
November 1, 1973		5,500
November 1, 1974		6,000
November 1, 1975		6,500
November 1, 1976		7,000
November 1, 1977		7,500
November 1, 1978		8,000
November 1, 1979		8,500
November 1, 1980		9,000

1er novembre 1981	$ 9,500
1er novembre 1982	10,000
1er novembre 1983	10,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de $93,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $31,000 chacun, de 1964 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Val d'Or, comté d'Abitibi-Est.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Ottawa et Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, 17 octobre 1963 à 3 heures p.m., à l'École Secondaire Percival, 980, 7e rue, Val d'Or, comté d'Abitibi-Est.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val d'Or, (Comté d'Abitibi-Est), ce 25 septembre 1963.

Le Secrétaire-trésorier,
MME HELGA BREWER.

980, 7e rue,
Val d'Or, (Abitibi-Est), P.Q.
Téléphone: VA-4-6622. 4215

November 1, 1981	$ 9,500
November 1, 1982	10,000
November 1, 1983	10,500

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $93,000, granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $31,000 each, from 1964 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Val d'Or, county of Abitibi-East.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of the said bank in Ottawa and Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1 % of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, October 17, 1963, at 3:00 o'clock p.m., at Percival High School, 980, 7th Street, Val d'Or, county of Abitibi-East.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Val d'Or, (County of Abitibi-East, September 25, 1963.

Secretary-Treasurer,
MRS HELGA BREWER,

980, 7th Street,
Val d'Or, (Abitibi-East), P.Q.
Telephone: VA-4-6622. 4215-o

Syndicats professionnels

Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-David de Falardeau (U.C.C.)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-David de Falardeau (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 8 août 1963.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-David-de-Falardeau, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 13 août 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,
4159-o RAYMOND DOUVILLE.

Association des Employés du Service Funéraire de Montréal et de la Région

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 3 septembre 1963, autorisé le changement de nom du « Syndicat des Employés

Professional Syndicates

Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-David de Falardeau (U.C.C.)

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-David de Falardeau (U.C.C.)", has been authorized by the Provincial Secretary on August 8, 1963.

The head office of the said professional syndicate is situated at St-David-de-Falardeau, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, August 13, 1963.

Assistant Secretary of the Province.
4159 RAYMOND DOUVILLE,

Association des Employés du Service Funéraire de Montréal et de la Région

(*Professional Syndicates' Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on September 3, 1963, authorized the change of name of "Syndicat

de Pompes Funèbres », dont la constitution a été autorisée le 7 juillet 1938, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de l'« Association des Employés du Service Funéraire de Montréal et de la Région », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 17 septembre 1963.

Le Sous-secrétaire de la province,

4184-o RAYMOND DOUVILLE.

des Employés de Pompes Funèbres", the incorporation of which was authorized on July 7, 1938, and the head office of which is situated in Montreal, to "Association des Employés du Service Funéraire de Montréal et de la Région", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, Chapter 162).

Quebec, September 17, 1963.

RAYMOND DOUVILLE,

4184 *Assistant Secretary of the Province.*

Vente d'effets non-réclamé

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1962, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », a divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Waddington Auction Sales, 128, rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le septième jour de novembre 1963, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué., le 23 septembre 1963.

Canadian Pacific Express Company,

Le Surintendant général,

4185-39-6-o W. J. BOWERS.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November, 1962, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Waddington Auction Sales, 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the seventh day of November, 1963, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., September 23, 1963.

Canadian Pacific Express Company,

W. J. BOWERS,

4185-39-6-o *General Superintendent.*

Ventes par licitation

Shapiro *vs* Shapiro *et al*

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 596 081.

Avis est, par les présentes, donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 16e jour d'août 1963, rendu par l'Honorable Juge Maurice Archambault, dans une cause dans laquelle Ephraim Shapiro, modeleur, de Chomedey, district de Montréal, est demandeur et Ben Shapiro, contremaître, des cité et district de Montréal, et ledit Ben Shapiro, contremaître, des cité et district de Montréal en sa qualité de curateur de Dame Rosie Chawoskin Shapiro, sous interdiction, veuve de feu David Shapiro, de son vivant cordonnier, des cité et district de Montréal, et Dame Maisie Shapiro Schneider, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Abe Schneider, dessinateur, des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser sa femme, sont défendeurs, cordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit:

Un emplacement ayant front sur la rue de La Peltrie, en la cité de Montréal et composé de la demie nord-est du lot soixante-quatre du lot originaire numéro cent vingt (120-N.E. ½ 64) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte des Neiges, étant borné comme suit: En front par ladite rue de La Peltrie, en arrière par une partie du lot No 120-1, d'un côté au nord-est par le lot No 120-63 et de l'autre côté, au sud-ouest, par le résidu dudit lot No 120-64, ce résidu étant la portion dudit lot No 120-64 qui est indiqué par une ligne passant à travers le centre du mur mitoyen, ledit emplacement mesurant vingt-huit pieds et cinq dixièmes d'un

Sales by Licitation

Shapiro *vs* Shapiro *et al*

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 596 081.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal in the district of Montreal, on the 16th day of August 1963, rendered by the Honourable Mr. Justice Maurice Archambault, in a cause wherein Ephraim Shapiro, pattern maker, of Chomedey, in the district of Montreal, is plaintiff, and Ben Shapiro, foreman, of the city and district of Montreal, and said Ben Shapiro, foreman, of the city and district of Montreal, in his capacity as curator to the interdicted Dame Rosie Chawoskin Shapiro, widow of the late David Shapiro in his lifetime shoemaker, of the city and district of Montreal, and Dame Maisie Shapiro Schneider, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Abe Schneider, designer, of the city and district of Montreal, and the latter hereto to authorize his wife, are defendants, ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

An emplacement fronting on De La Peltrie Street in the city of Montreal and composed of the northeast half of lot number sixty-four of the original lot number one hundred and twenty (120-N.E. ½ 64) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, being bounded as follows: in front by said De La Peltrie Street, in rear by part of lot No. 120-1 on one side to the north-east by lot No. 120-63 and on the other side to the southwest by the residue of said lot No. 120-64, this residue being the portion of said lot No. 120-64 that is indicated by a line going through the center of the mitoyen wall, said emplacement

pied (28.5') de largeur sur cent sept pieds (107') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et aussi plus ou moins en conséquence du centre exact du mur mitoyen.

Ensemble avec la maison de brique à deux étages, pour deux familles, dessus érigée et portant les numéros civiques 4500 et 4502, rue de La Peltrie, dont le mur sud-ouest est mitoyen.

Tel que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur, et avec toutes les servitudes y attachées.

La propriété ci-dessus décrite telle qu'elle subsiste présentement sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'OCTOBRE dix-neuf cent soixante-trois (1963) à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi par ladite Cour, chambre 31 du Palais de Justice à Montréal, ou en quelqu'autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le protonotaire aux fins de ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avec le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de deux mille dollars sera exigé de tout offrant ou enchérisseur accompagnant chaque offre audit emplacement.

Montréal, 9 septembre 1963.

Les Procureurs du demandeur,
GARONCE & SCHNAIBERG.

Garonce & Schnaiberg, advocates,
Procureurs du demandeur,
400 ouest, rue Ontario, Montréal,
Téléphone: VIctor 4-1083. 4040-37-2

measuring twenty-eight feet and five-tenths of a foot (28.5) in width by one hundred and seven feet (107) in depth, English measure and more or less and also plus or minus depending on the exact center of the mitoyen wall.

Together with the brick-encased two-storey two family building thereon erected bearing civic Nos. 4500 and 4502 De La Peltrie Street, the south-west wall whereof is mitoyen.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind on the part of the Vendor, and with all servitudes attached thereto.

The property above described as it presently subsists will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY the TWENTY-THIRD day of OCTOBER, nineteen hundred and sixty-three (1963), at HALF past TEN o'clock on the forenoon by the said Court, in room 31 in the Court House at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the Prothonotary for the said Sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of two thousand dollars must be made by each bidder with every bid for such emplacement.

Montreal, September 9, 1963.

GARONCE & SCHNAIBERG,
Attorneys for Plaintiff.

Garonce & Schnaiberg, Advocates,
Attorneys for Plaintiff,
400 Ontario Street West, Montreal
Telephone: VIctor 4-1083. 4040-37-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 17,669. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant, *vs* CLAUDE et GÉRARD CORDEAU, défendeurs.

« Une terre située dans le sixième rang, du canton de Durham, formée des lots portant les numéros quatre cent cinquante-quatre, quatre cent cinquante-neuf, quatre cent soixante, et quatre cent soixante-trois (454, 459, 460 et 463) du cadastre du canton de Durham, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, moins cependant et à distraire dudit lot numéro 459 l'emplacement de la fromagerie ».

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 17,669. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff petitioner, *vs* CLAUDE and GÉRARD CORDEAU, defendants.

"A farm situated in the sixth range of the township of Durham, formed of lots bearing numbers four hundred and fifty-four, four hundred and fifty-nine, four hundred ans sixty and four hundred and sixty-three (454, 459, 460 and 463) in the cadaster of the township of Durham, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, less however, and to withdraw from the said lot number 459 the emplace- of the cheese-factory".

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de l'Avenir, comté de Drummond, MARDI le HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1963 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
le 28 août 1963.

— 3949-36-2-o

To be sold "en bloc" at the parochial church door of L'Avenir, county of Drummond, TUESDAY, the EIGHTH day of OCTOBER, 1963, at TWO o'clock in the afternoon.

LOÉ FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
August 28, 1963.

3949-36-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 17,920 { ALBERT TELLIER, employé d'usine, des cité et district de Trois-Rivières,

en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de Laura Tellier, en son vivant de Drummondville, DOLORIA PROVENCHER, fille majeure, ménagère de Drummondville, les demandeurs, ROGER LABELLE, de St-Cyrille de Wendover, défendeur.

« Un terrain mesurant soixante-deux pieds de largeur sur une profondeur de cent vingt pieds, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wendover, comté de Drummond, comme étant une partie du lot numéro vingt-quatre (Ptie 24), avec toutes les bâtisses y érigées; borné en front au sud-est par la route nationale, en profondeur au nord-ouest par Maurice Chapdelaine ou représentants, d'un côté au nord-est par Oscar Thiffault ou représentants, et de l'autre côté au sud-ouest par la clôture; le terrain entre le fossé et la clôture du côté sud-ouest est la propriété de Roger Labelle ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, SAMEDI le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1963 à UNE heure, p.m.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Le 28 août 1963.

3951-36-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 17,920. { ALBERT TELLIER, factory employee, of the city and district of Trois-Rivières, in his quality of testamentary executorfor the estate of Laura Tellier, in his lifetime of Drummondville, DOLORIA PROVENCHER, fille majeure, housekeeper of Drummondville, plaintiffs, ROGER LABELLE, of St-Cyrille de Wendover, defendant.

"A lot of land measuring sixty-two feet in width by a depth of one hundred and twenty feet, known and designated on the official plan and in the book of reference in the cadaster of the township of Wendover, county of Drummond, as being a part of lot number twenty-four (Pt. 24), with all the buildings thereon erected; bounded in front on the southeast by the national highway, in depth in the northwest by Maurice Chapdelaine or representatives, on one side on the northeast by Oscar Thiffault or representative, and on the other side on the southwest by the fence; the lot of land between the ditch and the fence on the southwest is the property of Roger Labelle".

To be sold at the parochial church door of St-Cyrille de Wendover, county of Drummond, SATURDAY, the TWELFTH day of OCTOBER, 1963, at ONE o'clock p.m.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
August 28, 1963.

3951-36-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 4584. { ANDRÉ CHAMPAGNE, garagiste, d'East Templeton, district de Hull,

demandeur, *vs* TRADERS FINANCE CORP., Ltd., corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Toronto, province d'Ontario, défenderesse, et ladite TRADERS FINANCE CORP., LTD., demanderesse reconventionnelle, et ledit ANDRÉ CHAMPAGNE, défendeur reconventionnel, et FERNAND B. MAJOR et CHARLES B. MAJOR, avocats des cité et district de Hull, y faisant affaires ensemble comme tels, sous les nom et raison sociale de « Major & Major, » procureurs distrayants.

« Partie du lot de terre numéro onze (i) (Pt. 11-I), au cadastre pour le Rang numéro un du canton de Templeton, division d'enregistrement de Hull, P.Q., contenant 150 pieds de largeur sur l'ancienne route Hull-Montréal, ou rue Notre-Dame, sur une profondeur de 100 pids, mesure anglaise, tenant au Nord à ladite route ou rue, à l'Est, au Sud et à l'Ouest, au résidu du même lot, la limite Ouest de cet emplacement étant situé à 100 pieds à l'Ouest de la limite Est de la propriété acquise par William Toll et ux., de Charles A. Green ou représentants, le tout tel que plus au long décrit dans un acte

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 4584. { ANDRÉ CHAMPAGNE, garageman, of East Templeton, district of Hull,

plaintiff, *vs* TRADERS FINANCE CORP., LTD., a body politic and corporate, having its head office in the city of Toronto, Province Oontario, defendant, and the said TRADERS FINANCE CORP., LTD., counter-claim plaitiff, and the said ANDRÉ CHAMPAGNE, counter-claim defendant, and FERNAND B. MAJOR and CHARLES B. MAJOR, advocates of the city and district of Hull, carrying on business together as such, under the name and style of "Major & Major," Seizing Attorney.

"Part of lot of land number eleven (i) (Pt.11-I), on the cadaster for range number one of the township of Templeton, registration division of Hull, P.Q., containing 150 feet in width on the old Hull-Montreal road, or Notre-Dame Street, along a depth of 100 feet, English measure, touching on the north the said road or street, on the east, south and on the west, by the residue of the same lot, the west limit of this emplacement beig situated at 100 feet to the west of the east limit of the property purchased by William Toll et ux., from Charles A. Green or representatives, the whole as described at greater length in

enregistré audit bureau d'enregistrement, sous le No. 98929; compris tous les bâtiments y élevés, circonstances et dépendances (251-258 rue Notre-Dame, Templeton Est, Québec) ».

Pour être vendue à la porte de l'église Ste. Rose de Lima, à Templeton, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, 1963, à TROIS heures, de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
le 30 août, 1963.

3981-36-2-o

a registered deed at the said Registry Office under No. 98929; including all the buildings therein erected, circumstances and dependencies, (251-258 Notre-Dame St., Templeton, East, Quebec)".

To be sold at the church door of Ste-Rose de Lima, at Templeton, on the NINTH day of OCTOBER, 1963, at THREE o'clock in the afternoon

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
August 30, 1963.

3981-36-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 34972 { DAME GERMAINE PORTELANCE, marchande publique veuve non remariée de GUY DAVID, domiciliée à Val-des-Bois, district de Hull, demanderesse, *vs* JACQUES LAROCQUE, des mêmes lieux, défendeur.

« Un terrain situé sur le côté Est de la nouvelle route No 35, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois A, rang huit, au cadastre officiel du canton de Villeneuve (Ptie 3A, rg. 8), mesurant 300 pieds de largeur, du Nord au Sud, par une profondeur de 178.5 pieds dans sa ligne Nord et 155.9 pieds dans sa ligne Sud, à partir de ladite route No 35 en allant vers l'Est; borné en front à l'Ouest par la route No 35, au Nord par partie de 4A, propriété de Damien Morin, à l'Est et au Sud par partie de 3A, propriété de David Prescott ou représentants; avec bâtisses érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de la Garde, au village de Val-des-Bois, district de Hull, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE, 1963, à TROIS heures, de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 23 septembre, 1963.

4188-39-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 34972. { DAME GERMAINE PORTELANCE, public merchant, unremarried widow of GUY DAVID, domiciled at Val-des-Bois, district of Hull, plaintiff, *vs* JACQUES LAROCQUE, of the same places, defendant.

"A lot of land situated on the east side of the new highway No. 35, known and designated as being a part of lot number three A, Range eight, in the official cadaster of the township of Villeneuve (P. 3A, R. 8), measuring 300 feet in width, from north to south, by a depth of 178.5 feet on its north line and 155.9 feet on its south line, from the said highway No. 35 going towards the east; bounded in front, on the west by highway No. 35, on the north by part of 4A, property of Damien Morin, on the east and on the south by part of 3A, property of David Prescott or representatives, with the buildings thereon erected."

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Garde, in the village of Val-des-Bois, district of Hull, on the THIRTIETH day of OCTOBER, 1963, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office
September 23, 1963.

4188-39-2

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 3148. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Montréal, demanderesse *vs* ROOSEVELT VALLÉE, ci-devant de la cité de Thetford-Mines, maintenant de St-Benoit Labre, défendeur.

« Un emplacement situé au numéro 892 de la rue Sylvain en la cité de Thetford-Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro cent quarante-sept de la subdivision du lot numéro cinq cent cinquante sept (No 557-147) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande dans le comté de Mégantic, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droit de mines pour appartenir à qui de droit, et sujet aux conditions et restrictions mentionnées, dans l'acte de vente par Georges Boulanger à Gérard Hamel, exécuté devant Me Marcel Dallaire, notaire, le onze novembre mil neuf cent cinquante-sept et enregistré au bureau d'enregistrement de Thetford, à Thetford-Mines, le trente novembre mil neuf cent cinquante-sept, sous le numéro 31846 ».

MÉGANTIC

Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, No. 3148. { LA COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE DE MONTRÉAL, body legally incorporated, having its head office in the city of Montreal, plaintiff, *vs* ROOSEVELT VALLÉE, formerly of the city of Thetford-Mines, now of St-Benoit Labre, defendant.

« An emplacement situated at number 892 Sylvain St. in the city of Thetford Mines, known and designated as being lot number one hundred and forty-seven of the subdivision of lot number five hundred and fifty-seven (No. 557-147) in the official cadaster for the township of Irlande in the county of Mégantic, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, under mining reservations and mining rights to belong to whom it may concern, and subject to the conditions and restrictions mentioned in the Deed of sale by Georges Boulanger to Gérard Hamel, drawn up before Me Marcel Dallaire, notary, on the eleventh day of November, one thousand nine hundred and fifty-seven and registered in the registry office in Thetford, in Thetford-Mines, on the thirtieth day of November one thousand nine hundred and fifty-seven, under number 31846."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Maurice, en la cité de Thetford-Mines, district de Mégantic, MARDI, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DENIS GUENETTE.

Thetford-Mines, P.Q.
le 29 août 1963.

3979-36-2-o

To be sold at the parochial church door of St-Maurice, in the city of Thetford-Mines, district of Mégantic, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

DENIS GUENETTE,
Sheriff.

Thetford-Mines, P.Q.,
August 29, 1963.

3979-36-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 610 185. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* HERMAN F. MUELLER, défenderesse.

« Un certain emplacement situé dans la ville de Duvernay, dans la province de Québec, ayant front sur la rue « DuRuisseau » (cette rue étant connue comme le lot 350-95), connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent de Paul, comme la subdivision numéro quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro trois cent cinquante (350-97), mesurant cent onze pieds et quatre-vingt-douze centièmes de pied (111-92′), en largeur de front le long de ladite rue: cent pieds (100′) de largeur en arrière le long de sa ligne nord; cent quatorze pieds et quarante-neuf centièmes de pied (114-49′) en profondeur dans sa ligne de côté est et soixante-quatre pieds et cinq dixièmes de pied (64.5′) de profondeur dans sa ligne de côté ouest laquelle ligne s'étend le long de la ligne d'une rue étant désignée comme le lot numéro 350-99.

Ce lot a une superficie totale de huit mille sept cent quatre-vingt-deux pieds carrés (8782 p.c.).

Tous les lots susmentionnés dont partie du plan cadastral, division d'enregistrement du comté de Laval, et toutes les mesures susmentionnées sont de mesure anglaise et décimales d'icelles.

Avec la maison dessus érigée.

Sujet à cette certaine servitude créée en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada en vertu de cet Acte de Servitude exécuté devant Claude Séguin, notaire, le vingt-six février, mil neuf cent cinquante-huit, enregistré sous le no 118964. »

Numéro civique de l'emplacement: 435, Kugler, Duvernay.

Un dépôt de $1325.00 sera exigé de chacun et de chaque enchérisseur d'après un jugement de l'honorable juge G. B. Puddicombe, rendu le 19 septembre 1963.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, le TRENTE ET UNIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1963, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 24 septembre 1963.

4204-39-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 610 185. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* HERMAN F. MUELLER, defendant.

"That certain emplacement situated in the town of Duvernay, in the Province of Quebec, fronting on "DuRuisseau" Street (this street being known as lot 350-95), known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Vincent de Paul, as subdivision number ninety-seven, of original lot number three hundred and fifty (350-97), measuring one hundred and eleven feet and ninety-two hundredths of a foot (111.92′), in width in front along the said street; one hundred feet (100′) in width in rear along its north line; one hundred and fourteen feet and forty-nine hundredths of a foot (114-49′) in depth in its eastern side line and sixty-four feet and five tenths of a foot (64.5′) in depth in its western side line which line lies along the line of a street being designated as lot number 350-99.

This lot has a total superficial area of eight thousand seven hundred and eighty-two square feet (8782 s.f.).

All the above lots are of the said cadastral plan registration division of Laval county, and all the above measurements are of English measure and decimals thereof.

With the house thereon being erected.

Subject to that certain servitude created in favour of the Bell Telephone Company of Canada in virtue of that certain deed of servitude executed before Claude Séguin, notary, on the twenty-sixth February, nineteen hundred and fifty-eight, registered under no. 118964."

Civic number of the emplacement: 435 Kugler, Duvernay.

A deposit of $1325.00 will be required from each bidder according to a judgment of the Honourable Judge G. B. Puddicombe, rendered on September 19, 1963.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Vincent de Paul, county of Laval, the THIRTY-FIRST day of the month of OCTOBER, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, September 24, 1963.

4204-39-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 123-978. { COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 123-978. { MONTREAL LIFE INSURANCE COMPANY, body legally incorporated, having its head office at number 630 Sherbrooke St.

au numéro 630, rue Sherbrooke Ouest, cité et district de Montréal, *contre* PAUL MARCEL DELBOS, restaurateur, faisant affaires à 8, rue du Trésor, Québec, sous la raison sociale de « RESTAURANT LA VEILLE FRANCE », domicilié à 526, rue de la Visitation, Ste-Foy, P.Q.

« Un terrain ou emplacement mesurant soixante pieds de largeur par cent trois pieds de profondeur (60′ x 103′) plus ou moins, et mesure anglaise et plus particulièrement décrit comme suit:

1° La subdivision numéro sept du lot originaire numéro trois cent sept (307-7), du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Foy, maintenant ville de Ste-Foy, bornée en front au nord-est par les lots numéros 307-4 et 307-5, au sud-ouest par une lisière de terrain ci-après en deuxième lieu décrite, étant une partie non-subdivisée du lot originaire numéro 307, et au nord-ouest par le lot numéro 307-8, mesurant soixante pieds de largeur par cent pieds de profondeur (60′ x 100′) plus ou moins et mesure anglaise, contenant en superficie six mille pieds carrés.

2° Une lisière de terrain contiguë au sud-ouest à la subdivision ci-dessus décrite: mesurant trois pieds de profondeur sur soixante pieds de largeur (3′ x 60′) soit la largeur dudit lot numéro 307-7; étant une partie non subdivisée du lot originaire numéro trois cent sept (ptie non subd. 307) du susdit cadastre; bornée au nord-est par le lot numéro 307-7 précédemment décrit, au nor-ouest et au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 307, et au sud-est par le lot numéro 307-5, du susdit cadastre.

Avec bâtisse dessus construite portant le numéro civique 526, rue de la Visitation, circonstances, et dépendances et sans exception ni réserve de la part du débiteur.

Avec droit de vue sur la subdivision numéro huit du lot originaire numéro trois cent sept (307-8) du cadastre officiel de Ste-Foy, tel que le tout est précisé dans un acte de constitution de servitude exécuté devant Me Jacques Taschereau, N.P., le vingt-deuxième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-deux et enregistré à Québec, sous le numéro 369-848. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté Québec, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 24 septembre 1963. 4187-39-2-o
[Première insertion: 28 septembre 1963.]
[Deuxième insertion: 19 octobre 1963.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 272-683. C.S. 125-840. } SAUL GARNEAU, courtier en assurances ayant sa résidence au numéro 2000 Ave Royale, Courville, district de Québec, *contre* EDMOND BOILY, ayant sa résidence au Lac St-Charles, district de Québec.

« Un emplacement situé en la paroisse Ste-Françoise Cabrini, Lac St-Charles, étant un côté du lot connu et désigné sous le numéro (1404 partie) mille quatre cent quatre du cadastre de St-Ambroise de la Jeune Lorette borné comme suit: au nord-est par le chemin public, au nord-ouest par un chemin de sortie appartenant à Lorenzo Rhéaume dans lequel tout donataire aura droit de passage, à l'arrière au sud-ouest par le résidu de la terre de Lorenzo Rhéaume et

West, city and district of Montreal, *versus* PAUL MARCEL DELBOS, restaurateur, carrying on business at 8 du Trésor St., Quebec, under the style of "RESTAURANT LA VEILLE FRANCE", domiciled at 526 de la Visitation St., Ste-Foy, P.Q.

"A lot of land or emplacement measuring sixty feet in width by one hundred and three feet in depth (60′ x 103′), more or less, English measure, and more particularly described as follows:

1. The subdivision number seven of original lot number three hundred and seven (307-7), in the official cadaster of the parish of Ste-Foy, now the city of Ste-Foy, bounded in front, on the north-east, by lots number 307-4 and 307-5, on the south-west by a strip of land hereinafter described in the second paragraph, being an unsubdivided part of original lot number 307, and on the north-west by lot number 307-8, measuring sixty feet in width by one hundred feet in depth (60′ x 100′), more or less, English measure, having an area of six thousand square feet.

2. A strip of land adjacent, on the south-west, to the subdivision described above, measuring three feet in depth by sixty feet in width (3′ x 60′) which is the width of said lot number 307-7, being an unsubdivided part of original lot number three hundred and seven (unsubdivided P. 307) in the afore-mentioned cadaster; bounded on the north-east by lot number 307-7, previously described, on the north-west and on the south-west by an unsubdivided part of lot 307, and on the south-east by lot number 307-5, in the aforementioned cadaster.

With the building thereon constructed, bearing civic number 526 de la Visitation St., circumstances and dependencies, and without any exception or reserve on the part of the debtor.

With a right of view on subdivision number eight of original lot number three hundred and seven (307-7) in the official cadaster of Ste-Foy, as the whole is summarized in a deed of constitution of servitude drawn up before Me Jacques Taschereau, N.P., on the twenty-second day of October, one thousand nine hundred and fifty-two and registered in Quebec under number 369-848."

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the THRITIETH day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.
Quebec, September 24, 1963. 4187-39-2
[First insertion: September 28, 1963]
[Second insertion: October 19, 1963]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 272-683. S.C. 125-840. } SAUL GARNEAU, insurance broker, residing at number 2000 Royale Ave., Courville, district of Quebec, *versus* EDMOND BOILY, residing at Lake St-Charles, district of Quebec.

"An emplacement situated in the parish of Ste-Françoise Cabrini, Lake St-Charles, being a side of the lot known and designated under number (P. 1404) one thousand four hundred and four in the cadaster of St-Ambroise de la Jeune Lorette, bounded as follows: on the northeast by the public road, on the northwest by an exit road belonging to Lorenzo Rhéaume on which all donees will have right-of-way, in the rear, on the southwest, by the remainder of the farm

au sud-est par la terre de Antonio A. Rhéaume, mesurant exactement: cinquante et un pieds de largeur sur soixante pieds et cinq dixième (51′ x 60.5′) mesure anglaise avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Françoise Cabrini, comté de Québec, le TRENTE ET UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Québec, le 23 septembre 1963. 4189-39-2-o

[Première insertion: 28 septembre 1963]
[Deuxième insertion: 19 octobre 1963]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 123-135. { GABRIEL MERCIER, avocat et conseil de la Reine, domicilié à 865, Boulevard des Chûtes, Beauport, Que., *contre* GUY STE-MARIE, industriel, domicilié à 815, Boulevard des Chûtes, Beauport, et DAME REINE SAURIOL, veuve de feu J. Ulysse Ste-Marie, domiciliée à 87, rue du Manège, Beauport, Que., et GUY STE-MARIE, industriel, domicilié à 815, Boulevard des Chûtes, Beauport, et NOËL STE-MARIE, industriel, domicilié à 776, Boulevard des Chûtes, Beauport, en leur qualité de fiduciaires de la Succession de feu J. Ulysse Ste-Marie.

1° Les subdivisions deux, trois et quatre du lot quatre cent soixante-huit (468-2-3-4); la subdivision un du lot quatre cent soixante-cinq (465-1); la subdivision soixante-onze du lot quatre cent soixante-huit à (468 a-71); les subdivisions deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf du lot quatre cent quarante-cinq (445-2-3-4-5-6-7-8-9); les subdivisions un et deux du lot quatre cent cinquante-neuf (459-1-2); la subdivision quinze du lot mille cinq cent vingt-sept (1527-15), toutes du cadastre du Beauport, le tout formant un bloc, portant le numéro civique 87, rue du Manège, Beauport, borné comme suit:

Au sud-ouest par Arthur Dion; au sud-est par Universa Ltée; à l'est par Lorette Ste-Marie; au nord par l'avenue du Collège; à l'ouest par l'avenue du Manège: avec immeubles, résidence et picine dessus construits.

2° La subdivision neuf du lot quatre cent quarante-cinq (445-9); la subdivision dix du lot quatre cent quarante-cinq (445-10); la subdivision seize du lot mille cinq cent vingt-sept (1527-16); toutes du cadastre de Beauport, le tout formant un bloc, borné comme suit:

Au sud par la rue de la Paix; à l'ouest par la succession Ulysse Ste-Marie; au nord par Laurette Ste-Marie et J.E. Vaillancourt: à l'est par Majella Bédard;

Pour être vendu à la porte de l'église de Beauport, comté de Québec, le TRENTE-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

3° Le lot numéro deux mille quatre cent soixante-dix-huit p du cadastre St-Malo de Québec, borné comme suit:-(2478p)

Au nord par une voie ferrée; à l'est par la rue LeBer, à l'ouest par la Cie Oval Wood Dish Corporation; au sud par la rue des Artisans, avec l'usine dessus construite.

belonging to Lorenzo Rhéaume, and on the southeast by the farm of Antonio A. Rhéaume, measuring exactly fifty-one feet in width by sixty and five-tenths feet (51′ x 60.5′), English measure, with the house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Ste-Françoise Cabrini, county of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Quebec, September 23, 1963. 4189-39-2

[First insertion: September 28, 1963]
[Second insertion: October 19, 1963]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 123-135. { GABRIEL MERCIER, advocate and Queen's Counsel, domiciled at 865 des Chutes Blvd., Beauport, Que., against GUY STE-MARIE, industrialist, comiciled at 815 des Chutes Blvd., Beauport, and DAME REINE SAURIOL, widow of the late J. Ulysse Ste-Marie, domiciled at 87 du Manège, Beauport, Que., and GUY STE-MARIE, industrialist, domiciled at 815 des Chutes Blvd., Beauport, and NOËL STE-MARIE, industrialist, domiciled at 776 des Chutes Blvd., Beauport, in their quality of trustees for the estate of the late J. Ulysse Ste-Marie.

1. Subdivisions tow, three and four of lot four hunder and sixty-eight (468-2-3-4); subdivision or one of lot four hundred and sixty-five (465-1); subdivision seventy One of lot four hundred and sixty-eight a (468a-71); subdivisions two, three, four, five, six, seven, eight and nine of lot four hundred and forty-five (445-2-3-4-5-6-7-8-9-); subdivisions one and tow of lot four hundred and fifty-nine (459-1-2); subdivision fifteen of lot one thousand five hunderd and twenty-seven (1527-15), all of the cadaster of Beauport, the whole forming a block, bearing civic number 87 du Manège St., Beauport, bounded as follows:

On the southwest by Arthur Dion; on the southeast, by Universa Ltée; on the east by Lorette Ste-Marie; on the north, by College Ave., on the west, by du Manège Ave., with immouveables, residence and swimming-pool thereon erected.

2. Subdivision nine of lot four hundred and forty-five (445-9); subdivision ten of lot four hundred and forty-five (445-10); subdivision sixteen of lot one thousand five hundred and twenty-seven (1527-16); all of the cadaster of Beauport, the whole forming a block, as follows:

On the south by the de la Paix Street, on the west, by the estate of Ulysses Ste-Marie; on the north, by Laurette Ste-Marie and J.E. Vaillancourt; on the east, by Majella Bédard;

To be sold at the door of the Beauport Church, County of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next at TEN o'clock in the forenoon.

3. Lot number two thousand four hundred and seventy-eight p of the cadaster of St-Malo of Quebec, bounded as follows:- (2478p)

On the north by a railraod; on the east by LeBer St, on the westby the Cie Oval Wood Dish Corporation; on the south, by the des Artisans St., with the factory thereon erected.

4° Une autre subdivision du lot deux mille quatre cent soixante-dix-huit p (2478p), de même que les subdivisions trois cent quatre-vingt-seize à quatre cent dix du lot deux mille trois cent cinquante-huit (2358-396 à 410) du cadastre de St-Malo de Québec, le tout formant un bloc et borné comme suit:

Au nord par la Cie Oval Wood Dish Corporation; à l'est par la rue des Artisans; à l'ouest par la Cie Oval Wood Dish Corporation; au sud par la Succession Ste-Marie.

5° Une autre partie du lot deux mille quatre cent soixante-dix-huit p (2478p) de forme rectanqulaire, et les subdivisions quatre cent trente à quatre cent trente-six du lot deux mille trois cent cinquante-huit (2358-430 à 436) du cadastre St-Malo de Québec, le tout formant un bloc et borné comme suit:

Au nord par le Gouvernement Provincial; à l'est par la rue Taillon, à l'ouest par la Cie Maupol Realty; au sud-est par le boulevard Charest; au sud-ouest par les lots de la Succession Ste-Marie.

6° Les subdivisions trois cent huit p à trois cent vingt-et un p et la subdivision trois cent quatre-vingt-quatorze p du lot originaire deux mille trois cent cinquante-huit (2358-308p à 321p et 2358-394) du cadastre St-Malo de Québec, le tout formant un bloc et borné comme suit:

Au nord à la succession Ste-Marie; à l'est à la rue des Artisans; à l'ouest à Oval Wood Dish Corporation; et au sud à la Cie Pick Mills.

7° Les subdivisions trois cent trente-et-un à trois cent cinquante-trois p du lot deux mille trois cent cinquante-huit (2358-331 à 353p) du cadastre de St-Malo de Québec, le tout formant un bloc et borné comme suit:

Au nord par la Cie Maupol Realties; à l'est par la Cie Paradis Spécialités; à l'ouest par la Cie St-Malo Heating; au sud par la Cie International Paper.

Pour être vendu à mon Bureau au Palais de Justice, à Québec, le TRENTE-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 23 septembre 1963. 4190-39-2-o

[Première insertion: 28 septembre 1963.]
[Deuxième insertion: 19 octobre 1963.]

4 Another subdivision of lot two thousand four hundred and seventy-eight p(2478p), as well as subdivisions three hundred and ninety-six to four hundred and ten of lot two thousand three hundred and fifty-eight (2358-396 to 410) of cadaster of St-Malo of Quebec, the whole forming a block and bounded as follows:

On the north by the Cie Oval Wool Dish Corporation; on the east by the des Artisans Street; on the west, by the Cie Oval Wood Dish Corporation; on the south, by the Ste-Marie Estate.

5. Annother part of lot two thousand four hundred and seventy-eight p (2478p) of rectangular from, and subdivisions four hundred thirty to four hundred and thirty-six of lot two thousand three hundred and fifty-eight (2358-430 to 436)) of the cadaster of St-Malo of Quebec, the whole forming a blok and bounded as follows:

On the north, by the Provincial Governement; on the east, by Taillon St., on the west, by the Cie Maupol Realty; on the southeast, by Charest Blvd.; on the southwest, by lots of the Ste-Marie Estate.

6. Subdivision three hundred and eight p to three hundred and twenty-one p and subdivision three hundred and ninety-four p of the original lot two thousand three hundred and fifty-eight (2358-308p to 321p and 2358-394) of the St-Malo de Quebec cadaster, the whole forming a block and bounded as follows:

On the north by the Ste-Marie Estate; on the east, by the des Artisans St.; on the west, by Oval Wood Dish Corporation; and on the south, by the Cie Pick Mills.

7. Subdivisions three hundred and thrity-one to three hundred and fifty-three p of lot two thousand three hundred and fifty-eight (2358-331 to 353p) of the cadaster of St-Malo of Quebec, the whole forming a block and bounded as follows:

On the north, by the Cie Maupol Realties; on the east by the Cie Paradis Specialties; on the west, by the Cie St-Malo Heating; on the south, by the Cie International Paper.

To be sold at my office at the Court House in Quebec, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER, next at TWO o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, September 23, 1963. 4190-29-2

[First insertion: September 28, 1963.]
[Second insertion: October 19, 1963.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 125-604. L. G. POWER SAWMILLS LTD., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Giffard, P.Q., *contre* J. A. SAVARD, 23ième Rue Est, Orsainville, P.Q.

« La subdivision No 411 du lot original 51 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église d'Orsainville, comté de Québec, le TRENTE-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain à DIX heures del'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ME ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 24 septembre 1963. 4205-39-2-o

[Première insertion: 28 septembre 1963.]
[Deuxième insertion: 19 octobre 1963.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No 125-604. L. G. POWER SAWMILLS LTD., a corporation legally incorporated, having its principal place of business at Giffard, P.Q., *against* J. A. SAVARD, 23rd Street, East, Orsainville, P.Q.

"Subdivision No. 411 of original lot 51 of the official cadaster of the parish of Charlesbourg, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Orsainville, county of Quebec, on the THRITY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's office, *Sheriff.*
Quebec, September 24, 1963. 4205-39-2

[First insertion: September 28, 1963]
[Second insertion: October 19, 1963]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 16-591. { EDGARD TRINQUE, cultivateur, domicilié à St-Guillaume, comté d'Yamaska, demandeur, *vs* PHILIAS MÉNARD, résidant à St. Marcel, comté d'Yamaska, défendeur.

« Les lots portant les Nos 87-88-89 du cadastre du comté de Richelieu pour la paroisse de St-Marcel, le tout se trouvant en la possession de Mr. Philias Ménard, défendeur aux présentes. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1963, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 30 août 1963.

3978-36-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 24-842. { RAYMOND BROUILLARD, garagiste, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, et faisant affaire sous les noms et raison sociale de Garage Raymond Brouillard, demandeur, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu.

District de St-Hyacinthe

Cour de Magistrat, No 24-885. { ST. HYACINTHE AUTO PARTS LTD., corps politique légalement constitué, ayant sa principale place d'affaire dans les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesse, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domicilié et résidant à St-Marcel, comté d'Yamaska, district de Richelieu, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à 11 heures le quatrième jour de mars 1963, à St-Marcel, comté d'Yamaska, aura lieu à ONZE heures a.m. le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1963, à St-Marcel, comté d'Yamaska.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

3980-36-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 16-591. { EDGARD TRINQUE, farmer, domiciled at St. Guillaume, county of Yamaska, plaintiff, *vs* PHILIAS MÉNARD, residing at St. Marcel, county of Yamaska, defendant.

Lots bearing Nos. 87-88-89 in the cadaster of the county of Richelieu for the parish of St. Marcel, the whole being found in the possession of Mr. Philias Ménard, defendant in these presents."

To be sold at the church door of St. Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, on the NINTH day of OCTOBER, 1963, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, August 30, 1963.

3978-36-2

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, No. 24-842. { RAYMOND BROUILLARD, garageman, domiciled and residing at St. Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, and carrying on business under the name and style of Garage Raymond Brouillard, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domiciled and residing at St-Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu.

District of St. Hyacinthe

Magistrate's Court, No. 24-885. { ST. HYACINTHE AUTO PARTS LTD., body politic legally incorporated, having its main place of business in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE GAGNÉ, domiciled and residing at St. Marcel, county of Yamaska, district of Richelieu, defendant.

Notice is hereby given that the sale of immoveables seized in the present cause, which was to have taken place at eleven o'clock on the fourth day of March, 1963, at St. Marcel, county of Yamaska, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER 1963, St-Marcel, county of Yamaska.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

3980-36-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, No. 4142. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur requérant, *vs* PATRICK LEHOUX, cultivateur, domicilié à Weedon, comté de Wolfe, district de Saint-François, défendeur intimé.

« Une terre située à Weedon, composée:

« 1° du lot numéro onze-t (11-t) du rang cinq, au cadastre officiel du canton de Weedon, contenant quatre-vingt-un acres en superficie, plus ou moins;

« 2° d'une partie du lot numéro un (Ptie 1), du cadastre officiel du village de Weedon-centre, tenant en front à la route Nationale numéro 1, en arrière au terrain du chemin de fer Québec

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of Saint Francis

Superior Court, No. 4142. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner, *vs* PATRICK LEHOUX, farmer, domiciled at Weedon, county of Wolfe, district of Saint Francis, defendant respondent.

"A farm situated at Weedon, composed:

"1. of lot number eleven-t (11-t) on range five, in the official cadaster of the township of Weedon, having an area of eighty-one acres, more or less;

"2. of a part of lot number one (P. 1) in the official cadaster of the village of Weedon-centre, bordering in front on the National Highway number 1, in the rear on the land belonging to

Central, sur toute la largeur dudit lot un, borné au nord-est par le lot deux et au sud-ouest par le canton de Weedon;

« 3° d'un terrain faisant partie du lot numéro cent cinquante-neuf (Ptie 159), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Weedon-centre, de la contenance de vingt arpents de terrain en superficie, plus ou moins, borné d'un côté au sud-ouest par Pierre Patry, ou représentants, au nord-est, partie par Raoul Patry ou représentants, et partie par Arthur Leroux, ou représentants, et de l'autre côté au sud-est à la route Nationale numéro 1, au nord-ouest par Joseph Cliche ou représentants; à distraire dudit terrain la partie vendue à Arthur Leroux, suivant acte passé devant le notaire J.A. Poitras, le 7 juin 1957, enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous le numéro 62,661, et à distraire également un emplacement de cent cinquante pieds de front par cent cinquante pieds de profondeur, tel que décrit dans un acte de vente reçu devant Mtre Pierre Beaudoin, notaire, le quatre octobre 1960, enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous le numéro 67,066;

« Le tout avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, et sujet à la servitude en faveur de la Shawinigan Water & Power Company, sur le lot onze-t ci-dessus décrit, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement de Wolfe, sous le numéro 62,931.

« Sauf à distraire: une lisière de terrain, de figure irrégulière, montrée par les lettres « A-B-C-D-A », sur un plan préparé par le Ministre de la Voirie, en date du 19 septembre 1962, située au sud-est de la route actuelle, à prendre du lot 11-t du rang 5, du cadastre officiel du canton Weedon, comté de Wolfe.

« Bornée au sud-ouest par le lot 11-A (Félicien Mercier), au nord-ouest par la route actuelle, au nord-est par le lot 12-A, au sud-est par le lot 11-t (Patrick Lehoux), contenant en superficie 31,383 pieds carrés ».

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Janvier, Weedon, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, le 28 août 1963. 3952-36-2-o

[Première insertion, le 7 septembre 1963]

the Quebec Central Railway, by the entire width of said lot one, bounded on the north-east by lot two and on the southwest by the township of Weedon;

"3. of a lot of land forming part of lot number one hundred and fifty-nine (P. 159) on the official plan and book of reference for the cadaster of the township of Weedon-centre, having an area of twenty arpents of land, more or less, bounded on one side, on the southwest, by the land of Pierre Patry or representatives, on the northeast, partly by the land belonging to Raoul Patry or representatives, and partly by that belonging to Arthur Leroux or representatives, and on the other side, on the southeast by National Highway number 1, on the northwest by Joseph Cliche or representatives; to be withdrawn from the said lot of land is the part sold to Arthur Leroux, according to a deed drawn up before J.A. Poitras, notary, on June 7, 1957, registered in the Registry Office in Wolfe, under number 62,661 and also to be withdrawn is an emplacement measuring one hundred and fifty feet in front by one hundred and fifty feet in depth, as described in a deed of sale received before Me Pierre Beaudoin, notary, on October fourth, 1960, registered in the Registry Office in Wolfe, under number 67,066;

"The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and subject to a servitude in favour of the Shawinigan Water & Power Company, on lot eleven-t described above, according to a deed registered in the Registry Office in Wolfe, under number 62,931.

"Save to be withdrawn: a strip of land, irregular in shape, shown by the letters "A-B-C-D-A" on a plan prepared by the Minister of Roads, dated September 19, 1962, situated to the southeast of the present highway, to be taken from lot 11-t on range 5, in the official cadaster of the of Weedon, county of Wolfe.

"Bounded on the southwest by lot 11-A (Félicien Mercier), on the northwest by the present highway, on the northeast by lot 12-A, on the southeast by lot 11-t (Patrick Lehoux), having an area of 31,383 square feet."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Janvier, Weedon, on the NINTH day of OCTOBER, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, August 28, 1963. 3952-36-2

[First insertion: September 7, 1963]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 51295.

ROGER CHAMPAGNE, directeur de funérailles, du village de Montebello, comté de Papineau, district de Hull, demandeur, *vs* DAME BERTHE CAMPBELL, épouse commune en biens de feu Eddy Campbell, en son vivant demeurant dans le canton de Grenville et son augmentation (Pointe-aux-Chênes), comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, et domiciliée à Lefaibre, province d'Ontario, défenderesse.

Avis de vente

Les immeubles ci-après décrits et en la possession de la défenderesse.

« Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour l'augmentation

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 51295.

ROGER CHAMPAGNE, undertaker, of the village of Montebello, county of Papineau, district of Hull, plaintiff, *vs* DAME BERTHE CAMPBELL, wife common as to property of the late Eddy Campbell, in his lifetime a resident of the township of Grenville and its "augmentation" (Pointe-aux-Chênes), county of Argenteuil, district of Terrebonne, and domiciled in Lefaibre, Province of Ontario, defendant.

Notice of sale

The immoveables hereinafter described and in the possession of the defendant.

"An emplacement known and designated in the official plan and book of reference for

de Grenville, dans le premier rang, comme étant une partie de lot numéro trois lettre A; (P. 3-A-R. 1), mesurant cinquante pieds de largeur sur une longueur de cent vingt pieds (50 x 120); borné au nord par la route No 8 Montréal-Hull; à l'est par le résidu du même lot appartenant à Donald Campbell; au sud par le terrain du C.P.R.; et à l'ouest par un emplacement appartenant à Charles Morin; avec bâtisses y érigées », propriété de feu Eddy Campbell et dont sa veuve la défenderesse Dame Berthe Campbell en sa qualité d'héritière en a la possession et la propriété. »

« Une terre à bois étant connu et désigné comme partie de la moitié nord dans le troisième rang du lot 7 de l'augmentation de Grenville, propriété de Dame Berthe Campbell, contenant environ 1 acre et 2/3 de largeur à partir du terrain, propriété de John Campbell, en allant à la ligne ouest sur toute la longueur de la moitié nord, soit 14 acres. »

Pour être vendus séparément à la porte de l'église paroissiale catholique de Pointe-aux-Chênes, comté d'Argenteuil, MARDI, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1963, à DEUX heures de l'après-midi. (5/11/63 à 2h. p.m.).

Conditions: argent comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, VILLENEUVE HUOT.

St-Jérôme, le 23 septembre 1963. 4207-39-2-o

"l'Augmentation de Grenville", on the first range, as being a part of lot number three, letter A (P. 3-A-R. 1), measuring fifty feet in width by a length of one hundred and twenty feet (50 x 120), bounded on the north by Highway No. 8, Montreal-Hull, on the east by the remainder of the same lot belonging to Donald Campbell, on the south by the land of the C.P.R., and on the west by an emplacement belonging to Charles Morin, with the buildings thereon erected, property of the late Eddy Campbell, and whose widow, the defendant Dame Berthe Campbell, in her capacity as heir, has the possession of it and the property."

"A wooded lot of land known and designated as being part of the north half on the third range of lot 7 of "l'Augmentation de Grenville", property of Dame Berthe Campbell, measuring approximately 1 2/3 acres in width from the land, property of John Campbell, and going to the west line, by the entire length of the north half, that is, 14 acres."

To be sold separately at the Catholic parochial church door of Pointe-aux-Chênes, county of Argenteuil, on TUESDAY, the FIFTH day of NOVEMBER, 1963, at TWO o'clock in the afternoon. (5/11/63 at 2 p.m.).

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office, *Sheriff.*

St-Jérôme, September 23, 1963. 4207-39-2

Vente pour taxes

Commission scolaire du village de Bagotville

Province de Quebec

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du onze septembre 1963, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés, pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dûs à la commission scolaire du village de Bagotville et à la ville de Bagotville, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du couvent Ste-Thérèse, à Bagotville, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE, 1963, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires devenues exigibles avant le 30 juin 1962 auront été payées avant le moment de la vente.

1° Paul Bouchard — Un terrain situé sur la rue Durham, mesurant 53 pieds de largeur en front, sur ladite rue Durham, par toute la profondeur qu'il y a à aller à la ligne du lot 51-B, faisant partie des lots 50 et 51-A, borné: en front, vers l'est, à la rue Durham; en profondeur, vers l'ouest, à la ligne du lot 51-B; d'un côté, vers le sud, à la rue du Front; et de l'autre côté, vers le nord, à la balance desdits lots 50 et 51-A appartenant aux représentants de Zoël Bouchard. Cette dite ligne nord est perpendiculaire au côté est dudit terrain susdécrit et est située à une distance de 53 pieds du coin sud-est dudit terrain.

2° Jacques Duchaine — Le lot 253-13.

Sale for Taxes

School commission of the village of Bagotville

Province of Quebec — District of Chicoutimi

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order in Council dated September eleventh, 1963, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII, of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinafter designated, for non-payment of taxes due to the school commission of the village of Bagotville and to the town of Bagotville, with interest and costs, and that, consequently, the said immoveables will be sold by public auction in the hall of Ste-Thérèse Convent, in Bagotville, on SIXTEENTH day of OCTOBER, 1963, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which the school taxes which became due before June 30, 1962 have been paid before the sale will be excluded from the sale.

1. Paul Bouchard — A lot of land situated on Durham St., measuring 53 feet in width in front, on the said Durham St., by the entire depth which exists as far as the line of lot 51-B, forming part of lots 50 and 51-A, bounded: in front, on the east, by Durham St.; in depth, on the west, by the line of lot 51-B; on one side, on the south, by front St.; and on the other side, on the north, by the remainder of the said lots 50 and 51-A belonging to the representatives of Zoël Bouchard. This said north line is perpendicular to the east side of the said terrain described above and is situated at a distance of 53 feet from the southeast corner of the said terrain.

2. Jacques Duchaine — Lot 253-13.

3° Madame Sylvio Lepage — Un terrain formé du lot 176 et de partie du lot 177 contiguë au lot 176, formant avec lui un emplacement mesurant 56 pieds de front sur environ 190 pieds de profondeur et borné: cet emplacement, en front vers l'est, à la rue Victoria; en arrière, à l'ouest, au lot 183, du côté nord, au terrain de dame Antonio Gagnon représententant Alida Gagnon; du côté sud, au terrain de Napoléon Girard.

4° Martial Naud et Maurice Girard — Un terrain mesurant environ 65 pieds de largeur par 132 pieds de profondeur, formant partie du lot 216, borné comme suit: en front, vers l'ouest, à la rue Albert; en arrière, vers l'est, au terrain des représentants de madame Victor Côté; d'un côté vers le nord, à la partie de ce même lot 216 appartenant aux représentants de MM. Nérée et Alfred Pouliot étant actuellement M. Marcel Paré; de l'autre côté, vers le sud, au terrain appartenant au Syndicat Coopératif de Bagotville.

5° Succession Henri Poirier — Un terrain mesurant 70 pieds de largeur par environ 87 pieds de profondeur, formant partie du lot 346, borné comme suit: en front, vers le nord, à la rue Bagot; en profondeur, vers le sud, au terrain de la compagnie du chemin de fer Roberval Saguenay ou au lot 351; d'un côté, vers l'est, au terrain de Price Brothers ou représentants étant le lot 345; et de l'autre côté, vers l'ouest, au terrain formant partie dudit lot 346 appartenant à Jean-Marie Brassard; sauf la partie acquise par Boivin & Fils Auto Ltée, par adjudication lors d'une vente pour taxes faite le 21 novenbre 1961, suivant avis déposé au bureau d'enregistrement de Chicoutimi le 22 novembre 1961, sous le numéra 608.

6° Charles-Henri, Paul-Abel et Raymond-Marie Tremblay — Un terrain mesurant 42½ pieds de largeur du sud-ouest au nord-ouest, par 69 pieds et 8 pouces de longeur, du sud est au nord-ouest, formant partie du lot 227-A, borné: au sud-est, à la balance de ce lot appartenant à Joseph Tremblay; au sud-ouest, par la rue Albert; au nord-ouest, par le terrain de Hector Harvey ou représentants; et au nord-est, par le terrain de Johnny Renaud représentant Alphonse Tremblay.

7° René Villeuneuve — Un terrain mesurant 50 pieds de largeur par toute la profondeur du lot dont il fait partie, faisant partie du lot 343-9, borné: en front, au nord-est, à la rue Gaudreault ou au lot 343-8; en profondeur, au sud-ouest, par une partie non subdivisée du lot 343; d'un côté, vers le nord-ouest, ainsi que de l'autre côté, vers le sud-est, à la balance dudit lot 343-9. La ligne sud-est de ce terrain se trouve parallèle au côté nord-ouest de la rue Bagot et elle est distante de 82 pieds de cettedite ligne.

Les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus sont du cadastre officiel du village de Bagotville et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affectter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Bagotville, ce dixième jour du mois de septembre 1963.

Le Secrétaire trésorier,

ROGER HARVEY.

4124-38-2-o

3. Mrs. Sylvio Lepage — A lot of land formed of lot 176 and a part of lot 177 adjacent to lot 176, forming, with it, an emplacement measuring 56 feet in front by approximately 190 feet in depth, and bounded: the said emplacement, in front, on the east, by Victoria St.; in the rear, on the west, by lot 183; on the north side, by the land belonging to Dame Antonio Gagnon, representating Alida Gagnon, on the south side by the land of Napoléon Girard.

4. Martial Naud and Maurice Girard — A lot of land measuring approximately 65 feet in width by 132 feet in depth, forming part of lot 216, bounded as follows: in front, on the west, by Albert St.; in the rear, on the east, by the land belonging to the representatives of Mrs. Victor Côté; on one side, on the north, by part of this same lot 216, belonging to the representatives of Messrs Nérée and Alfred Pouliot, presently being Mr. Marcel Paré; on the other side, on the south, by the land belonging to the Syndicat Coopératif de Bagotville.

5. Estate of Henri Poirier — A lot of land measuring 70 feet in width by approximately 87 feet in depth, forming part of lot 346, bounded as follows: in front, on the north, by Bagot St., in depth, on the south, by the land belonging to the Roberval-Saguenay Railroad company or by lot 351; on one side, on the east, by the land belonging to Price Brothers or representatives, being lot 345; on the other side, on the west, by the land forming part of said lot 346 belonging to Jean-Marie Brassard; save the part acquired by Boivin & Fils Auto Ltée, by adjudication at the time of a sale for taxes made on November 21, 1961, according to a notice filed in the Registry Office in Chicoutimi, on November 22, 1961, under number 608.

6. Charles-Henri, Paul-Abel and Raymond-Marie Tremblay — A lot of land measuring 42½ feet in width from the southwest to northwest, by 69 feet and 8 inches in length, from southeast to northwest, forming part of lot 227-A, bounded: on the southeast by the remainder of this lot belonging to Joseph Tremblay; on the southwest by Albert St.; on the northwest, by the land belonging to Hector Harvey or representatives; and on the northeast by the land of Johnny Renaud, representing Alphonse Tremblay.

7. René Villeneuve — A lot of land measuring 50 feet in width by the entire depth of the lot of which it forms a part, forming part of lot 343-9, bounded: in front, on the northeast, by Gaudreault St. or by lot 343-8; in depth, on the southwest, by an unsubdivided part of lot 343; on one side, on the northwest, as well as on the other side, on the southeast, by the remainder of said lot 343-9. The southeast line of this land is parallel to the northwest side of Bagot St. and is at a distance of 82 feet from this said line.

The lots or parts of lots mentioned above are in the official cadaster of the village of Bagotville, and will be sold with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent which may affect them.

The adjudication price of each of these immoveables will be payable immediately.

Moreover, the sale will be subject to the right of withdrawal, and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Bagotville, this tenth day of the month of September, 1963.

ROGER HARVEY,

Secretary-Treasurer.

4124-38-2

INDEX No 39

ACTION — ***ACTION***

en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Kleinman *vs* Litwack 4569

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1609 – Recherche et exploitation minière, Parc provincial de la Gaspésie 4571
1609 – Prospecting and mining, Gaspesian Provincial Park 4571
1627-E – Construction, Duplessis 4569
1627-F – Barbier, coiffeur et coiffeuse, Joliette 4570
1627-F – Barbers and hairdressers, Joliette 4570

AVIS — ***NOTICES***

Bagotville, Ville – Town (*Rachat d'obligations – Redemption of Bonds*) 4573
Montréal, Cité – City (*Erratum*) 4574
Rivière-du-Moulin (*Requête – Petition*) 4572

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Chartes — Abandon de — ***Notices relative to the Act of Charters — Surrender of***

Design Overload Services Ltd. 4574
Société de Boisbrillant Inc. (La) 4574
Tremblay et Boucley Inc. 4574
Winmil Construction Co. Ltd. 4574

Dissoute — ***Dissolved***

Maraf Land Development Ltd. 4575

Divers — ***Miscellaneous***

Atlas Development Inc. (*Dir.*) 4575
Blocs de Ciment Rouville Inc. (*Dir.*) 4577
Carrières Martineau et Deschambault Inc. (Les) – (*Dir.*) 4575
Club Récréatif & Sportifs C.S.E. (*Règl.*) 4577
C.S.W. Recreational & Sports Club (*By-laws*) 4577
Delta Mining Corporation Limited (*Dir.*) 4576
Ouellet & Fils Ltée (Wilfrid) 4576
Martineau and Deschambault Quarries Inc. (*Dir.*) 4575
Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd. (*Dir.*) 4576
Panorama Development Inc. (*Dir.*) 4577
Retreading Service Limited (*Dir.*) 4578
Service de Rechapage Limitée (*Dir.*) 4578
Sunrise Industries Quebec Limited (*Dir.*) 4578
Super Plastics Inc. (*Dir.*) 4578
Western Totalizator Company Limited (*Agent*) 4579

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Abcar Corporation 4518
Académie Science et Beauté Inc. 4519
Aéro Club de Montmagny Inc. 4519
Agences Provinciales (Laurentides) Incorporée (Les) 4519
Ahuntsic Air Inc. 4520
Alba Corporation 4520
Alco Supplies Limited 4520
Amerex Distributing Corp. 4521
Amis du Baseball de Kénogami Inc. (Les) 4521
Annlee Inc. 4522
Appartements Lamo Ltée (Les) 4522
Association des Citoyens de Pointe-aux-Trembles 4522
Association des Éducateurs du Centre Administratif (CECM) (L') 4523
Association des Employés d'Armorique Co. Ltée (L') 4525
Association des Hommes d'Affaires de Parc Extension (L') 4523
Association des Hôteliers du Saguenay-Lac-St-Jean Inc. 4524
Association des Parents de St-Paul-l'Ermite 4524
Association des Parents-Professeurs des Écoles Protestantes de Langue Française du Grand Montréal (L') 4525
Association of Employees of Armorique Co. Ltée (The) 4525
Autos Bretagne Inc. 4525
Avery-Ira Investment Ltd. 4526
Bateaux de Service Sorel Ltée 4526
Baxter & Poirier Inc. 4527
Benis Inc. 4527
Bergeron (Jean) Inc. 4527
Beverly Corporation 4528
Bishopton-Dudswell Playgrounds 4549
Boa Realties Inc. 4528
Bona Venture Co. (Quebec) Ltd. 4533
Boutique Knit Inc. (La) 4528
Bryant, Incorporated 4529
Bryant, Incorporée 4529
Bryant Investments, Ltd. 4529
C.O.P. Plumbing & Heating Co. Ltd. 4529
Caisse de Secours de la Ligue du Sacré-Coeur de Grand-Baie Inc. (La) 4530
Camco Inc. 4530
Caron (Lucien) Inc. 4531
Centennial Plaza Corporation 4531
Centre d'Oeuvres de Normandin Inc. 4531
Centre Professionnel de Lachine Inc. 4532
Chalet Normand Montréal Inc. 4532
Chez Jasmin Inc. 4532
Cie Bona Venture (Québec) Ltée (La) 4533
Cie de Plomberie & Chauffage C.O.P. Ltée 4529
Ciné Laurentides Inc. 4533
Cité Jardins Maintenance Ltd. 4541
Classified Business Listings Ltd 4533
Clover Development Inc. 4534
Club d'Aviation Sherbrooke Inc. 4534
Compagnie de Pétrole Iroquois Ltée (La) 4547
Comptoir de Normandin Inc. 4534
Corporation de Crédit Richelieu (La) 4535
Corsetière Janne Inc. 4535
Côté & Fils Inc. 4535
Couvent de Deschambault 4579
Crest Cleaners & Shirt Launderers Inc. 4536
D. D. Lumber Inc. 4536
Data Investments, Inc. 4536
Dello Pastel Inc. 4537
Demers (J.) Limitée 4537
Desmarais Automation Inc. 4537
Dino's (1963) Inc. 4538
Dion Excavation Inc. 4538

Lettres patentes (*suite*) — *Letters Patent* (*continued*)

Domaine des 4 Hétu Inc. 4538
Don Development Corp. 4539
Dunsky Advertising Ltd. 4539
Durno Construction Ltd. 4540
Ecomar Inc. 4561
Electro Mechanical Industries Ltd. 4540
Entreprises Baie-Comeau Ltée (Les) 4540
Entretiens Cité Jardins Ltée (Les) 4541
Eskenazi Detailers Ltd. 4541
Étoiles de Longueuil Inc. (Les) 4541
Express Services Inc. 4542
Family Home Outfitting Ltd. 4543
Fortin Appliance Service Inc. 4542
Fournier (Alphonse) & Fils Ltée 4543
Fournisseurs, Famille et Foyer Ltée 4543
Fréchette Station de Service Inc. 4543
Gauthier (Roger) Automobile Inc. 4544
Gaspesian Petroleum Ltd. 4555
Gauvreau & Fils Limitée 4544
Gérard et André, Maison du Cadeau Inc. 4544
Gesco Electric Supply (1963) Ltd. 4545
Grandchamp (Arthur) Limitée 4545
Harlyn Shoe Salon Ltd. 4545
Hôtel-Dieu d'Arthabaska 4579
Huiles de Beauce Ltée (Les) 4546
Hyda Corporation 4546
Immeubles François-Louis Ltée (Les) 4546
Industries Roulai Inc. (Les) 4547
Iroquois Petroleum Co. Ltd 4547
Lancaster & Gauthier Ltée 4548
Lapointe (J. A.) TV Inc. 4548
Larouche (Gilles) Inc. 4548
Loan-Rite Corporation 4549
Loisirs de Bishopton-Dudswell (Les) 4549
Loisirs de St-Charles de Bellechasse Inc. (Les) 4549
Loisirs de Val-Alain, Inc. (Les) 4550
London and Brussels Investments Ltd. 4550
Lupus Home and Land Development Corporation 4550
Main Fraternelle de Québec Inc. (La) 4551
Maison d'Escompte Joliette Inc. (La) 4551
Majestic Hôtel Inc. 4551
Manoir Blanc Inc. (Au) 4552
Marine Building Co. Ltd. 4552
Mines de Silice Supérieure Ltée (Les) 4562
Mobilier Dion, Inc. 4553
Moules & Matrices de Précision Inc. 4557
New Deluxe Car Wash Inc. 4553
O T J Duchesneau 4553
Oeuvre des Loisirs de Ste-Marguerite Inc. (L') 4554
Office Cleaning Co. Ltd. 4554
Package Trends Inc. 4554
Page Corporation 4555
Park Extension Business Men's Association 4523
Peloga Inc. 4555
Pétroles Gaspésiens Ltée (Les) 4555
Pilon & Fils Inc. 4556
Piscine Murdock Inc. (La) 4556
Plamondon (N.) Auto Ltée 4557
Precision Molds & Dies Inc. 4557
Primavera Importing Ltd. 4557
R.I.O. Construction Limited 4558
Rapid Trade Bindery Inc. 4558
Red Rib Steak House Ltd. 4558
Reliure Commerciale Rapide Inc. 4558
Richelieu Acceptance Corporation 4535
Rosemont Auto Leasing Inc. 4559
Rosemont, Louage d'Autos Inc. 4559
Ross (J.R.) Office Stationery & Supplies Inc. 4559
Roulai Industries Inc. 4547
Salon de Chaussures Harlyn Ltée 4545
Salon de Quilles Lévis Inc. 4559
Service des Loisirs St-Camille 4560
Sherbrooke Flying Club Inc. 4534
Simoneau Enseignes Mobiles Ltée 4560
Simoneau Mobile Signs Ltd. 4560
Société Blanchet de Réfrigération et Air Climatisé Inc. (La) 4561
Société Doyon Inc. 4561
Société Ecomar Inc. 4561
Société Rialto Incorporée 4562
Sorel Working Boats Ltd. 4526
Superior Silica Mining Ltd. 4562
Tailleurs Paquette Inc. 4562
Turcotte Inc. 4563
Viau Rambler Ltd. 4563
Vincent (Charles A.) Inc. 4563
Windsor Wood Chips Company Ltd. 4564

Lettres patentes supplémentaires — *Supplementary Letters Patent*

Agence de Publicité Media Ltée. 4567
Anjou Gardens Ltd. 4564
Birks (Henry) and Sons (Montreal) Limited 4564
Birks (Henry) et Fils (Montréal) Limitée 4564
Canadian Fleetwood Corporation 4565
Centre de Nettoyage Inc. 4565
Chargeurs Unis Inc. (Les) 4565
Cleaning Center Inc. 4565
Delisle Ltd. 4565
Delisle Ltée 4565
Desgagnés Transport Inc. 4569
Fisher (Bernard) Corporation 4566
Foyer Colombien, Inc. (Le) 4566
Gourdes (B.) Food Brokers Ltd. 4566
Gross Machinery (Canada) Limited 4566
Ingrid's Boutique Ltd. 4567
Maison des Commandes Postales de Qualité Inc. 4568
Maxbinns Woollens Inc. 4567
Media Advertising Ltd 4567
Meubles Warwick Ltée 4567
National Typewriter Incorporated 4567
Quality Mail Order House Inc. 4568
Richelieu Developpement Inc. 4568
Rothstein (M.) Pants Company Limited 4568
Sutwin Importing Co. Ltd. 4569
Transport Desgagnés Inc. 4569
United Cargo Inc. 4565
Warwick Furniture Ltd. 4567
Weather — Proofing Limited 4569

Sièges sociaux — *Head Offices*

Alloy Manufacturing Ltd. 4583
Appartements Lamo Ltée (Les) 4581
Asphalt Laboratories Ltd. 4580
Buanderette Tracy Inc. 4580
Castonguay, Charles-Eugène, Ltd 4584
Classified Investments Ltd. 4583
Cloutier J. B. Inc. 4584
Compass Development Ltd. 4580
Corinth Development Ltd. 4583
Déchêne, Edgar, Ltée 4582
Ferme Wilson Inc (La) 4582
Fida Management Ltd. 4586
Financia Inc. 4585
Foyer St-Sacrement Ltée 4582
Hotels Templeton Inc. 4582
Laboratoires d'Asphalte Ltée 4580
L. T. Cleaners Inc. 4580
Madden & Son Company Limited 4585
Nettoyeurs L. T. Inc. 4580
Niagara Mortgage & Loan Company Limited 4581

Sièges sociaux *(suite)* — ***Head Offices*** *(continued)*

Paradis Spécialité Inc. 4582
Pichette & Fils (Jos.) Ltée, ... 4585
Provincial Food Brokers Co. 4585
R. C. Construction Inc. 4586
Restaurant La Fiesta Inc 4584
St. Lawrence Rugger and Cricket Association Inc. 4584
St. Leonard Development Ltd. 4581
Select Development Ltd. 4586
Service de Lavage Général Inc. 4584
Swisscan Development Ltd. 4581

Curatelle publique — ***Public Curatorship***

Succession vacante: — *Vacant Estate:*

Desfosses, Marcel 4586

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Bromont Inc. 4586
Doneff, Yanko 4587
Ouimet, Clifford, Narcisse John 4587

LIQUIDATION — ***WINDING***

Leclair J. A. A., Dupuis, Limitée 4587
Polyethelene Bag Mfg. (Quebec) Inc. . . 4588

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Co-operative Fire and Casualty Company 4589
Co-operative Life Insurance Company. 4589
Protection Universelle, Compagnie d'Assurance (La) 4588
Universal Protection Insurance Company 4588

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire: — *School Municipality of:*

Ile-des-Allumettes (*Dem.– Appl.*) 4590
Ste-Anne-des-Plaines no 2 (*Dem.– Appl.*) 4589

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Automobile, Drummondville (*Prél.*) *Levy*) 4594
Barbers and hairdresser, Rouyn and Noranda (*Amend.*) 4590
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, Rouyn et Noranda (*Mod.*) 4590
Barbiers-coiffeurs, Hull (*Prél.– Levy*) . . 4592
Construction, Saguenay (*Mod.– Amend.*) 4590
Boite de carton, Québec (*Prél.*) 4595
Fer et bronze d'ornementation, Montréal (*Prél.*) 4591
Ornemental iron and bronze, Montreal (*Levy*) 4591
Paper box, Quebec (*Levy*) 4595

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Conseils en loi de la Reine 4597
Queen's Counsel 4587

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Petite Rivière, ville – town 4598
Ste-Anne-de-la-Pérade, c.s.– s.c. 4599
St-Georges Ouest, ville – town 4597
St-Joseph, c.s.– s.c. 4601
Val d'Or-Bourlamaque, c.s.– s.c. Prot. . 4602

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Association des Employés du Service Funéraire de Montréal et de la Région (*Nom changé – Name changed*) 4603
Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-David de Falardeau (U.C.C.) (Le) (*Form.*) 4603

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Goods***

Canadian Pacific Express Company. . . . 4604

Licitation — ***Licitation***

Shapiro *vs* Shapiro *et al* 4604

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Arthabaska — ***Arthabaska***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Cordeau *et al* 4605
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Cordeau *et al* 4605
Tellier *vs* Labelle 4606

Hull — ***Hull***

Champagne *vs* Traders Finance *et al* 4606
Portelance *vs* Larocque 4607

Mégantic — ***Megantic***

Compagnie d'Assurance Vie de Montréal (La) *vs* Vallée 4607

Montréal — ***Montreal***

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Mueller 4608
Société Central d'Hypothèque et de Logement *vs* Mueller 4608

Québec — ***Quebec***

Compagnie d'Assurance-Vie de Montréal *vs* Delbos 4608
Garneau *vs* Boily 4609
Mercier *vs* Ste-Marie *et al* 4610
Montreal Life Insurance Company *vs* Delbos 4608
Power Sawmills Ltd (L.G.) *vs* Savard . . 4611

Richelieu — ***Richelieu***

Brouillard *vs* Gagné 4612
Trinque *vs* Ménard 4612
St. Hyacinthe Auto Parts Ltd *vs* Gagné . 4612

Saint-François — ***Saint Francis***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lehoux 4612
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lehoux 4612

Terrebonne — ***Terrebonne***

Champagne *vs* Campbell 4613

Taxes — ***Taxes***

Bagotville, c.s.– s.c. village 4614

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.